



Credit photo : Shutterstock

Réarmement européen : une industrie de défense sur une ligne de crête

N°02/2025

Hélène MASSON

Maître de recherche

www.frstrategie.org

7 mars 2025

Fondation pour la recherche stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

Directeur de la publication : Bruno Racine

ISSN : 2273 - 4644

© FRS 2025 — tous droits réservés

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration sous réserve de préciser le nom et la qualité de l'auteur et la source de la citation, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Introduction	2
1. L'argent, nerf de la guerre	2
1.1 Dépenses de défense : points de bascule	2
1.2 Dépenses d'équipement et priorités capacitaires	12
1.3 À l'Est de l'Europe, des ambitions industrielles plus explicites et formalisées	14
2. Des stratégies d'acquisition dictées par le contexte sécuritaire : entre quête de garanties de sécurité et urgence de combler les déficits capacitaires	17
2.1 Accords de défense, ventes FMS et aides financières FMF : un lien transatlantique instable à l'heure d'un potentiel désengagement américain	18
2.2 Israël, Corée du Sud, Brésil, Turquie... : des concurrents à l'offensive	25
2.3 Une offre européenne portée par les coopérations régionales, les partenariats stratégiques et les acquisitions conjointes	32
3. Europe de l'armement : passer de la parole aux actes	45
3.1 Montée en puissance des filières munitionnaires et missilières	45
3.2 Nouvelles armes et technologies : États et entreprises au défi	49
3.3 La coopération, facteur déterminant de la consolidation industrielle	60

Réarmement européen : une industrie de défense sur une ligne de crête

Introduction

L'Europe se réarme. Engagé par les pays de l'Est dès 2014, ce réarmement s'accélère et s'étend à l'ensemble du Vieux Continent depuis l'invasion russe de l'Ukraine. Véritable choc, cette guerre a sonné comme un sévère rappel à l'ordre pour les États européens les plus inconséquents en matière de défense.

Resserrement du lien transatlantique, multiplication des coopérations intergouvernementales, montée en puissance de la Commission européenne dans le domaine de l'armement, la scène européenne est entrée en mouvement sur la période 2022-2024. Mais l'année 2025 s'ouvre sur une Europe déstabilisée par les nouvelles orientations de politique extérieure décrétées par le président américain nouvellement élu, Donald Trump, entre guerre commerciale et désengagement militaire.

Dans cet environnement instable, les États européens sont contraints de repenser certains fondamentaux, à commencer par la relation transatlantique, et de réévaluer les moyens consacrés à leur défense. Les stratégies d'acquisition et de coopération engagées au niveau national et européen seront également déterminantes eu égard aux défis technologiques et industriels à relever. L'objectif de ce travail est ainsi de mieux appréhender les contours de cette « Europe de l'armement » en pleine transformation, sous l'angle des politiques publiques et des stratégies industrielles.

1. L'argent, nerf de la guerre

1.1 Dépenses de défense : points de bascule

En septembre 2014, les conclusions du sommet du Pays de Galles¹ ont rappelé aux États membres de l'OTAN l'importance d'investir davantage dans leurs capacités de défense et de respecter les deux objectifs suivants : 2 % du PIB consacrés à leur défense et une part de 20 % dédiée aux équipements. À cette date, les États encore éloignés de ces seuils s'accordaient pour s'en rapprocher d'ici 2024. Or, l'invasion russe de l'Ukraine va profondément changer la donne et agir comme un puissant accélérateur des décisions publiques en faveur d'une hausse des dépenses de défense. Réunis à Vilnius en juillet 2023, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance s'engagent désormais à consacrer annuellement « *au moins* » 2 % du PIB à la défense², un objectif un peu plus ambitieux réitéré

¹ « Déclaration du sommet du Pays de Galles », Communiqué de presse, OTAN, 5 septembre 2014.

² « Communiqué du Sommet de Vilnius publié par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN à l'issue de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord », Communiqué de presse, OTAN, 11 juillet 2023.

un an plus tard lors du sommet de Washington³ : « *Nous réaffirmons que, dans bien des cas, il faudra consacrer plus de 2 % du PIB aux dépenses de défense pour remédier aux insuffisances actuelles et satisfaire les besoins que fait apparaître, dans tous les domaines, la montée de la contestation de l'ordre de sécurité* »⁴. Les dernières statistiques de l'OTAN⁵ sur l'évolution des dépenses de défense montrent le point de bascule qu'aura représenté la période 2023-2024. Selon les estimations pour l'année 2024, 23 États membres de l'Alliance sur 31 atteignent, voire dépassent, la cible de 2 % du PIB. Ils n'étaient que trois en 2014, 7 en 2022 et 12 en 2023. Sur le périmètre Royaume-Uni, Norvège et États membres de l'UE également membres de l'OTAN, 16 pays⁶ sur 23 sont à 2 % ou au-delà en 2024, contre deux dix ans plus tôt, six en 2022 et 11 en 2023.

Toutefois, il est important de souligner que ce virage budgétaire a été entamé dès 2014-2015 par une majorité d'États d'Europe de l'Est et du Sud-Est. Situés aux premières loges des actions agressives de la Russie à l'encontre de l'Ukraine (annexion de la Crimée, conflit dans le Donbass, manœuvres militaires russo-biélorusses, exercices militaires aux frontières ukrainiennes, exercices navals en mer Noire, etc.), ces pays ont remis plus tôt les questions de défense au cœur de leur agenda politique et de leurs priorités budgétaires. Cette croissance des dépenses de défense est particulièrement prononcée en Pologne et dans les États baltes (Estonie⁷, Lituanie, Lettonie), leur effort de défense passant d'une fourchette 0,8 %-1,8 % du PIB en 2014 à 3 %-4,2 % en 2024. Pour ce faire, l'ensemble des leviers financiers ont été mobilisés : augmentation du budget ordinaire, création d'un fonds spécial et/ou émissions d'obligations par l'État. Après une décennie de hausse quasi-continue de ses dépenses de défense, la Pologne franchit les paliers depuis trois ans, 3 % puis 4 % et bientôt 5 % (objectif annoncé de 4,7 % pour 2025), pour être en mesure de concrétiser son ambition de devenir la première force terrestre en Europe⁸.

La Hongrie et la Roumanie se mettent dans leurs pas, avec un budget de la défense multiplié respectivement par 3 et par 2 sur la période 2014-2022, avant de franchir les 2 %, respectivement en 2023 et 2024. Le ministre hongrois de la Défense justifie cette réorientation de la dépense publique par la position du pays face aux menaces « *at the intersection of eastern and southern threats* »⁹ et par l'ambition de faire des armées nationales la force militaire dominante dans la région¹⁰. Plus habituée à évoluer dans la fourchette 1 %-1,5 %, la République tchèque entend également rattraper son retard, inscrivant dans la loi en 2023¹¹ la cible OTAN des 2 %, laquelle sera atteinte l'année suivante. Si cette trajectoire inspire son voisin slovaque, elle est suivie avec plus de difficultés par ce dernier.

³ « Déclaration du Sommet de Washington », Communiqué de presse, OTAN, 10 juillet 2024.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Defence Expenditure of NATO Countries (2014-2024)*, NATO, juin 2024.

⁶ Pologne, Estonie, Lettonie, Grèce, Lituanie, Finlande, Danemark, Royaume-Uni, Roumanie, Norvège, Bulgarie, Suède, Allemagne, Hongrie, République tchèque, France, Pays-Bas, Slovaquie.

⁷ L'atteinte des 2 % et le maintien du budget de défense à ce niveau ont fait l'objet dès 2012 d'un accord signé par l'ensemble des partis politiques. De plus, selon l'accord de coalition et le *National Security Concept* voté par le Riigikogu en février 2023, les dépenses de défense dépasseront les 3 % du

PIB au cours des quatre prochaines années (2024-2027, soit un total de 5,6 Mds€). Voir *Defence Budget*, Ministry of Estonia website, 2024.

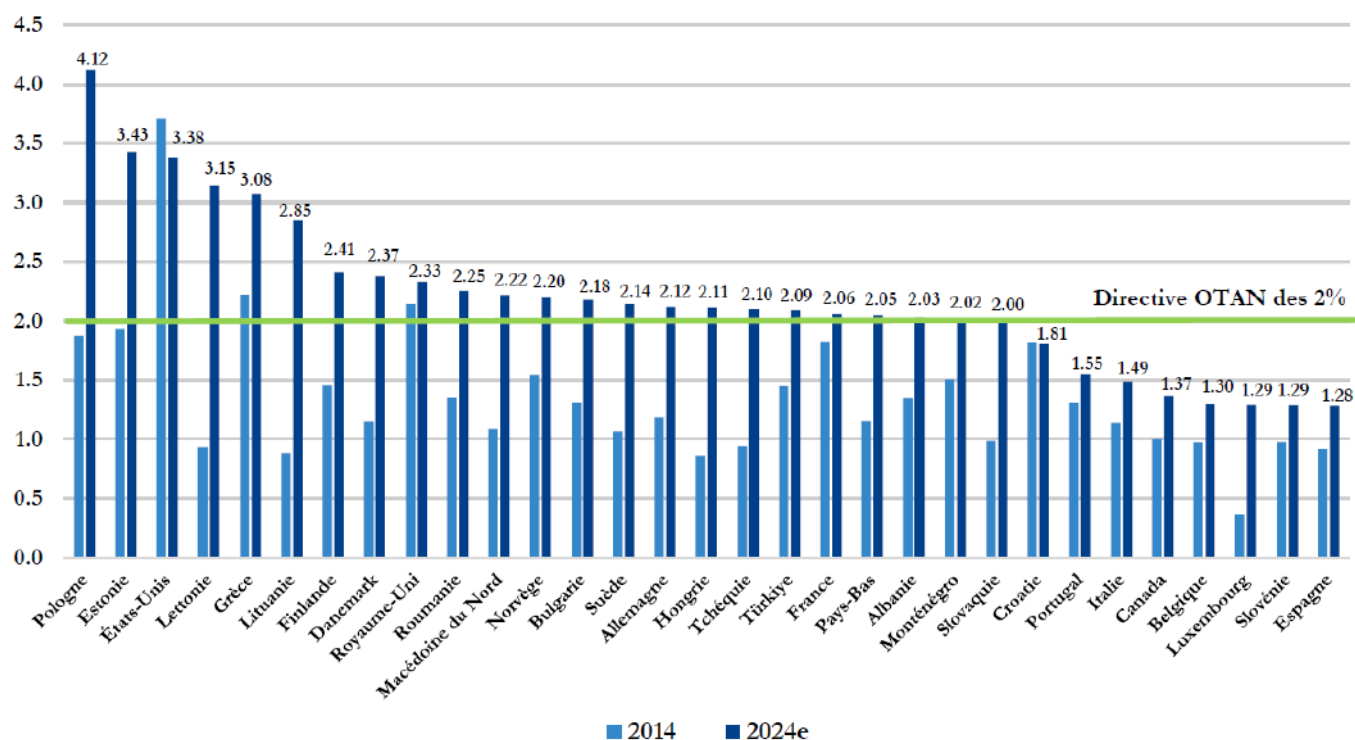
⁸ Léo Péria-Peigné, Amélie Zima, « Pologne, première armée d'Europe en 2035 ? Perspectives et limites d'un réarmement », *Focus stratégique*, Institut français de relations internationales, février 2025.

⁹ « Hungarian defence budget exceeds one thousand billion forints », *Hungary Today*, 29 juin 2021.

¹⁰ « Defence Minister: Strong Hungary 'Unimaginable' without Strong Army », *Hungary Today*, 30 août 2021.

¹¹ « Czech lawmakers pass law requiring 2% of GDP spending on defence », Reuters, 12 avril 2023.

Dépenses de défense en part du PIB (%) : 2014 vs 2024^e



Source : Defence Expenditure of NATO Countries (2014-2024), OTAN, juin 2024

En Europe du Nord, le changement d'état d'esprit est tout aussi tangible depuis deux ans. Après des années de sous-investissement, l'augmentation de l'effort pour la défense est jugée fondamentale pour la sécurité nationale et la consolidation des capacités militaires. La Finlande et la Suède apparaissent plus déterminées que jamais, notamment depuis leur adhésion à l'OTAN (respectivement en avril 2023 et mars 2024). Le budget finlandais de la défense est ainsi passé de 3,3 Mds€ en 2020 à plus de 6,2 Mds€ quatre ans plus tard quand, côté suédois, le budget 2025 est annoncé à 12 Mds€ contre 4,8 Mds€ en 2020. Pour le ministre suédois de la Défense, c'est une question de crédibilité : « *La Suède doit être un membre crédible, fiable et solidaire de l'OTAN. En tant que membre de l'OTAN, la Suède doit, au fil du temps, participer à l'ensemble des efforts, activités et opérations dans le cadre des mesures de dissuasion et de défense de l'OTAN* »¹². Sur cette même période, la Norvège a augmenté son budget de la défense de plus de 60 %¹³, une évolution jugée primordiale par le ministre de la Défense, Bjørn Arild Gram, eu égard aux défis sécuritaires régionaux : « *Finland's and Sweden's recent membership of Nato strengthens security in our region. It also presents Norway with new obligations. We must rapidly transform from not just a receiving country of Allied reinforcements but also a transit and contributing ally to the defense and security of the entire Nordic and Baltic regions* »¹⁴.

Affichant tout au plus 1,4 % du PIB consacré à la défense en 2022, les Pays-Bas touchent désormais la barre des 2 %, grâce à un doublement des dépenses sur la période 2022-2025, passant de 12 Mds€ à 24 Mds€, soit « *the most ambitious military agenda in modern Dutch history* »¹⁵, selon les dires du Secrétaire d'État à la Défense, Gijs Tuinman. Avec la nomination du Premier ministre néerlandais Mark Rutte au poste de Secrétaire général de

¹² « Stor satsning på militärt försvar och Natomål beräknas vara uppfyllt », *Pressmeddelande från Försvarsdepartementet*, 11 septembre 2023.

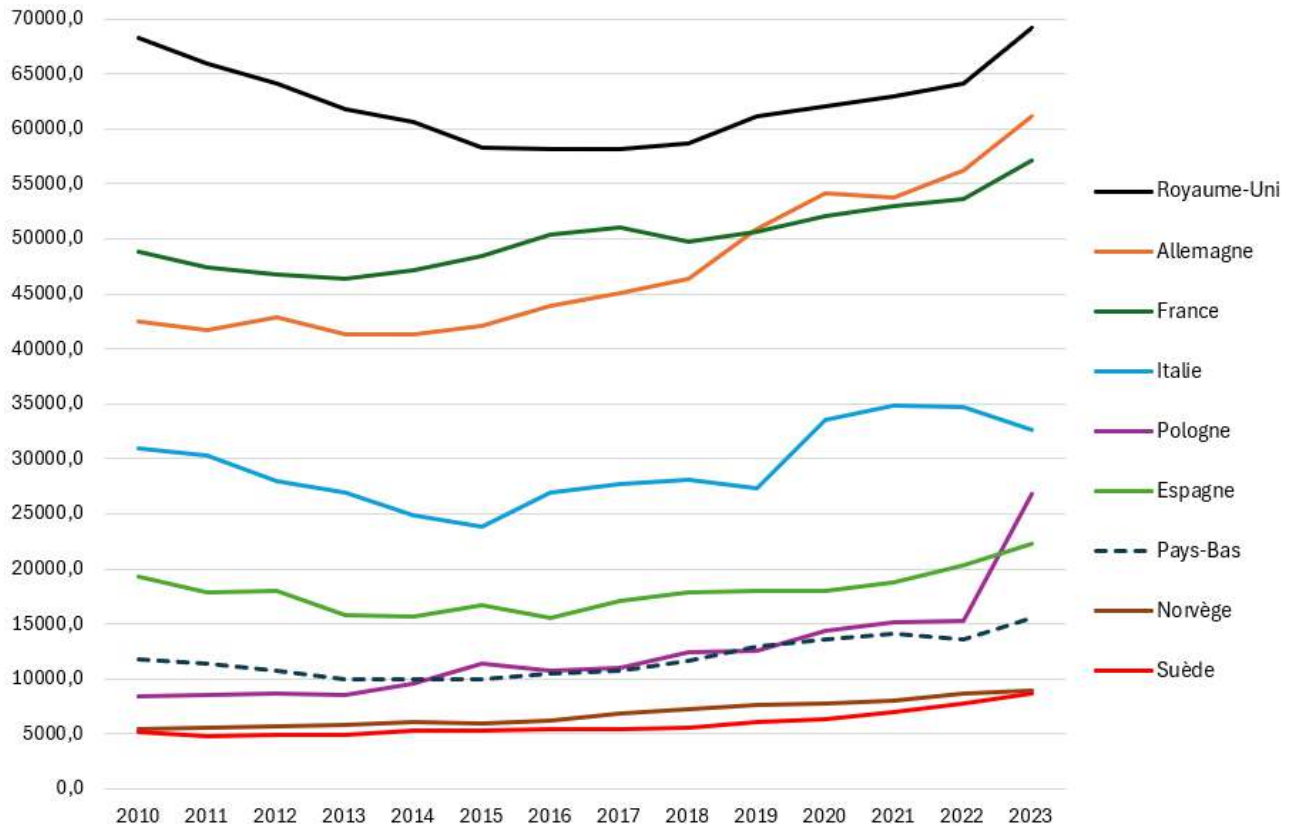
¹³ De 5,7 Mds€ à 8 Mds€, pour atteindre 9,3 Mds€ en 2025, soit 2,15 % du PIB.

¹⁴ « Norway's Long-Term Defense Plan features sharp increase in spending », *Defense News*, 5 avril 2024.

¹⁵ « The Dutch government is 'future-proofing' its military in an increasingly volatile world », *AP News*, 5 septembre 2024.

l'OTAN, cette trajectoire budgétaire ne devrait guère être contestée au cours des prochaines années. En comptant l'aide à l'Ukraine, le Danemark a aussi atteint la cible OTAN en 2024. Le nouvel accord de défense 2024-2033 ambitionne de tripler les dépenses sur la période. À noter que, depuis 2023, le Danemark dépense davantage pour sa défense que la Belgique. Mises sous pression par l'Alliance, les autorités belges tentent de revoir leur copie qui faisait état d'un objectif de 1,5 % du PIB consacré à la défense en 2030 et de 2 % à l'horizon 2035 (contre 1,24 % en 2024)¹⁶.

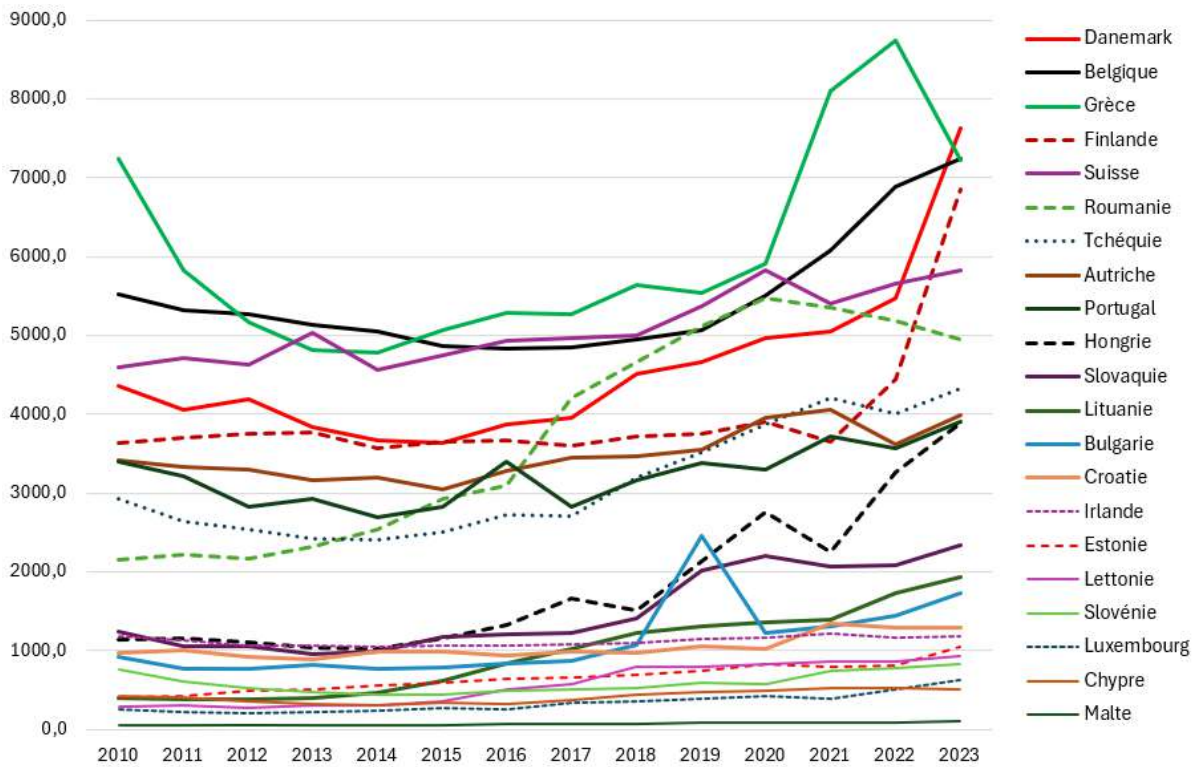
Évolution des dépenses de défense entre 2010 et 2023 (en \$ constants 2022)



Source : SIPRI 2024

¹⁶ « La Belgique sous pression pour réinvestir dans la défense », *Le Monde*, 16 août 2024.

Évolution des dépenses de défense entre 2010 et 2023 : focus États européens ayant un budget de défense 2023 inférieur à 8 Mds\$ (en \$ constants 2022)



Source : SIPRI 2024

La situation s'avère des plus contrastées en Europe de l'Ouest. Si l'Allemagne engage sa mue dans la douleur, d'autres États temporisent. Bien qu'en hausse depuis 2014, le niveau des dépenses de défense de l'Allemagne ne lui aura jamais permis de dépasser 1,5 % du PIB. Or, le 27 février 2022, dans un discours au Bundestag qui fera date, le Chancelier allemand Olaf Scholz annonce un changement d'époque (« *Zeitenwende* ») après des décennies de sous-investissement chronique dans la Bundeswehr. La création d'un fonds spécial de 100 Mds€¹⁷ (sur cinq ans) vise à « combler les déficits capacitaires de la Bundeswehr à partir de 2022 afin de pouvoir garantir la contribution de l'Allemagne aux objectifs capacitaires de l'OTAN »¹⁸. Les armées doivent passer en mode « prêtes au combat »¹⁹, selon Boris Pistorius, et devenir « la pierre angulaire fiable et à long terme de la défense conventionnelle en Europe »²⁰. Avec le fonds spécial, l'effort de défense franchit pour la première fois en 2024 la barre des 2 % du PIB (à 2,1 %). Au premier rang européen en termes de montants, le Royaume-Uni vise un effort de défense de 2,5 % du PIB d'ici 2027 (contre 2,3 % actuellement), un engagement pris par le Premier ministre britannique Keir Starmer fin février 2025 et qui passera par une réduction de l'aide au développement²¹. La France maintient quant à elle une trajectoire haussière, suivant en cela la LPM 2024-2030 (47,2 Mds€ hors pensions pour 2024, soit 2 % du PIB, et 50,5 Mds€ en 2025), menacée cependant par l'épée

¹⁷ Annoncé le 27 février 2022 par le Chancelier, la création du fonds spécial a été approuvée par le Bundestag, le 3 juin 2022, à une large majorité (avec le soutien de la CDU, l'opposition chrétienne-démocrate). Pour éviter une contradiction avec le frein à l'endettement, la Loi fondamentale a été modifiée le 1^{er} juillet 2022 (amendement à l'article 87a). Les détails du fonds sont régis par une loi sur le financement de la Bundeswehr juridiquement contraignante, depuis le 7 juillet 2022. Le fonds spécial couvre une période de cinq ans (voir Martin Kirsch, Jürgen Wagner, « Das Sondervermögen der Bundeswehr », *IMI*, 15 novembre 2023).

¹⁸ *Gesetz zur Finanzierung der Bundeswehr und zur Errichtung eines „Sondervermögens Bundeswehr“* (Bundeswehrfinanzierungs- und Sondervermögensgesetz - BwFinSVerMG), 1^{er} juillet 2022.

¹⁹ *Verteidigungspolitische Richtlinien 2023* (VPR), BMVg, 10 novembre 2023 ; « Wie die Bundeswehr 'kriegstüchtig' werden soll », *Tagesschau*, 10 novembre 2023.

²⁰ *Verteidigungspolitische Richtlinien 2023* (VPR), BMVg, 10 novembre 2023.

²¹ « UK to raise defence spending to 2.5% of GDP by 2027 », *Financial Times*, 25 février 2025.

de Damoclès d'une dette publique parmi les plus élevées de la zone euro. En bas de tableau, l'Italie et l'Espagne se sont fixé l'objectif (ambitieux) de franchir la barre des 2 % entre 2028 et 2029 (tout comme le voisin portugais).

Parmi les alliés ayant les budgets de défense les plus modestes, soulignons que la Croatie est proche de la cible depuis trois ans et entend y parvenir en 2027. En Slovénie, le ministre de la Défense, Marjan Sarec, estime que son pays doit faire les efforts nécessaires pour améliorer la protection de ses citoyens et apparaître comme un partenaire crédible sur la scène internationale²². Il est ainsi prévu une hausse annuelle du budget de la défense de + 8 % par an sur la période 2024-2028, avec une cible des 2 % ralliée en 2030²³. Bien que non membre de l'OTAN, l'Autriche a décidé de doubler ses dépenses de défense sur la période 2023-2027 (objectif de 1,5 % à cet horizon).

Il apparaît cependant qu'en dépit des efforts consentis par une grande majorité d'États européens, le président américain Donald Trump juge la situation très insatisfaisante. Selon lui, la cible à atteindre en matière de dépenses militaires doit être de 5 % du PIB (quand bien même les États-Unis dépensent pour leur défense 3,4 % du PIB). Le Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a convenu que les efforts budgétaires des Alliés devraient être supérieurs à 3 % du PIB²⁴, un nouvel objectif au menu du prochain sommet de l'Alliance, organisé pour la première fois aux Pays-Bas (La Haye), du 24 au 26 juin 2025.

L'enjeu majeur est de trouver les voies et les moyens de répondre à ces besoins de financement, dans un contexte économique et social tendu dans nombre d'États européens, dont certains sont en outre soumis à une certaine instabilité politique (France et Allemagne en particulier). Leviers nationaux (réorientation des dépenses nationales, hausses d'impôt, émissions d'obligations d'État...) et/ou européens (assouplissement des règles budgétaires de l'UE, évolution du rôle de la Banque européenne d'investissement, capitaux privés ou emprunt commun)... : quelles que soient les options retenues, elles nécessiteront de difficiles compromis et arbitrages.

Or le tempo s'accélère. La pression américaine va *crescendo*, et selon des termes peu amènes. Lors de ses premiers pas en Europe à la mi-février 2025 (visites en Allemagne, Belgique et Pologne), le Secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a repris les orientations de Donald Trump, tout en affirmant que les États-Unis comptaient maintenir une certaine présence militaire sur le Vieux Continent (à ce jour ~65 000 militaires stationnés en permanence, et plusieurs milliers présents par rotation, soit ~ 100 000 militaires). Lors de son premier mandat, Donald Trump avait ordonné le retrait de 12 000 soldats d'Allemagne mais son plan avait été annulé par son successeur, Joe Biden. À peine de retour au pouvoir, il a réitéré ses propos, menaçant de retirer 20 000 hommes et de faire payer les Alliés pour la présence militaire restante. Pete Hegseth s'est borné à rappeler que la responsabilité de sécuriser l'Europe ne devrait pas incomber uniquement aux États-Unis : « *The European continent deserves to be free from any aggression, but it ought be those in the neighborhood investing the most in that defense. [...] That's common sense. You defend your neighborhood, and the Americans will come alongside you in helping in that defense* »²⁵. Le rôle moteur de la Pologne est plus particulièrement salué – ce pays étant considéré comme un allié exemplaire en matière d'investissements de défense et de partage des charges au sein de l'OTAN²⁶, avec des dépenses de défense proches de 5 % du PIB en 2025. Le Premier mi-

²² « Increase in the Defence Budget Demonstrates Slovenia's Credibility in the International Environment », Press release, Ministry of Defence, Slovenia Republic, 14 octobre 2022.

²³ « Slovenia's defence spending rising, to hit 2 % of GDP in 2030 », STA, 27 mars 2024.

²⁴ « Secretary General urges continued close NATO-EU cooperation to support Ukraine and face growing threats », Communiqué OTAN, 13 janvier 2025.

²⁵ « No plans to draw down US troops in Europe for now, Hegseth says », *Air Force Time*, 11 février 2025.

²⁶ « Le secrétaire à la Défense Pete Hegseth se rendra en Allemagne, en Belgique et en Pologne », Communiqué, Department of Defense, 7 février 2025.

nistre polonais, Donald Tusk, dont le pays assure depuis janvier 2025 la présidence du Conseil de l'Union européenne, a accueilli favorablement les injonctions de son allié américain, exhortant à son tour les États européens à consentir davantage d'efforts en matière de défense. Lors d'un discours au Parlement européen, il s'est ainsi livré à un vibrant plaidoyer en faveur d'une véritable prise en main par les Européens de leur défense : « *Some people think it's extravagant, or it is a brutal or malicious warning when we say that we should spend up to 5% of GDP on our security. [...] It is today that we need to radically raise our expenditure on defense. [...] There is no alternative. There is no choice. We need to be able to defend ourselves, which means that the European money needs to be spent on this purpose* »²⁷.

Aux déclarations tonitruantes du Secrétaire à la Défense Pete Hegseth lors de sa tournée européenne, s'est ajouté un discours brutal et hostile du vice-président américain J. D. Vance lors de la 61^{ème} Conférence sur la sécurité de Munich, le 14 février 2025. Soutenant ouvertement les partis d'extrême-droite (notamment l'AfD, en pleine campagne législative allemande), dénonçant « l'immigration de masse » et la « menace de l'intérieur » pesant, selon lui, sur l'Europe, accusant le Royaume-Uni, la Suède, l'Allemagne et la Roumanie pour le recul supposé de la liberté d'expression, J. D. Vance a glacé le parterre de responsables gouvernementaux et militaires européens rassemblés pour l'occasion. Le président de la Conférence de Munich, le diplomate allemand Christoph Heusgen, a qualifié ce moment de véritable « cauchemar européen »²⁸. Mais ce moment n'était rien par rapport au séisme provoqué par l'altercation entre Donald Trump et le président ukrainien Volodymyr Zelensky à la Maison-Blanche, le 28 février 2025. Opposée à un cessez-le-feu sans de sérieuses garanties de sécurité, l'Ukraine subit les coups de boutoir américains, les derniers en date (4 et 5 mars 2025) consistant en un gel de l'aide militaire (soit un arrêt des livraisons d'armes et de munitions)²⁹ et une suspension d'une partie du partage du renseignement³⁰.

C'est dans ce contexte délétère marqué par la crainte d'un désengagement américain que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté le plan *ReArm Europe* destiné à aider les États membres à augmenter leurs dépenses de défense. Pour ce faire, l'ensemble des leviers financiers à la disposition de la Commission sont mobilisés : « *This set of proposals focuses on how to use all of the financial levers at our disposal – in order to help Member States to quickly and significantly increase expenditures in defence capabilities. Urgently now but also over a longer time over this decade* »³¹. *ReArm Europe* se structure autour des cinq mesures phares suivantes (dont certaines étaient au cœur de débats nourris au cours des derniers mois) : l'activation de la clause dérogatoire générale du Pacte de stabilité et de croissance permettant de sortir les dépenses de défense du calcul du déficit public³², l'introduction d'un nouvel instrument sous la forme de prêts destinés aux États membres d'un montant de 150 milliards d'euros, la possibilité donnée aux États membres d'utiliser les fonds des programmes de la politique de cohésion de l'UE pour leurs investissements de défense, la mobilisation des capitaux privés grâce à l'accélération de la

²⁷ *The speech of Polish Prime Minister at the European Parliament: "Europe is not yet lost as long as we are alive"*, Polish Presidency, Council of the European Union, 22 janvier 2025.

²⁸ « *Vorsitzender nennt Münchner Sicherheitskonferenz « europäischen Albtraum »* », *Spiegel*, 17 février 2025.

²⁹ « *Trump suspends military aid to Ukraine after oval office blowup* », *The New York Times*, 3 mars 2025.

³⁰ « *C.I.A. director says U.S. has paused intelligence sharing with Ukraine* », *The New York Times*, 5 mars 2025.

³¹ « *Press statement by President von der Leyen on the defence package* », Statement, European Commission, 4 mars 2025.

³² Les règles budgétaires européennes prévoient le respect des seuils suivants : un déficit inférieur à 3 % et un taux d'endettement maximum fixé à 60 % du PIB. Rappelons que la clause dérogatoire générale du Pacte de stabilité et de croissance avait été activée lors de la crise du Covid. Par ailleurs, en novembre 2024, la Pologne avait obtenu de la Commission européenne de s'écarter de la trajectoire prévue de réduction de son déficit, arguant du contexte sécuritaire et de la priorité donnée à l'augmentation de ses dépenses de défense (voir « *Réduction du déficit budgétaire : Bruxelles valide le plan polonais axé sur les dépenses de défense* », *Euractiv*, 28 décembre 2024).

mise en place de l'Union pour l'épargne et l'investissement (UEI)³³ et en recourant à la Banque européenne d'investissement (BEI)³⁴.

Dans le même temps, au sein des capitales européennes, les discussions sur l'effort budgétaire à fournir sont menées tambour battant. En Allemagne, les lignes bougent fortement. A peine dix jours après les élections législatives, qui ont vu les conservateurs de la CDU/CSU arriver en tête³⁵, le prochain chancelier, Friedrich Merz, a déclaré, au cours d'une conférence de presse menée aux côtés de ses futurs partenaires de la coalition (chefs de la CSU et du SPD³⁶) : « *Face à la menace, la défense doit désormais être basée sur le 'quoi qu'il en coûte'* »³⁷ (« *whatever it takes* »). Dans cette perspective, il propose trois actions ambitieuses nécessitant d'amender la Loi fondamentale : exempter les dépenses de défense supérieures à 1 % du PIB (> ~45 Mds€) du frein à l'endettement³⁸, mettre en place un fonds spécial de 500 Mds€ (sur dix ans) pour assurer la modernisation des infrastructures (financé par la dette), permettre aux Länder de s'endetter. Le ministre de la Défense, Boris Pistorius, n'a pas caché sa satisfaction : « *C'est un jour historique pour la Bundeswehr et pour l'Allemagne* »³⁹. Et pour le fervent défenseur de l'orthodoxie budgétaire qu'est Friedrich Merz, la rupture est radicale. Si cet amendement est adopté par l'actuel Bundestag⁴⁰ (la 21^{ème} législature débutant le 25 mars), la coalition CSU/CDU/SPD devrait ainsi bénéficier d'importantes marges de manœuvre dans les années à venir. En France, le ministre de l'Économie, Eric Lombard, considère que par rapport à l'actuelle LPM, « *il faudra aller plus vite et plus fort* »⁴¹ mais sans creuser le déficit⁴², une trajectoire difficile confirmée par le président Emmanuel Macron lors d'une allocution solennelle, le 5 mars 2025 (avec des investissements supplémentaires *via* des financements publics et privés, sans augmentation des impôts)⁴³.

Rang selon % PIB 2024 ^e (source OTAN)		Annonces gouvernementales relatives aux dépenses de défense 2024 et 2025 + perspectives
Pologne	4,12 %	Un budget 2025 annoncé à 43 Mds€ (contre 37 Mds€ en 2024 ; + 10 % ; en prenant en compte le fonds spécial <i>Armed Forces Support Fund</i>), soit 4,7 % du PIB.
Estonie	3,43 %	Au-delà des 2 % depuis 2015 et 3 % depuis 2023. 3,2 % atteints en 2024 (à 1,3 Md€). Émission d'obligations par l'État (intérêt fixé à 3,3 % ; géré par LHV Pank et Swedbank) à destination d'investisseurs professionnels et pour la première fois vers les particuliers (très forte sur-souscription x4), pour financer notamment la défense. Le Premier ministre, Kristen Michal, s'est inscrit dans la ligne de Donald Trump, ciblant 3,7 % en 2026 et, à terme, 5 %, déclarant : « <i>we know our opponent, and I fully agree, our goal should be 5 %</i> » ⁴⁴ .

³³ « L'Union pour l'épargne et l'investissement (UEI) vise à créer un véritable marché unique du financement dans l'UE, effaçant les frontières nationales. Ce projet européen s'inscrit dans la continuité de l'Union des marchés de capitaux, qui a permis l'adoption de plusieurs mesures permettant d'harmoniser les législations européennes et de favoriser les investissements transeuropéens » (voir *L'Union pour l'épargne et l'investissement*, Banque de France, 27 février 2025).

³⁴ « La Banque européenne d'investissement va investir 2 milliards d'euros dans la défense en 2025 », *Euractiv*, 30 janvier 2025.

³⁵ Les conservateurs de la CDU/CSU ont remporté 28,6 % des voix, devant l'AfD (20,8 %), le SPD (16,4 %), les Verts (11,6 %) et Die Linke (8,8 %).

³⁶ Avant les élections, Olaf Scholz s'était prononcé en faveur d'un emprunt européen tout en appelant la prochaine coalition à assouplir la règle du frein à l'endettement (avec la mise en place d'une exemption défense).

³⁷ « Was bringt der wichtige Milliardenplan von Friedrich Merz? », *Der Spiegel*, 4 mars 2025.

³⁸ Votée en 2009 et inscrite dans la loi fondamentale, la règle du « frein à l'endettement » limite depuis 2016 le déficit budgétaire annuel à 0,35 % du

PIB (disposition introduite dans la Constitution en 2009 qui vise à empêcher un endettement croissant de l'État fédéral et des Länder).

³⁹ « Was bringt der wichtige Milliardenplan von Friedrich Merz? », *Ibid.*

⁴⁰ A la majorité des deux tiers, ce qui devrait nécessiter le soutien des Verts.

⁴¹ « Budget : Bercy veut muscler les dépenses militaires sans alourdir le déficit », *Le Monde*, 4 mars 2025.

⁴² Présentation, le 20 mars 2025, par Eric Lombard, ministre de l'Économie, et Sébastien Lecornu, ministre de la Défense, d'un ensemble d'actions destinées à « mobiliser les banques, les investisseurs français afin de développer la base industrielle et technologique de défense » (voir « Eric Lombard sonne la mobilisation pour une économie de guerre », *La Tribune*, 2 mars 2025).

⁴³ « Face à la 'menace russe', Emmanuel Macron sollicite la 'force d'âme' des Français », *Le Monde*, 6 mars 2025.

⁴⁴ « Estonian prime minister backs spending 5% of GDP on defense », ERR, 21 janvier 2025.

Lettonie	3,15 %	Au-delà des 2 % depuis 2018. Un budget 2024 initialement prévu à 1,12 Md€, mais augmenté à 1,34 Md€ via des ressources additionnelles, permettant de franchir les 3 %. 1,56 Md€ annoncé pour 2025, soit 3,45 % du PIB, puis autour de 3,7 % les deux années suivantes. Mise en place d'une taxe supplémentaire sur les bénéfices du secteur financier pour une durée de trois ans pour soutenir l'effort de défense.
Grèce	3,08 %	Un budget historiquement élevé, toujours au-delà des 2 %. Une décennie 2010 autour des 2,5 %, avant de repasser la barre des 3 % du PIB à partir de 2020. Un budget 2025 à 6,1 Mds€ (soit un doublement des dépenses depuis 2019).
Lituanie	2,85 %	Au-delà des 2 % depuis 2019. 130 M€ supplémentaires en dépenses d'équipement décidés en août 2024, permettant d'atteindre 3,2 % du PIB. Lancement par le gouvernement d'un fonds de défense à partir de taxes supplémentaires sur les entreprises, le tabac, l'alcool et les carburants. Un autre fonds, le <i>State Defence Fund</i> , permet aux particuliers d'acheter des obligations de défense (émission gérée par la Swedbank et SEB ; taux d'intérêt de 2 %). Un budget 2025 initialement prévu à 2,5 Mds€ (dont fonds défense ; soit 3,03 % du PIB), finalement augmenté de + 800 M€ (3,5 % du PIB). Fin janvier 2025, annonce d'une croissance des dépenses de défense pour atteindre 5,5 % du PIB entre 2026 et 2030.
Finlande	2,41 %	Doublement du budget sur la période 2020-2024, passant de 3,3 Mds€ à 6,2 Mds€ (barre des 2 % passée en 2023), lié notamment à l'achat de F-35 et de navires de surface. Un budget de 6,5 Mds€ en 2025 (2,5 % du PIB). Plan gouvernemental pour passer à 3,3 % d'ici 2032.
Danemark	2,37 %	Le nouvel accord de défense 2024-2033 ambitionne d'atteindre les 2 % à horizon 2030, ce qui équivaut à un triplement des dépenses de défense. La Première ministre, Mette Frederiksen, considère qu'en prenant en compte l'aide à l'Ukraine, son pays respecte d'ores et déjà la cible OTAN (avec 2,4 %). Financement supplémentaire de 1,9 Md€ destiné à renforcer la présence militaire en Arctique annoncé fin janvier 2025. Puis mi-février, nouvelle annonce gouvernementale concernant la création d'un fonds de 6,8 Mds€ pour 2025 et 2026, permettant d'atteindre 3,2 % du PIB.
Royaume-Uni	2,33 %	Un budget de défense annoncé à 56,9 Mds£ en 2024-2025, puis 59,8 Mds£ en 2025-2026, soit environ 2,3 % du PIB. Le 25 février 2025, engagement pris par le gouvernement travailliste d'atteindre 2,5 % d'ici 2027, soit une hausse annuelle des dépenses de défense de 6 Mds£ (pour ce faire, décision de réduire le budget de l'aide au développement de 0,5 % du PIB à 0,3 %). Publication à venir d'une nouvelle <i>Strategic Defence Review</i> .
Roumanie	2,25 %	Proche de l'objectif OTAN depuis 2017, c'est en 2024 que la Roumanie y parvient (contre 1,6 % en 2023). Budget historiquement haut en 2024 à ~8 Mds€ (+ 25 %). Ambition d'atteindre 3 % du PIB sur la période 2025-29.
Norvège	2,20 %	Réalisation pour la première fois des 2 % après la révision en mai 2025 du budget 2024 (+ 1.2 Mds€), dans le cadre des discussions du plan à 12 ans (55 Mds€ d'ici 2036). Un budget 2024 de 8 Mds€, annoncé à hauteur de 9,3 Mds€ pour 2025 (~2,15 % du PIB). Objectif d'atteindre 15,6 Mds€ en 2036, soit un doublement des dépenses.
Bulgarie	2,18 %	Franchissement des 2 % du PIB en 2024. Ambition de s'y tenir jusqu'en 2032.
Suède	2,14 %	2 % atteints en 2024, dans le contexte d'un doublement du budget sur la période 2020-2024, soit une évolution historique de la défense suédoise jamais observée depuis les années 1950. Un budget en hausse de 10 % en 2025, à 12 Mds€ (~2,4 % du PIB). La nouvelle résolution 2025-2030 prévoit une augmentation de 50 % des dépenses de défense sur la période, pour atteindre 2,6 % du PIB en 2030.
Allemagne	2,12 %	Franchissement des 2 % en 2024 en prenant en compte le fonds spécial et les plans individuels (un financement total 2024 de 90,8 Mds€ ; 2,1 %

		du PIB). Hors fonds spécial, le budget ordinaire 2024 atteint les 51,9 Mds€. Pour 2025, il passerait à 53,2 Mds€ ⁴⁵ . Début mars, annonce par le futur chancelier Friedrich Merz d'une potentielle exemption des dépenses de défense supérieures à 1 % du PIB (> ~45 Mds€) du frein à l'endettement.
Hongrie	2,11 %	C'est en 2023, un an plus tôt que prévu, et grâce à la mise en place d'un fonds de défense nationale d'un niveau quasiment équivalent au budget ordinaire de la défense, que l'effort de défense a atteint 2,3 % du PIB (contre 1,8 % en 2022, et 0,9 % en 2014). Budget de 4,8 Mds€ en 2024 (dont fonds de défense), et 4,2 Mds€ en 2025.
République tchèque	2,10 %	En 2023, le Parlement tchèque a inscrit dans la loi la tenue des 2 % par an du PIB consacrés à la défense, suivant en cela les États baltes, la Pologne et la Roumanie. Objectif atteint en 2024 (contre 1,52 % en 2023), avec un budget porté à 6,89 Mds€ (intégrant le budget de l' <i>Administration of State Material Reserves</i> et du <i>National Office for Cyber and Information Security</i>), soit 2,10 % du PIB. Un budget 2025 en légère baisse à 6,85 Mds€.
France	2,06 %	Barre des 2 % franchie en 2024 (au lieu de 2025 comme initialement prévu), avec un budget de défense 2024 de 47,2 Mds€ (hors pensions), en hausse de + 7,5 % en un an (+ 3,3 Mds€). Hausse de 46 % du budget entre 2017 et 2024, et objectif ambitieux d'atteindre 69 Mds€ d'ici 2030, au terme de la LPM 2024-2030. Budget 2025 prévu à 50,54 Mds€. Réflexions gouvernementales en cours afin de trouver de nouveaux leviers de financement, publics et privés, à même de permettre des investissements supplémentaires.
Pays-Bas	2,05 %	Un budget de 21,4 Mds€ en 2024 (1,95 % du PIB), contre 15,4 Mds€ en 2023 et 12,9 Mds€ en 2022. Un budget 2025 en hausse de +10 % (+ 2,4 Mds€) pour atteindre 24 Mds€, soit un doublement par rapport à celui de 2022. Objectif d'inscrire les 2 % dans la loi.
Slovaquie	2 %	Autour de 2 % depuis 2023, avant un potentiel reflux à 1,8 % à partir de 2027.
Croatie	1,81 %	Proche de 2% depuis 2020, le pays ayant engagé une progression de ses dépenses trois ans plus tôt. Sur la période 2024-2026, le gouvernement croate a décidé d'allouer environ 1,1 Md€ par an à la défense, soit la plus forte augmentation depuis la guerre 1991-1995. Un budget 2025 en hausse de 17 %, à 1,5 Md€ (2,1 % du PIB).
Portugal	1,55 %	Autour de 1,5 % du PIB depuis 2020. En juin 2024, annonce du nouveau gouvernement sur l'intention de porter l'effort de défense à 2 % du PIB en 2029, et non plus 2030 comme initialement envisagé.
Italie	1,49 %	Baisse de l'effort de défense depuis 2020, passant de 1,59 % du PIB alors à 1,49 % en 2024. Objectif d'atteindre les 2% du PIB en 2028.
Belgique	1,30 %	Objectif présenté en juin 2022 d'atteindre 1,5 % en 2030 et 2 % en 2035. Ambition affichée du Premier ministre (mars 2024) d'atteindre les 2 % en 2029 et 2,5 % en 2034. Pour l'heure, les investissements de défense représentent 1,24 % du PIB en 2024 (7,9 Mds€) et 1,54 % en 2025. Mise en place d'un fonds de défense géré par la Société fédérale de participations et d'investissement (SFPIM).
Luxembourg	1,29 %	Objectif de 2 % en 2033 (1,5 % d'ici 2028). Un budget 2024 à 696 M€, susceptible d'atteindre 1,5 Md€ par an d'ici 2030 en vue de respecter les objectifs OTAN. Un effort de défense 2024 estimé à 1,29 % selon le RNB (0,83 % selon le PIB ; 696 M€), passant en 2025 à 1,32 % (798 M€).
Slovénie	1,29 %	Prévision d'une hausse annuelle du budget de la défense de 8% par an sur la période 2024-2028 (1,08 Md€ en 2024 ; 1,4 % du PIB), avec une cible des 2 % atteinte en 2030.
Espagne	1,28 %	Objectif des 2 % en 2029, ce qui passerait par un quasi doublement du budget actuel. Un budget de défense à 15 Mds€ en 2024.

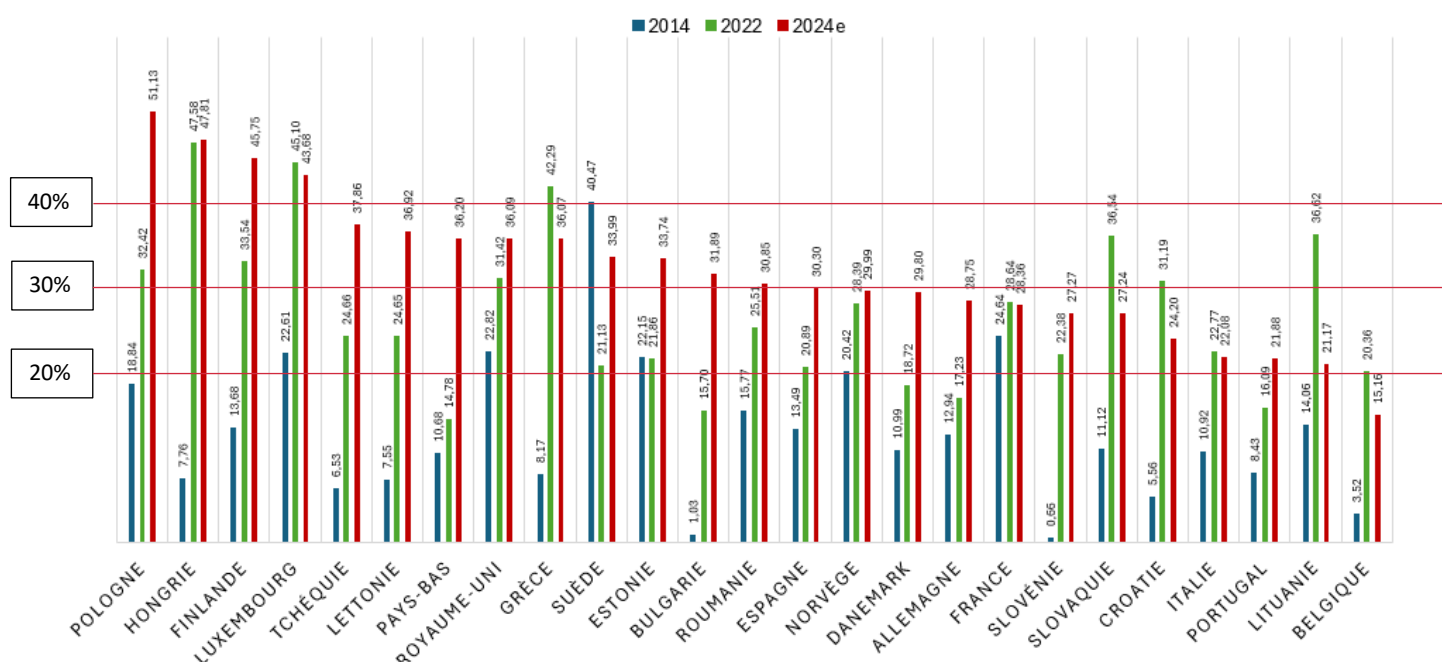
⁴⁵ « Union will zehn Milliarden mehr für Bundeswehr », *Spiegel*, 16 novembre 2023.

États européens non-membres de l'OTAN	
Autriche	Objectif de 1,5 % d'ici 2027, soit un doublement des dépenses de défense sur la période 2023-2027. Un budget 2024 à 4 Mds€ (+ 697 M€), soit un effort de défense à 1,07 % du PIB (pensions comprises).
Chypre	Un budget de défense 2024 à 563 M€. Objectif d'un effort de défense à 2 % à horizon cinq ans.
Irlande	Un budget de défense 2024 à 1,25 Md€ et 1,35 Md€ en 2025, point haut historique. Objectif d'atteindre 1,5 Md€ en 2028.
Malte	Un budget de défense 2023 en hausse, bien que d'un niveau toujours très modeste, à 103 M€ (+ 30 %), soit 0,56 % du PIB.

1.2 Dépenses d'équipement et priorités capacitaires

Une comparaison de la structure des budgets de défense des États européens membres de l'Alliance montre qu'en 2024 (estimation) la quasi-totalité d'entre eux consacrent plus de 20 % à leurs dépenses d'équipement. Ils étaient 14 en 2020 et à peine cinq en 2014, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Dépenses d'investissement (%) : comparaison 2014 - 2022 - 2024e



Source : *Defence Expenditure of NATO Countries (2014-2024)*, OTAN, juin 2024

Sans surprise, les pays de l'Est, alors majoritairement équipés de matériels de conception soviétique, ont ouvert la marche au cœur de la décennie 2010. La Pologne, la Lituanie et la Roumanie ont passé le cap des 20 % entre 2015 et 2016, suivies par la Slovaquie, la Lettonie, la Hongrie et l'Estonie entre 2018 et 2020, puis la République tchèque, la Croatie, la Grèce et la Slovénie entre 2021 et 2022. Au Nord et à l'Ouest de l'Europe, le déclenchement est plus tardif, à compter de 2019 pour la Finlande et les Pays-Bas, 2021 pour l'Italie (précédée par l'Espagne en 2017). La bascule s'est faite en 2023 pour la Bulgarie, et, selon les dernières estimations OTAN, en 2024 pour l'Allemagne, le Danemark et le Portugal. Pour cette dernière année, quatre États (la Pologne, la Hongrie, la Finlande et le Luxembourg) dédient plus de 40 % de leur budget de défense à l'équipement de leurs forces armées, suivis de dix États dépassant 30 % (République tchèque, Lettonie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Grèce, Suède, Estonie, Bulgarie, Roumanie, Espagne).

Nous pouvons distinguer deux vagues dans ce réarmement européen : une première, entre 2014 et 2021, portée par l'effort de modernisation des pays de l'Est et du Sud-Est, puis une seconde à compter de 2022, d'une tout autre ampleur que la précédente (car conséquence directe de l'électrochoc provoqué par l'invasion russe de l'Ukraine). En sus de la poursuite et de l'accélération des programmes de modernisation engagés à l'Est de l'Europe, la puissance de cette seconde vague est nourrie par la déstabilisation d'États comme l'Allemagne et les pays nordiques. La montée des menaces a jeté une lumière crue sur leur déficit de modernisation et sur l'urgence d'un redressement. La demande est également tirée par l'aide octroyée à l'Ukraine (blindés, systèmes d'artillerie, munitions, systèmes de missiles) et par la nécessité de reconstituer les stocks d'équipements et de munitions.

Lors de la première vague, les composantes aérienne et terrestre sont les plus concernées par les programmes de modernisation des équipements. Le renforcement des capacités opérationnelles des forces terrestres (mobilité, capacités tactiques et de combat) est considéré comme prioritaire pour respecter l'engagement OTAN de détenir une brigade mécanisée prête au combat d'ici 2026. L'accent est également mis sur les systèmes de missiles et la défense antimissile.

- composante aérienne : avions de combat, avions d'entraînement, avions de transport et de mission, hélicoptères.
- remise à niveau du parc de véhicules militaires : véhicules blindés légers et médians (à roues et chenillés), chars lourds, camions logistiques.
- systèmes d'artillerie (mortiers sous tourelle, systèmes d'artillerie à roues ou à chenilles), systèmes antichars, lance-roquettes multiples.
- équipements du combattant, armes légères et de petit calibre, fusils d'assaut et leurs munitions.
- systèmes de drones de reconnaissance.
- systèmes de communications, systèmes radars.
- systèmes de missiles (air-air, surface-air, antichars, missiles antinavires), roquette guidées.
- systèmes de défense antimissile.

Si ces priorités capacitaires restent de mise lors de la seconde vague, elles seront suivies par un plus grand nombre d'États en quête de crédibilité. De plus, les premiers retours d'expérience du conflit en Ukraine mettent en lumière des capacités à même de changer les « règles du jeu », avec pour conséquence d'engager une réorientation et/ou une amplification des investissements vers les domaines concernés suivants :

- systèmes de drones aériens, terrestres, navals (sous-marins et de surface) comme outils de renseignement, surveillance, reconnaissance et frappe (avec durcissement des technologies afin de contrer le leurrage ou le brouillage du système de navigation des drones).
- systèmes de lutte antidrones (détection, identification, neutralisation).
- nouvelle gamme de munitions : munitions téléopérées (ou « drones kamikazes »).
- systèmes de défense à courte, moyenne et longue portée.
- systèmes de défense antiaérienne.
- systèmes de défense côtière (missiles antinavires, batteries côtières, radars).
- guerre électronique (domaines cyber et spatial).
- amélioration de la précision des systèmes d'armes grâce à l'intégration de l'IA.

Au-delà des leçons tirées des opérations ukrainiennes contre la flotte russe et ses installations navales en mer Noire (drones aériens et navals, missiles antinavires)⁴⁶, les signaux d'un retour aux confrontations navales se multiplient. Mer Baltique, Atlantique Nord, Méditerranée, golfe de Guinée, mer Rouge, océan Indien et zone Indopacifique (centre de gravité de la rivalité entre la Chine et les États-Unis), la montée des tensions liée aux ambitions de puissance a pour corollaire un réarmement naval au niveau mondial. La pression grandissante sur les ressources (halieutiques et énergétiques) et la nécessité de protéger des infrastructures aussi critiques que les câbles sous-marins et les pipelines incitent les États à investir davantage dans leurs capacités navales. Sous-marins, navires de surface de premier rang, patrouilleurs, drones de surface et sous-marins, drones sous-marins de grande profondeur et robots téléopérés... : la dimension navale est elle aussi au cœur du réarmement européen.

1.3 À l'Est de l'Europe, des ambitions industrielles plus explicites et formalisées

Crise du Covid puis guerre en Ukraine, les problématiques de sécurité d'approvisionnement et les risques de dépendance ont trouvé des illustrations fortes et très concrètes. Face à ces réalités, les États d'Europe de l'Est, du Sud-Est et du Nord vont davantage formaliser dans leur stratégie de défense le fait que l'industrie d'armement en est partie intégrante. La détention de capacités industrielles et technologiques de défense sur le territoire national, même limitée à quelques secteurs ou segments d'activité, voire niches technologiques (drones tactiques, électronique de défense, par exemple), est considérée comme une garantie de souveraineté et un facteur de crédibilité et d'influence à l'international (*via* l'export et les coopérations afférentes notamment).

Aux côtés des États européens producteurs et exportateurs d'armement historiques (premier cercle : France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne, Suède ; deuxième cercle : Pays-Bas, Finlande, Norvège, Belgique), la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie et les États baltes affichent leurs ambitions, notamment dans le domaine de l'armement terrestre⁴⁷ (véhicules, armes et munitions, équipements du combattant), des systèmes autonomes (drones tactiques) et de l'électronique de défense. Citons, par exemple, le conglomérat PGZ (notamment ses filiales HSW, BUMAR-ŁABĘDY, OBRUM, ROSOMAK, PCO, WZM et Mesko) et WB Group en Pologne, ROMARM en Roumanie, CSG (filiales Tatra Trucks, Tatra Defence Vehicle et Excalibur Army) et VOP CZ en République tchèque, DMD Group (filiale Konštrukta Defence) en Slovaquie, TEREM et Samel-go en Bulgarie, Milrem Robotics et Baltic Worboats en Estonie.

Les programmes de modernisation des équipements des forces armées sont l'occasion d'assurer cette montée en compétence des entreprises nationales (pour l'essentiel des ETI et PME), ou leur consolidation. Lors de la passation de marchés publics de défense auprès de fournisseurs étrangers, les obligations d'*offsets* directs et avec elles les partenariats industriels « imposés » (à tout le moins fortement suggérés ou ciblés) avec des entités locales vont servir ces ambitions nationales. Certains pays mettent d'ailleurs en place des entités dédiées. Par exemple, la Lettonie a établi en décembre 2023 l'entreprise Valsts aizsardzības korporācija (*National Defence Corporation*), au capital détenu par le ministère de

⁴⁶ Arnaud Peyronnet, « Vers une neutralisation de la flotte russe de la mer Noire ? », FMES, 10 octobre 2023.

⁴⁷ Hélène Masson, « Europe des véhicules blindés. Les maîtres d'œuvre industriels européens face aux stratégies nationales d'acquisition : entre concurrence et partenariat », *Recherches & Documents*, FRS, n° 03/2022, mars 2022.

la Défense, avec pour but de coordonner les investissements à destination du secteur industriel de la défense et de promouvoir les partenariats industriels⁴⁸. En janvier 2024, la Roumanie décidait de créer la *Romanian Agency for Technological and Industrial Cooperation for Security and Defense* (ARCTIS), en charge de superviser les accords *offsets* négociés avec les fournisseurs étrangers. Cependant, l'objectif d'une partie de ces États est de glisser progressivement d'une logique d'*offsets* à une logique de coopération à long terme dans le domaine de l'armement avec des pays partenaires dits stratégiques et leurs fournisseurs.

Les déclarations politiques et extraits tirés de documents stratégiques nationaux sur la période 2021-2024, présentés dans le tableau ci-après, illustrent les ambitions d'un nombre croissant d'États européens dans la conception, la production, la modernisation et/ou le MCO des équipements de leurs forces armées.

Pays	Extraits des documents stratégiques nationaux et déclarations politiques
Pologne	<p>« <i>We are deeply convinced that with the strength of the Polish arms industry we can ensure a strong position of our armed forces. Not all types of weapons are produced in the Polish arms industry, therefore we are looking for cooperation with other partners</i> » (Discours du ministre de la Défense Mariusz Błaszczak, septembre 2022)⁴⁹</p> <p>« <i>The scale of spending will be a trigger to create an active and innovative defence industry ecosystem. [...] We will never achieve the level of the industry of the United States and some other allies but this is now going to be one of the crucial sectors of industry in Poland</i> » (Déclaration de Jacek Siewiera, chef du Bureau de la sécurité nationale, avril 2023)⁵⁰</p>
Hongrie	<p>« <i>The extensive modernisation of the Hungarian Defence Forces contributes to the reinvigoration of the national defence industry, the creation of jobs, the development of small and medium-sized enterprises in Hungary through supply chains, the increase of foreign investment, as well the emergence and strengthening of cutting-edge technology and training, education and technological systems in Hungary. The establishment of domestic supply capacities (production, research & development) will boost employment and ease our dependence on external suppliers. [...] Maintaining and improving national defence industry capacities, along with the establishment of an independent defence industry research & development and innovation system are issues of strategic importance. This promotes flexibility, the credibility of defence, and the country's overall resilience, and also contributes to easing defence economic and technological dependence on external actors within a short period of time</i> » (National Military Strategy of Hungary, 2021)</p>
Roumanie	<p>« <i>In the process of operationalization of capabilities, achieving the planned level of operational capacity, in the process of operationalization of structures, will be achieved by revitalizing, redistributing and ensuring the technical operation of current equipment, as well as equipping them with new equipment, involving Romanian industry in the manufacturing of the products and services necessary for the Romanian Armed Forces. [...] The maintenance of military equipment will be ensured mainly within its own structures by supplying spare parts and materials, testing and support equipment, trained personnel, providing technical documentation and specific infrastructure, in the facilities offered by the national defense industry and / or in NATO and EU membership framework</i> » (Military Strategy of Romania, 2021)</p>
Bulgarie	<p>« [...] 6.17. <i>Armaments Policy – Defence Acquisition. [...] To speed up the process of acquiring key military capabilities under the conditions of a deteriorating security environment, the implementation of the armaments policy will involve the following</i></p>

⁴⁸ « Latvia established National Defence Corporation to promote domestic industry », Press release, Ministry of Defence of Latvia, 10 novembre 2023.

⁴⁹ « Wzmacniamy Wojsko Polskie i rozwijamy krajowy przemysł zbrojeniowy. Priorytetem rządu jest bezpieczeństwo », Communiqué de presse, Ministère polonais de la Défense, 6 septembre 2022.

⁵⁰ « 'Who will pay the bill?': Poland's defence spending spree raises questions over funding », *Financial Times*, 23 avril 2023.

	<p><i>mechanisms and approaches: [...] - Ensuring optimal use of the potential and the capabilities of the Bulgarian defence industry in the process of acquisition and maintenance of armament and equipment, including when determining the existence of essential national interest according to the national legislation. [...] It is beneficial, following the example of the leading NATO and EU countries, to enable the MoD to commission the BDTIB entities to implement research projects that are aimed at the development and production of advanced weapons and equipment systems, to generate national/local potential, reduce dependency from foreign suppliers and ensure participation in joint projects with Allies and partners » (Programme for the Development of the Defence Capabilities of the Bulgarian Armed Forces 2032, 2021)</i></p>
République tchèque	<p><i>« 97. The defence and security industry is one of the pillars of the defence system of the Czech Republic.¹⁴ An advanced and resilient national defence industrial base is a prerequisite for promoting national security interests and it contributes to meeting the operational needs of the armed forces. [...] 98. Ensuring the security of supplies of military equipment is essential for the defence of the Czech Republic. The complexity of supply chains might affect their flow and reduce the deployability and sustainability of armed forces. For this reason, the Czech Republic supports increasing the competitiveness of the domestic defence and security industry with the aim of further develop its ability to provide both peacetime and crisis supplies of military equipment » (The Defence Strategy of the Czech Republic, 2023)</i></p> <p><i>« Out of every crown spent on a project for the Czech defence industry, 40 % return back into the state budget. At the same time, every single crown generates three additional crowns in the national economy » (Déclaration de la ministre de la Défense Jana Černočová, juin 2023)⁵¹</i></p>
Slovaquie	<p><i>« Chapitre V. Support of the Slovak Defence Industry. [...] 59. The aim in the area of supporting the Slovak defence industry is to increase its share in facilitating defence and in international cooperation. [...] 62. The Slovak Republic will support the fair participation of its domestic defence industry in international cooperation while also taking advantage of joint capability development projects and the possibilities of joint/common funding and collaborative procurement within NATO and the EU. The Slovak Republic will also support its broader involvement in carrying out projects with foreign partners in the field of Armed Forces equipment, including the transfer of appropriate know-how and personnel preparation requisite for the servicing of this equipment » (Defence Strategy of the Slovak Republic, 2021)</i></p> <p><i>« Over medium and long term horizons, we, therefore, assume that our increased manufacturing capacity will be used to support the needs of the Slovak Armed Forces as well as those of Nato and the EU and the Ukrainian Armed Forces » (Déclaration du ministre de la Défense Martin Sklenár, juin 2023)</i></p>
Estonie	<p><i>« The defence industry is part of Estonia's broad-based national defence, covering the manufacturing of goods with dual uses. As due to national security interests, it is expedient for the State to participate in the defence industry. [...] The Ministry of Defence budget shall cover defence industry activities related to military national defence; and to diversify risks, funding shall take place on the principle of cofinancing. [...] Estonia's own environment is not a sufficient guarantee of success for companies [...] investments into Estonia by international defence industry companies, especially those of NATO and EU states, increase the credibility of the deterrent factor and, thus, Estonian security » (Defence Industry Policy 2013-2022)</i></p>
Lettonie	<p><i>« 70. Resilience, development, and ability of the defence industry to function during crises and wartime are prerequisites for successful national defence. 71. It is crucial to continue the national defence industry support policy to ensure the security of the supply of material and technical resources and services necessary for the execution of NAF⁵² tasks and to expand the mobilization resource base that corresponds to NAF needs. Priority areas include armament, maintenance of NAF support and combat</i></p>

⁵¹ « Successful six months at the MoD: 2% GDP, modernisation, cooperation with the U.S., and efficient help to Ukraine », Communiqué, Ministry of Defence & Armed Forces, 27 juin 2023.

⁵² NAF : National Armed Forces.

	<i>equipment, soldiers' individual equipment systems, as well as information and communication technologies</i> » (Concept of The State Defence, 2023)
Lituanie	Lors de la présentation du projet de loi, <i>Law on Defence and Security Industry</i> (avril 2024), qui cible les domaines prioritaires et les voies et moyens financiers du soutien au développement du secteur de l'armement, Giedrė Balčytė, chef du gouvernement, a déclaré : « <i>It is particularly important that Lithuanian companies have favorable conditions to engage in designing, developing and maintaining priority capabilities of our Armed Forces in the changed security environment. It is our unmistakable national security priority, along with better opportunities to reveal the immense potential of the Lithuanian defence industry. Together we are designing incentives for a very promising cooperation between the scientific and business sectors, which is vital for any advanced, viable national economy</i> » ; le ministre de la Défense Laurynas Kasčiūnas a pour sa part indiqué : « <i>One step at a time, Lithuania can grow its ability to produce critical military equipment within the country. This is not only a way to encourage our manufacturers but also an opportunity to reduce the dependence from foreign suppliers and to ensure that the defence infrastructure is more secure and self-sufficient. [...] The defence industry should be an integral part of our defence architecture</i> » ⁵³ .
Croatie	Déclaration du président croate en décembre 2023 : « <i>Croatia must start the production of a portion of its weaponry. When I say portion, I do not mean aircraft, helicopters and complex systems, but ammunition, from personal calibre to artillery shells. The war in Ukraine, along with the preceding years, shows that this is vital</i> » ⁵⁴ .

Cette instrumentalisation des marchés publics de défense à des fins de politique industrielle n'est pas nouvelle sur la scène européenne et internationale. Les principaux fournisseurs européens ont d'ailleurs toujours su jouer leur carte en la matière. Cependant, l'environnement sécuritaire dégradé produit un accroissement du nombre d'États exigeant ce type d'*offsets* tandis que la concurrence extra-européenne aiguise ses offres et ses arguments.

Si l'urgence liée au contexte sécuritaire a accéléré le calendrier de transformation et de modernisation des forces armées européennes, cette remontée en puissance des capacités militaires stimule-t-elle pour autant des solutions européennes et va-t-elle dans le sens d'une densification du tissu industriel en Europe, notamment à l'Est ? À court terme, la réponse est contrastée.

2. Des stratégies d'acquisition dictées par le contexte sécuritaire : entre quête de garanties de sécurité et urgence de combler les déficits capacitaires

Au Nord, à l'Est et au Sud-Est de l'Europe, le renforcement des liens de coopération de défense apparaît prioritaire pour des États en quête de protection et de garanties de sécurité. Jusqu'alors, le resserrement du lien transatlantique était jugé primordial ainsi que l'approfondissement et l'extension des coopérations de défense avec les alliés régionaux et les partenaires stratégiques. Manifeste depuis 2014, cette tendance était encore plus flagrante depuis 2022.

Dès lors, deux impératifs sont venus innover les stratégies d'acquisition des États européens se sentant les plus menacés : l'interopérabilité avec les forces militaires américaines

⁵³ « Lithuania's Defence Industry Poised for Takeoff », *Invest in Lithuania*, 11 juin 2024.

⁵⁴ « President Milanović: Croatia must start the production of its weaponry », Press statement, Office of the President, 17 décembre 2023.

et alliées et l'urgence de combler les déficits capacitaires. Désireux de gagner en crédibilité en tant que partenaire opérationnel, objectifs et normes OTAN ont orienté les choix des États européens en matière d'équipements de défense.

2.1 Accords de défense, ventes FMS et aides financières FMF : un lien transatlantique instable à l'heure d'un potentiel désengagement américain

Entre 2014 et 2021, face à l'intensification des activités militaires russes sur le flanc Est de l'Europe, la présence otanienne a été renforcée (présence avancée renforcée – eFP, présence avancée adaptée – tFP) en Pologne et dans les États baltes ainsi que dans la région de la mer Noire (Bulgarie, Roumanie). Dans le même temps, les États-Unis ajustaient leur posture stratégique par le biais du programme *European Deterrence Initiative* (EDI), dont l'objectif est autant de rassurer les alliés européens quant à l'engagement américain vis-à-vis de leur sécurité que de dissuader. Outre les forces américaines basées historiquement en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie, l'opération *Atlantic Resolve* (OAR) orchestre de nouveaux mouvements : augmentation de la rotation des forces temporaires, déploiement d'une nouvelle composante terrestre (en Pologne principalement⁵⁵, et avec des exercices dans les États baltes, en Bulgarie, en Roumanie et en Allemagne), création d'un quartier général de division régional et d'un nouveau QG avancé du Ve Corps⁵⁶ en Pologne (2015 et 2020), agrandissement des sites de stockage de matériels nécessaires à la préparation et au déploiement rapide des forces militaires en Europe (*Army Prepositioned Stocks* en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en Pologne ; hubs logistiques en Lituanie et en Roumanie), modernisation d'infrastructures sur les bases américaines (Allemagne, Pologne, Roumanie), augmentation du *tempo* des exercices et des entraînements (avec au cœur du dispositif l'exercice *Defender-Europe*).

Cette période voit la signature d'accords bilatéraux de défense avec les États-Unis, certains affermissant des relations déjà bien établies depuis les années 2000 comme en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie quand d'autres permettent de formaliser un lien de coopération militaire, à l'exemple des États baltes. Alors que les *Defence Cooperation Agreements* (DCA) fournissent un cadre juridique spécifique au stationnement du personnel militaire américain et à l'utilisation partagée d'infrastructures et de zones d'entraînement, les feuilles de route détaillent les domaines de coopération à moyen terme. Pour ces pays, les États-Unis sont le garant de leur sécurité. Il s'agit là d'un axe fondamental de leur politique de défense. Avec la guerre en Ukraine, la Slovaquie, la République tchèque, le Danemark⁵⁷, la Finlande et la Suède rejoignent ce premier cercle d'États signataires. En décembre 2023, les feuilles de route en matière de coopération de défense avec les États baltes ont été renouvelées. Ajoutons qu'un certain nombre d'États européens sont signataires d'accords réciproques d'approvisionnement en matière de défense (*Reciprocal Defense Procurement* – RDP⁵⁸) et d'accords bilatéraux de sécurité des approvisionnements

⁵⁵ Les États-Unis ont pris la tête du groupement tactique multinational (eFP BG-P) déployé en Pologne. Opérant avec des forces polonaises à Orzysz, l'eFP BG-P comprend un escadron blindé de cavalerie et ses éléments d'appui et de soutien.

⁵⁶ Suite à la réactivation, le 11 février 2020, du commandement avancé du Quartier général du Ve Corps de l'US Army à Fort Knox (dissous en 2013).

⁵⁷ Un accord distinct régit la présence américaine au Groenland. Le Danemark accueille la base aérienne de Thulé, avec la présence de troupes américaines, et, depuis 2019, de l'*U.S. Space Force Command* (auparavant de

l'USAF) ; base rebaptisée « Pituffik Space Force Base » courant 2023 + installation d'un système radar d'alerte.

⁵⁸ Avec un accord RDP, le principal mécanisme est un engagement mutuel à ne pas discriminer les fournisseurs de l'autre pays. Des accords RDP ont été établis avec 19 États membres de l'UE (+ Norvège, Suisse et Royaume-Uni). Les derniers en date ont été signés par l'Estonie et la Slovénie en 2016, la Lettonie en 2017 et la Lituanie en 2021. En mai 2023, la Pologne a renouvelé cet accord (précédent signé en 2011), tout comme la République tchèque l'avait fait en 2022 (précédent en date de 2012) et la Finlande – en 2018 (2009, 1991).

(*Security of Supply Arrangements – SOSA*)⁵⁹. Cet ensemble d'accords bilatéraux a facilité la montée en puissance du dispositif militaire américain en Europe sur la période 2022-2024.

Accords de défense signés avec les Etats-Unis entre 2016 et 2023

États baltes	2016	<i>U.S. - Baltic Dialogue</i>
Finlande	2016	<i>Statement of Intent</i>
Suède	Juin 2016	<i>Statement of Intent</i>
Finlande-Suède	Mai 2018	<i>Trilateral Statement of Intent</i>
Estonie	Juillet 2017	<i>Defense Cooperation Agreement</i> ⁶⁰
	Mai 2019	<i>Security Cooperation Roadmaps 2019-2024</i>
Lituanie	Février 2017	<i>Defense Cooperation Agreement</i>
	Avril 2019	<i>Security Cooperation Roadmaps 2019-2024</i>
Lettonie	Avril 2017	<i>Defense Cooperation Agreement</i>
	Mai 2019	<i>Security Cooperation Roadmaps 2019-2024</i>
Hongrie	Avril 2019	<i>Defense Cooperation Agreement</i> ⁶¹
Pologne	Juin 2019	<i>Joint Declaration on Defense Cooperation Regarding United States Force Posture in the Republic of Poland</i>
	Août 2020	<i>New U.S. -Poland Enhanced Defense Cooperation Agreement</i>
Bulgarie	Octobre 2020	<i>Roadmap for Defense Cooperation for 2020-2030</i>
Roumanie	Octobre 2020	<i>Roadmap for Defense Cooperation for 2020-2030</i> ⁶²
Norvège	Avril 2021	<i>Supplementary Defense Cooperation Agreement</i> ⁶³
Slovaquie	Avril 2022	<i>Defense Cooperation Agreement</i> ⁶⁴
République tchèque	Avril 2023	<i>Defense Cooperation Agreement</i>
Estonie	Décembre 2023	<i>Roadmap for Defense Cooperation 2024-2028</i>
Lituanie	Décembre 2023	<i>Roadmap for Defense Cooperation 2024-2028</i>
Lettonie	Décembre 2023	<i>Roadmap for Defense Cooperation 2024-2028</i>
Danemark	Décembre 2023	<i>Defense Cooperation Agreement</i>
Suède	Décembre 2023	<i>Defense Cooperation Agreement</i>
Finlande	Décembre 2023	<i>Defense Cooperation Agreement</i>
Allemagne	Juillet 2024	<i>Joint Statement from United States and Germany on Long-Range Fires Deployment in Germany</i> ⁶⁵

Ces accords de défense se prolongent dans la vente d'équipements, dans une logique « *integrated by design* » promue avec constance auprès des alliés européens par le *Department of Defense* et les représentants de l'*United States European Command*⁶⁶. Ces ventes passent majoritairement par le canal intergouvernemental⁶⁷, via l'outil des *Foreign military*

⁵⁹ Les accords SOSA (non contraignants) permettent aux pays signataires de demander une livraison prioritaire pour leurs contrats et commandes avec des entreprises américaines et réciproquement. Les parties prenantes s'engagent à explorer des solutions pour assurer la continuité de l'approvisionnement. En Europe, des accords SOSA ont été établis avec le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, la Finlande, l'Espagne, la Suède, le Danemark et la Lettonie.

⁶⁰ Les DCA fournissent un cadre juridique de nature contraignante spécifique au stationnement du personnel militaire américain (tout en s'appuyant sur l'« Accord sur le statut des forces de l'OTAN » – SOFA) et à l'utilisation partagée d'infrastructures et de zones d'entraînement. Ils traitent également de questions pratiques comme le statut des sous-traitants des forces armées américaines, la fiscalité (exonération des impôts et taxes), les droits de douane ou encore la reconnaissance des qualifications.

⁶¹ Cet accord modernise un texte datant de 2009. Ce nouveau DCA porte notamment sur l'utilisation par les forces américaines des bases aériennes de Kecskemét et Pápa, et des bases militaires de Tata et Várpalota.

⁶² La coopération militaire avec la Roumanie avait déjà changé de dimension en 2011 avec la signature d'une *Joint Declaration on Strategic Partnership for the 21st Century Between the United States of America and Romania* et d'un

accord sur la défense antimissile – *Agreement on the Deployment of the U.S. Ballistic Missile Defense System* (installation d'une base AEGIS Ashore, opérationnelle depuis mai 2016).

⁶³ Arrangement sur la mise en place de zones dédiées utilisées conjointement avec les États-Unis et d'autres forces alliées (bases aériennes de Rygge, Sola et Evenes, base navale de Ramsund).

⁶⁴ L'accord donne la possibilité aux forces américaines d'utiliser deux aéroports frontaliers de l'Ukraine et d'y stocker des équipements (Sliac et Malacky) sur dix ans.

⁶⁵ « Joint Statement from United States and Germany on Long-Range Fires Deployment in Germany », Presse release, White House, 10 juillet 2024.

⁶⁶ L'*United States European Command* (Commandement des forces des États-Unis en Europe ou EUCOM) a été créé en 1952. Localisé à Stuttgart en Allemagne, sa zone de responsabilité couvre une cinquantaine de pays. Le commandant de l'EUCOM est également le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR).

⁶⁷ Un canal imposé aux États acheteurs par les États-Unis pour l'ensemble des systèmes d'armes considérés sensibles (« *FMS only* » : avions de combat, hélicoptères, véhicules lourds et médians, systèmes de missiles, etc.).

sales (FMS). Véritable pierre angulaire des programmes américains d'aides en matière de sécurité (*Security assistance*), les FMS⁶⁸ répondent aux objectifs suivants : soutenir les initiatives de sécurité régionales et mondiales des États-Unis, de ses États partenaires et alliés, développer la coopération militaire, renforcer l'interopérabilité et établir des relations durables avec les États partenaires et alliés⁶⁹. Ils mobilisent des milliers de personnels militaires et civils⁷⁰ aux États-Unis et à l'étranger. Cet outil représente un avantage stratégique majeur pour les États-Unis et leurs fournisseurs car il entre en résonance avec les aspirations d'États européens souhaitant renforcer la coopération bilatérale de défense avec les États-Unis, assurer l'interopérabilité de leurs armées nationales avec les forces américaines et bénéficier d'un accompagnement⁷¹ sur le chemin de leur transformation (soutien administratif et technique, formation et entraînements). De plus, les États éligibles⁷² au programme FMS peuvent compter sur un soutien financier à travers le programme *Foreign Military Financing* (FMF, financement non remboursable)⁷³. En Europe, les premiers bénéficiaires des FMF sont la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie et la République tchèque, les États baltes (à travers la *Baltic Security Initiative*)⁷⁴ ainsi que la Croatie et la Slovénie. En parallèle, des offres de prêts sont proposées aux pays acquéreurs d'équipements américains, au premier rang desquels la Pologne (11 Mds\$ entre septembre 2023 et décembre 2024⁷⁵) et la Roumanie (920 M\$ obtenu en septembre 2024⁷⁶). Les États ayant fait des dons de matériels à l'Ukraine bénéficient également d'offres d'équipement plus avantageuses, comme la Slovaquie⁷⁷ et la République tchèque⁷⁸.

Avions de combat F-35 et F-16, hélicoptères militaires, avions de surveillance et de mission, systèmes de drones, systèmes de défense antimissile (Patriot), systèmes de lance-roquettes multiples HIMARS, systèmes de missiles (BVRAAM Sidewinder, AIM-120 AMRAAM, missiles sol-air portable Stinger, missiles antichars Javelin et Hellfire), dans une moindre mesure véhicules blindés (chars lourds Abrams, VCI Bradley et véhicules légers JLTV)... : l'acquisition d'équipements américains représentait jusqu'en janvier 2025 pour les États clients européens le moyen de solidifier le lien transatlantique et d'être au plus proche des standards OTAN, gage d'interopérabilité.

Cette orientation n'était certes pas nouvelle parmi les États membres de l'UE, comme le montre le tableau ci-dessous. Elle s'est cependant encore affirmée entre 2022 et 2024. Selon le SIPRI, alors que les États européens ont presque doublé leurs importations d'armes majeures (+ 94 %) entre 2014-2018 et 2019-2023, ils ont privilégié sur cette dernière période des importations provenant des États-Unis, à hauteur de 55 % contre 35 % en 2014-2018⁷⁹.

⁶⁸ Le *Department of State* (DoS) est chargé d'autoriser les transferts FMS (responsabilité globale). Le DoD administre les FMS, via la *Defense Security Cooperation Agency* (DSCA).

⁶⁹ Hélène Masson, Kévin Martin, « Les contrats d'Etat à Etat (GtoG) sur le marché international de l'armement », *Recherches & Documents*, n° 01/2025, FRS, février 2025.

⁷⁰ *Department of State*, *Department of Defense* et les trois départements militaires, les ambassades, l'USEUCOM en Europe...

⁷¹ Les ventes FMS permettent à l'État acheteur de bénéficier des services administratifs américains en matière d'acquisition. Le management du programme est mené par la partie américaine dans une logique « *Leave the driving to us* ». Négociation du contrat, aspect contrôle export, management du contrat, responsabilités et paiements, toutes ces opérations sont sous la responsabilité du gouvernement américain et gérées par lui. Mais le coût de ces services est intégré à l'offre de prix.

⁷² Déterminé par le *Secretary of State*.

⁷³ Au sein du DoD, la DSCA gère le programme FMF, lequel est chapeauté par le *Bureau of Political-Military Affairs* du DoS.

⁷⁴ 169 M\$ alloués en 2021, 180 M\$ en 2022, 225 M\$ en 2023 et 228 M\$ en 2024, afin de soutenir le développement de leurs capacités de défense (équiper

ments des forces spéciales et terrestres, défense aérienne, munitions, surveillance maritime). Voir « Washington approves \$228 million in US military aid to the three Baltic states, Estonia says », AP Press, 23 mars 2024.

⁷⁵ 2 Mds\$ en septembre 2023, 2 Mds\$ en juillet 2024, 3,08 Mds\$ en octobre 2024, 4 Mds\$ en décembre 2024. Voir « U.S. Bolsters Poland with \$4 Billion FMF Loan Guarantee, Totaling Over \$11 Billion in Loan Support », Press Statement, U.S. Department of State, 5 décembre 2024.

⁷⁶ Et 60 M\$ en aides FMF pour financer le coût du prêt (voir « United States Announces \$920 Million Foreign Military Financing (FMF) Direct Loan Agreement with Romania », Press statement, U.S. Embassy in Romania, 25 septembre 2024).

⁷⁷ 1 milliard de dollars, dont 660 M\$ d'aides FMF pour un package comprenant 12 hélicoptères Bell AH-1Z Viper et plus de 500 missiles Hellfire ; dans un contexte du don par le pays de 13 MiG-29 à l'Ukraine et d'un retard de livraisons des F-16 block 70 commandés en 2018.

⁷⁸ Six hélicoptères d'attaque AH-1Z Viper et deux hélicoptères utilitaires UH-1Y Venom.

⁷⁹ « Les importations européennes d'armes ont presque doublé ; les exportations américaines et françaises augmentent tandis que celles de la Russie chutent », Communiqué de presse, SIPRI, 11 mars 2024.

Achats d'équipements militaires américains⁸⁰ par les États membres de l'UE
Focus sur les segments avions de combat, hélicoptères, véhicules militaires, systèmes de missiles et drones

Systèmes d'armes	Fournisseurs	2014-2021	2022-2024
Avions de combat			
F-35	Lockheed Martin	Pologne, Finlande, Danemark, Belgique	Allemagne, Grèce, République tchèque, Roumanie
F-16	Lockheed Martin	Bulgarie, Slovaquie, Roumanie	Roumanie, Pologne (F-16 Viper <i>Midlife Upgrade</i>), Grèce (F-16 <i>Engine Follow-On Support</i>)
Hélicoptères			
Apache AH-64E	Boeing		Pologne
UH-1Y VENOM, AH-1Z Viper	Textron (Bell)		République tchèque, Slovaquie
CH-47 Chinook	Boeing	Pays-Bas, Grèce, Espagne	Allemagne
UH-60M Black Hawk	Lockheed Martin (Sikorsky)	Lettonie, Lituanie, Slovaquie	Croatie, Grèce, Autriche
MH-60R Seahawk	Lockheed Martin (Sikorsky)	Danemark, Pays-Bas, Grèce	
Véhicules blindés			
Chars lourds Abrams M1A2	General Dynamics		Pologne, Roumanie
Chars lourds Abrams M1A1	General Dynamics		Pologne
Véhicules blindés légers JLTV	Oshkosh	Lituanie, Belgique, Slovénie	Pologne, Roumanie, Lituanie, Slovaquie, Slovénie
VCI Bradley	BAE Systems Inc.		Croatie
Blindés médians Stryker	General Dynamics		Bulgarie
Systèmes de missiles			
Système de défense antimissile Patriot, PAC-3 MSE	Raytheon, Lockheed Martin, Northrop	Pologne, Roumanie, Finlande, Suède, Pays-Bas, Allemagne	Pologne (IAMD-IBCS), Espagne (<i>Modernized Fire Units</i>), Pays-Bas (Patriot M903 <i>Launching Stations New Buy and Upgrades</i>), Allemagne (PAC-3 MSE Missiles), Espagne (Patriot <i>Configuration-3 + Modernized Fire Units</i>)
Lance-roquettes multiples HIMARS	Lockheed Martin	Pologne, Roumanie	Italie, Pologne, Estonie, Lituanie, Lettonie, Croatie, Allemagne (systèmes destinés à l'Ukraine)
Roquettes guidées GMLRS et GMLRS ER	Lockheed Martin	Pologne, Finlande, Allemagne, France	Finlande
Missiles antichars Hellfire	Lockheed Martin	Pays-Bas, France, Italie	Pologne, République tchèque, Slovaquie, Pays-Bas, France
Missiles antichars Javelin	JV Raytheon / Lockheed	République tchèque, Pologne, Estonie, Lituanie	Lituanie, Roumanie, Bulgarie
Missiles sol-air portables Stinger	Raytheon, Lockheed Martin	Lettonie, Finlande	Finlande, Pologne
Missiles AIM 9X Block II, AGM 154 JSOW	Raytheon		Finlande, Pays-Bas
Missiles air-air AIM-120 AMRAAM	Raytheon	Pologne, Danemark, Pays-Bas, Hongrie, Espagne	Pologne, Italie, Belgique, Lituanie, Allemagne, Suède, Roumanie, Danemark, Pays-Bas
BVRAAM AIM-9X Sidewinder	Raytheon	Belgique, Pays-Bas, Slovaquie	Italie, Pologne, Pays-Bas, Roumanie

⁸⁰ Des ventes passées très majoritairement par le canal des FMS.

Missiles de croisière JASSM et JASSM-ER	Lockheed Martin	Pologne	Pologne, Pays-Bas, Allemagne
Systèmes de drones			
MQ-9B SeaGuardian	GA-ASI		Grèce
MQ-9B SkyGuardian	GA-ASI	Belgique	Pologne
MQ-9A Reaper Block 5	GA-ASI		Pays-Bas, Italie, Pologne (en <i>leasing</i>)
MQ-9 Reaper/Predator B	GA-ASI	Pays-Bas, Espagne, France	
RQ-21 Integrator/ RQ-21A Blackjack	Boeing Insitu	Belgique, Pologne, Pays-Bas	
RQ-20 Puma	AeroVironment	Belgique, Danemark, République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Lettonie, Grèce, Pays-Bas	République tchèque
Scaneagle	Boeing Insitu	Pologne, Lituanie, Pays-Bas, République tchèque, Espagne, Italie	
Drones Kamikaze Switchblade	AeroVironment		Lituanie (premier client export), Grèce

Source : données retraitées des communiqués de la *Defense Security Cooperation Agency* (DSCA) et des communiqués de presse Entreprises

Sur la dernière décennie, la Pologne apparaît au premier rang des États clients européens FMS en montant et en nombre. Plus globalement, les pays de l'Est et du Nord sont largement représentés, de même que l'Allemagne depuis deux ans. Comme le rappelle le gouvernement fédéral allemand dans sa première *Stratégie nationale de sécurité*, parue en juin 2023, parmi les intérêts qui guident la politique étrangère et de sécurité du pays figure « le resserrement de l'alliance transatlantique ainsi que du partenariat étroit et empreint de confiance avec les États-Unis d'Amérique⁸¹. [...] le gouvernement fédéral met l'accent sur les objectifs de l'OTAN en matière de capacités, cherchant également à combler rapidement les lacunes dans ce domaine. [...] L'OTAN est le premier garant de la protection contre les menaces militaires. Elle constitue un lien politique entre l'Europe et l'Amérique du Nord. [...] Dans le domaine des acquisitions, le gouvernement fédéral misera en premier lieu sur des solutions européennes, dans la mesure où c'est possible sans pertes de capacités. Le critère décisif reste celui de combler rapidement les lacunes capacitaires »⁸². La réalisation de cet objectif va largement bénéficier aux fournisseurs américains (avec l'achat de F-35, Chinook, P-8A, Patriot, C130J...).

Dans le secteur aéronautique militaire, le segment avions de combat est emblématique de cette montée en puissance. Aux cinq États européens partenaires historiques du programme F-35 (Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Danemark et Norvège)⁸³ se sont ajoutés, entre 2018 et 2022, cinq nouveaux clients export européens (Belgique, Pologne, Finlande, Suisse et Allemagne) suivis de trois supplémentaires en 2024 (République tchèque, Grèce, Roumanie), avec deux autres prospects (Portugal et Slovaquie, tous deux opérateurs de F-16 ; voire potentiellement Espagne). Le fait d'opérer les mêmes appareils est considéré par les États acheteurs comme une garantie d'interopérabilité avec l'USAF mais aussi avec leurs partenaires régionaux (doctrines d'emploi, tactiques et procédures d'entraînement

⁸¹ Gouvernement fédéral, *Robustesse. Résilience. Durabilité. Une sécurité intégrée pour l'Allemagne. Stratégie de sécurité nationale*, juin 2023, p.21.

⁸² *Ibid.*, p. 31 et p. 38.

⁸³ Avec plus de 4 Mds\$ investis au total dans les phases CDP et SDD, dont plus de 2 Mds\$ rien que pour le seul Royaume-Uni. L'entrée dans le programme dès la phase amont d'États partenaires européens, par le biais d'une participation financière, représentait pour le DoD le moyen de couvrir une partie (limitée) des coûts de développement, de préparer le terrain à de futures ventes export mais surtout d'empêcher le lancement d'un programme

européen concurrent. Cette stratégie de « *market dominance* » a porté ses fruits avec 13 États européens acheteurs de l'appareil (Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Norvège, Danemark, Belgique, Pologne, Finlande, Suisse, Allemagne, Tchèque, Grèce, Roumanie). Elle fait désormais peser une véritable épée de Damoclès au-dessus du programme *Système de Combat Aérien du Futur* (SCAF), également fragilisé par le lancement du *Global Combat Air Programme* (GCAP) associant Royaume-Uni, Italie, Japon et adoube par les États-Unis.

communes ; exercices conjoints, mise en commun des ressources pour le soutien et la logistique), un argument prégnant en Europe du Nord et de l'Est. On retrouve d'ailleurs ce facteur lié à la coopération régionale dans le choix des États baltes d'acquérir des lance-roquettes multiples HIMARS⁸⁴. Les propos tenus par le ministre lituanien de la Défense, Arvydas Anušauskas, en sont une bonne illustration : « *It is particularly important that the HIMARS is procured by all the Baltic states. We have been and we will be actively collaborating with Latvia and Estonia in developing this capability and enhancing security of the whole region* »⁸⁵. Dans ce contexte, les exigences d'offsets et de partenariats industriels, déjà ardues à négocier avec les fournisseurs américains et d'une valeur technologique faible (production d'aérostructures, centres de réparation, partenariats commerciaux⁸⁶, par exemple), tendent à être renvoyées au second plan.

Sans surprise, les groupes américains, déjà très présents commercialement sur le marché européen de la défense, et, pour certains, industriellement (avec des établissements au Royaume-Uni, en Allemagne, en Pologne, en Espagne, en Italie et en Autriche, notamment), ont ainsi connu, depuis l'invasion russe de l'Ukraine, une nette consolidation de leurs positions. C'est en particulier le cas de Lockheed Martin, Raytheon, Boeing, Northrop Grumman et General Dynamics.

Raytheon, Kongsberg et les batteries de missiles sol-air NASAMS

Sur des segments clés comme les systèmes de défense antiaérienne, la hausse de la demande profite aux groupes américains et à leurs partenaires industriels européens. Le norvégien Kongsberg commercialise les batteries de missiles sol-air moyenne et longue portée NASAMS et NASAMS II (*National Advanced Surface-to-Air Missile System*) qui mettent en œuvre les missiles américains AIM-120 AMRAAM, AMRAAM Extended Range (ER) et AIM-9X Sidewinder Block II, ce dans le cadre d'une alliance stratégique avec Raytheon Technologies (établie en 1996). Ces systèmes sont opérés par 13 pays (+ Ukraine), parmi lesquels on retrouve l'Espagne, les Pays-Bas, la Lituanie, la Hongrie, la Finlande et la Grèce⁸⁷. Un nouvel arrangement a été signé en 2023 entre le ministère norvégien de la Défense, Kongsberg et Raytheon (*NASAMS Capabilities Collaborative Agreement*)⁸⁸, dans le contexte de la commande par la Norvège de systèmes de dernière génération. Sont prévus le co-développement et la co-production d'un nouveau capteur basé sur la famille de radars GhostEye de Raytheon. Cette collaboration Raytheon/Kongsberg se poursuit autour du *Joint Strike Missile (JSM)*, la version aérienne du *Naval Strike Missile (NSM)*, lequel a été acquis depuis 2021 (NSM Block 1A) par la Norvège, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Pologne (et le système *NSM Coastal Defense Systems (CDS)* par la Pologne, la Roumanie et la Lettonie).

⁸⁴ Sélection des systèmes HIMARS en 2017 par la Roumanie, suivie de la Pologne en 2020 puis 2023. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, les ventes se multiplient, avec de nouveaux clients FMS : Pays-Bas, Estonie, Lituanie et Lettonie. Face à l'ampleur de l'investissement à consentir pour des petits pays comme les États baltes, les aides FMF couvrent une partie du financement.

⁸⁵ « Lithuania, US Ink \$495M Deal for 8 HIMARS Rocket Launchers », *The Defense Post*, 20 décembre 2022.

⁸⁶ Dans le cadre de l'acquisition de 35 avions de combat F-35 par l'Allemagne, Rheinmetall Aviation Services GmbH (RAS), Lockheed Martin et Northrop Grumman ont signé une Lol en février 2023 relative à l'installation d'une ligne d'assemblage du caisson central du fuselage de l'avion de combat (400 sections sur un nouveau site de Weeze dans le North Rhine-Westphalia, opérationnel en 2025). Un mois plus tard, Lockheed Martin et Rheinmetall s'entendaient sur le développement d'une version allemande du HIMARS (le

GMARS). De plus, en juin 2024, les deux entreprises signaient un MoU portant sur l'élargissement de la coopération aux domaines air, naval et terrestre (systèmes d'artillerie, armes laser, simulation et entraînement pour véhicules terrestres et hélicoptères, systèmes SHORAD, etc.). En Finlande, les autorités ont obtenu la production par Patria de parties du fuselage du F-35 (portes du train d'atterrissage) ainsi qu'une capacité de test et de maintenance. Mais tel n'est pas le cas pour la Pologne et la Belgique.

⁸⁷ La Grèce (premier client en 1999), l'Espagne (2003), les Pays-Bas (2006), la Finlande (2009), la Lituanie (2017) et la Hongrie (2020) se sont équipés de batteries de missiles sol-air moyenne et longue portée NASAMS et NASAMS II. En décembre 2023 et octobre 2024, la Lituanie a commandé davantage de systèmes (dans le cadre de l'aide à l'Ukraine), ainsi que l'Espagne en avril 2024 et les Pays-Bas en octobre 2024.

⁸⁸ « New NASAMS cooperative arrangement established between Norway, RTX and KONGSBERG », Communiqué de presse, Kongsberg, 31 octobre 2023.

Cependant, et comme nous l'avons abordé en partie 1, ce « *partenariat étroit et empreint de confiance avec les États-Unis d'Amérique* » est en train de se fissurer. Pour les États au fort tropisme atlantiste, le doute s'installe, et les défis s'annoncent vertigineux avec l'annonce d'un retrait partiel des troupes américaines d'Europe et d'un durcissement des relations commerciales. La pression infligée à l'Ukraine par le président américain a donné le ton⁸⁹. Les garanties de sécurité auront un prix désormais bien plus élevé pour les « alliés européens », lesquels pourraient entre autres se voir imposer d'opérer prioritairement des systèmes d'armes américains (passant *de facto* par de nouvelles acquisitions et des coopérations asymétriques avec les groupes américains) et d'intégrer leurs industriels nationaux à la *supply chain* américaine. Cette « intégration industrielle euro-atlantique » avait déjà connu une première formalisation sous l'ère Biden, dans le cadre de la *National Defense Strategy* de 2022 et de la *National Defense Industrial Strategy* (NDIS) de 2023. Dans le contexte de la compétition stratégique avec la Chine, l'effort doit porter sur l'innovation et la résilience de la BITD américaine avec, parmi les lignes d'action, le fait d'engager davantage les partenaires et alliés dans une chaîne internationale de production : « *Incorporating allies and partners into a more networked or web-like production chain would enable expansion in production, additional capacity for a longer contest, and incentives among regional partners to cooperate in resisting coercion from adversaries* »⁹⁰.

Extrait de la National Defence Industrial Strategy (NDIS, 2023). « Engage Allies and Partners to Expand Global Defense Production and Increase Supply Chain Resilience [...] :

- Strengthen International Defense Production Relationships: *The DoD must work with allies and partners through both multilateral and bilateral agreements to boost defense production, innovation, and overall capability. [...]*

- Build Production Strengths Via Multiple International Collaboration Mechanisms: *[...] These include exploring means to aggregate and amplify U.S. ally and partner demand signals for common munitions and weapon systems; minimizing customized solutions where appropriate and standardizing exportability; investing in materiel solutions ahead of foreign demand and beyond Military Service requirements; licensing production of U.S. systems; and expanding foreign defense company production within the United States »⁹¹.*

OTAN, NTIB (*National Technology and Industrial Base* : États-Unis, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) et AUKUS (États-Unis, Australie et Royaume-Uni) sont les alliances qui jusqu'à présent ont eu le plus d'impact en matière de « *Production Diplomacy* », selon les dires de la précédente administration du DoD. Or, il n'est plus de diplomatie qui compte avec Donald Trump. On peut dès lors anticiper une inflexion dans le sens d'une « intégration industrielle euro-atlantique » tournée vers la seule défense des intérêts américains et la quête de l'avantage technologique, et fondée sur la captation de capacités de production, savoir-faire et technologies innovantes des « partenaires et alliés ». Entre menaces douanières, durcissement des règles ITAR, pressions sur les États européens dont les entreprises de défense⁹² sont implantées sur le marché américain (Royaume-Uni, Italie, Allemagne notamment), les leviers de l'administration Trump seront nombreux pour engager un bras de fer et faire plier les plus récalcitrants.

⁸⁹ « Les États-Unis réclament 500 milliards de dollars de dédommagement pour l'aide de 175 milliards versée depuis 2022, payables en droits exclusifs et 'à perpétuité' sur les ressources minérales et les infrastructures d'un pays ravagé par la guerre » (voir « Pourquoi l'Ukraine rejette le plan de Donald Trump : 'Cela ressemble vraiment à du racket' », *Le Monde*, 19 février 2025).

⁹⁰ Securing Defence-Critical Supply Chains. An action plan developed in response to President Biden's Executive Order 14017, février 2022, p. 19.

⁹¹ Department of Defense, *National Defense Industrial Strategy* (NDIS), 2023, p. 22.

⁹² Britanniques BAE Systems et Rolls Royce, italiens Leonardo et Fincantieri, allemand Rheinmetall, mais aussi le norvégien Kongsberg et le suédois Saab AB, le français Thales et le groupe Airbus.

De l'interopérabilité à l'interchangeabilité

Interopérabilité et interchangeabilité sont mises en exergue dans la *National Defence Industrial Strategy*. On peut ainsi y lire : « [...] the DoD will work with partners and allies to commit to a renewed emphasis on **interopérability, interchangeability, and materiel standardization** to ensure not only that our forces are interoperable, but also that our respective DIBs can be mutually reinforcing »⁹³.

Par interopérabilité, l'OTAN entend « l'aptitude des Alliés à agir ensemble de manière cohérente, efficace et efficiente afin d'atteindre les objectifs tactiques, opérationnels et stratégiques de l'Alliance. Plus particulièrement, l'interopérabilité permet aux forces, aux unités et/ou aux systèmes de fonctionner ensemble, de communiquer, et de partager une doctrine et des procédures communes, ainsi que leurs infrastructures et leurs bases respectives. [...] Pour parvenir à l'interopérabilité, il n'est pas indispensable d'avoir les mêmes équipements militaires. L'essentiel est que les équipements puissent partager des services communs et qu'ils soient en mesure d'interagir, de communiquer et d'échanger des données et des services avec les autres dispositifs auxquels ils sont connectés »⁹⁴.

Comme le rappelle le chapitre 17 (*Standardisation and interopérabilité*) du manuel OTAN sur les questions logistiques, l'interchangeabilité représente un niveau de normalisation supérieur à l'interopérabilité : « la normalisation est le processus d'élaboration de concepts, de doctrines, de procédures et de conceptions visant à atteindre et à maintenir le niveau de normalisation le plus efficace dans les domaines des opérations, de l'administration et du matériel. Les niveaux de normalisation sont, par ordre croissant, les suivants : compatibilité, interopérabilité, interchangeabilité et communalité ». Dans le domaine des munitions, le glossaire OTAN AOP-38 *Specialist Glossary of Terms and Definitions on Ammunition Safety* définit l'interchangeabilité comme suit : « The ability of one product, process or service to be used in place of another to fulfil the same requirements. [...] A condition which exists when two or more items, in a specified life cycle and environment, possess such functional and physical characteristics as to be equivalent in safety, performance and durability, and are capable of being exchanged one for the other without alteration of the items themselves, or of adjoining items, except for adjustment, and without selection for fit and performance »⁹⁵.

Le niveau supérieur d'interchangeabilité comprend l'interopérabilité plus la capacité d'échanger/substituer des personnes, des systèmes et équipements, des doctrines entre alliés de confiance, soit un niveau de collaboration organisationnelle bien plus élevé⁹⁶ et tendant vers plus d'uniformité, notamment pour les équipements.

2.2 Israël, Corée du Sud, Brésil, Turquie... : des concurrents à l'offensive

La hausse de la demande sur le marché européen de la défense n'a pas seulement aiguisé l'appétit des groupes américains. Elle attire tout autant des industriels originaires de deux pays proches alliés des États-Unis : Israël et la Corée du Sud.

Les entreprises israéliennes IAI, Elbit Systems et Rafael placent leurs produits labellisés « *combat proven* » (drones et systèmes antidrones, défense antiaérienne et antimissile, missiles, artillerie, armes antichars, radars, systèmes de protection active pour véhicules

⁹³ *National Defence Industrial Strategy*, 2023, op. cit.

⁹⁴ « Interopérabilité : pour une interconnexion des forces », site web de l'OTAN.

⁹⁵ Thomas Nielsen, « Ammunition Standardisation and Interchangeability », *European Security & Defence*, 19 novembre 2022.

⁹⁶ Mike Kalms, « Interchangeability – Driving Radical Reform in Defence », *The Cove*, 15 mars 2023.

blindés, munitions téléopérées, etc.). Parmi leurs principaux États clients, on compte l'Allemagne, la Finlande, la Grèce, la Roumanie, l'Espagne, l'Estonie, la Hongrie, les Pays-Bas, le Danemark, la Slovaquie et la République tchèque. Pour déployer leurs offres et pénétrer de nouveaux marchés, les entreprises israéliennes s'appuient le cas échéant sur des entreprises allemandes, au premier rang desquelles Rheinmetall, Diehl, KNDS Deutschland ou encore MBDA Deutschland, avec la signature de partenariats commerciaux et l'établissement de coentreprises, comme rappelé par le tableau ci-dessous.

Commercialisation des systèmes israéliens en Europe : JV et partenariats avec des entreprises allemandes

Partenariat Rafael – Hensoldt (novembre 2023)	Accord de coopération entre Rafael et Hensoldt dans le domaine de la protection électronique des navires de surface (solution de contre-mesures électroniques basée sur le système Digital Shark ECM et le système de leurre C-GEM de Rafael).
JV FTS Flensburg Technology Systems GmbH (novembre 2023)	Accord IAI/Elta et FFG Flensburger Fahrzeugbau Gesellschaft mbH pour la création de la JV FTS Flensburg Technology Systems GmbH afin de commercialiser des offres combinant les solutions des deux entreprises (véhicules et porteurs + solutions Elta : robotique, systèmes autonomes, IA, numérisation, guerre électronique, systèmes de surveillance).
EuroPuls (septembre 2023)	Accord de coopération entre Elbit Systems et KNDS Deutschland pour la commercialisation du système de lance-roquettes multiples PULS (<i>Precise & Universal Launching System</i>). Elbit fournit le lance-roquettes, KNDS Deutschland agissant en tant qu'intégrateur système.
Partenariat Rafael - Diehl Defence - Hensoldt (juin 2023)	Accord entre Rafael, Diehl Defence et Hensoldt Sensors pour promouvoir la solution SPICE™ 250 ER (Extended Range) auprès de la Luftwaffe (programme Eurofighter EK et LuWES). À la suite de précédents accords avec Diehl sur la gamme de munitions SPICE.
JV EuroTrophy (mars 2022)	Codétenue par Rafael, KNDS Deutschland et GD-ELS. Commercialisation du système de protection active APS Trophy destiné aux véhicules blindés.
Partenariat Uvision - Rheinmetall (octobre 2021)	Production et commercialisation de la famille de munitions rôdeuses HERO d'Uvision.
Partenariat IAI-MBDA Deutschland (février 2023)	Accord IAI/Elta et MBDA Deutschland pour la commercialisation conjointe de solutions dans le domaine « <i>Air Defense and Electronic Warfare training</i> » basées sur la gamme Scorpius (équipements et entraînement).
JV Eurospike (2004)	Codétenue par Diehl Defence GmbH & Co. KG, Rheinmetall Electronics GmbH et Rafael Advanced Defense Systems Ltd. Commercialisation de la famille de missiles Spike de Rafael en Europe (SPIKE SR, nouveaux Spike LR2 et ER2, Spike NLOS). Production du missile sur différents sites en Allemagne ⁹⁷ .

Dans le domaine de la défense aérienne et antimissile, le projet « *European Sky Shield* » (ESSI, bouclier antiaérien européen)⁹⁸, initié par l'Allemagne en octobre 2022 sous l'égide

⁹⁷ Contrat-cadre pluriannuel pour la fourniture de missiles et de lanceurs Spike, désignés dans l'armée allemande MELLIS (*Mehrrollenfähiges Leichtes Lenkflugkörper-System* : Système de missile guidé léger multirôle).

⁹⁸ Au cours d'un discours prononcé à Prague fin août 2022, le chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré que l'Allemagne allait investir massivement dans ses capacités de défense aérienne. Dans le même temps, il invitait les partenaires européens à s'engager dans une collaboration internationale. À la mi-octobre 2022, 15 pays ont signé une lettre d'intention pour poursuivre l'initiative européenne « *Sky Shield* », rejoints depuis par huit autres pays (les

deux derniers en date sont le Portugal et l'Albanie, en février 2025). Pour les États partenaires de l'ESSI, l'objectif est d'acquérir, d'utiliser et d'entretenir conjointement les systèmes concernés. Le projet ESSI s'appuie sur les cadres de coopération déjà en place au sein de l'OTAN (avec des acquisitions réalisées en partie *via* une procédure accélérée dans le cadre du projet OTAN *Modular Ground Based Air Defence*).

de l'OTAN, reflète la relation triangulaire nouée avec les États-Unis et Israël dans le domaine de la défense et de l'armement. Reposant sur les systèmes allemands IRIS-T, américains Patriot et israéliens Arrow 3, le projet ESSI vient renforcer les liens de coopération industrielle, déjà forts et historiques, entre les entreprises Diehl Defence, Rheinmetall, IAI, Elbit Systems, Raytheon et Lockheed Martin.

Principaux contrats remportés par les entreprises israéliennes

IAI	
Slovaquie (octobre 2023)	Systèmes de défense aérienne de moyenne portée Barak MX.
Allemagne (septembre 2023)	Système de défense antimissile Arrow 3 (lié au programme ESSI) ⁹⁹ . Coopération avec MBDA Deutschland ¹⁰⁰ .
Estonie (mai 2023)	Munitions rôdeuses Rotem.
Slovaquie (2021)	Systèmes radars 3D (IAI/Elta Systems).
Estonie (2021)	Via Proteus Advanced Systems (IAI + ST Engineering). Missiles Blue Spear de la famille de missiles Gabriel. Proche de la version du missile antinavire Gabriel V produit par IAI, et acheté par la Finlande en 2018 pour équiper ses corvettes.
Hongrie (décembre 2020)	Systèmes radars EL/M-2084 (produits par IAI/Elta, via Rheinmetall Canada).
République tchèque (décembre 2019)	Systèmes radars EL/M-2084 3D Multi-Mission MMR (IAI/Elta Systems).
RAFAEL	
Roumanie (discussion)	Via Eurospike. Test en mai 2024 du système de défense aérienne de courte et moyenne portée Spyder (nouvelle configuration <i>All in One</i> ; et mettant en œuvre les missiles air-air Python 5 et I-Derby ER). Déjà détenteur de Spike ER (2018).
Grèce (discussion)	Discussion en avril 2024 autour de l'acquisition de systèmes Spyder (mais également Barak MX d'IAI et Iron Dome de Rafael et IAI).
Pays-Bas (septembre 2024)	Missiles antichars Spike LR 2 (doté depuis 2000).
Allemagne + Norvège (septembre 2023)	Via EuroTrophy. Systèmes APS Trophy destinés aux chars Leopard 2A8.
Royaume-Uni (septembre 2023)	Systèmes APS Trophy destinés aux chars Challenger 3.
Finlande (novembre 2023)	Système de défense antiaérienne David's Sling (avec accord des États-Unis). Premier client européen.
Espagne (octobre 2023)	Missiles Spike LR2. Opérateur historique de Spike LR et Spike ER (contenu local porté par la filiale espagnole de Rafael, Pap Tecnos, et Escribano M&E).
Pologne (août 2023)	Missiles Spike LR. Opérateur historique de missiles Spike depuis le début des années 2000 (production locale assurée par Mesko).
Grèce (avril 2023)	Missiles Spike.
Suisse (avril 2023)	Via Eurospike. Missiles Spike LR2.
Finlande (janvier 2023)	Via Eurospike. Missiles Spike SR, LR2 et ER2.
Grèce (2021)	Système antidrones Drone Dome.
République tchèque (septembre 2021)	Systèmes de défense aérienne Spyder. Basés sur le châssis 8x8 Tatra (et implication de Retia et du Military Technical Institute).
Danemark (mars 2021)	Via Eurospike. Missiles Spike LR2.
Allemagne (février 2021)	Systèmes de protection active Trophy.

⁹⁹ IAI est le maître d'œuvre du développement et de la production du système d'armes, des missiles intercepteurs Arrow et du système de détection radar. Elbit Systems est responsable du développement du système de commandement et de contrôle de tir. Tomer et Rafael Advanced Systems sont

les principaux sous-traitants pour le développement et la production du missile de défense Arrow 3.

¹⁰⁰ « MBDA Deutschland partners with IAI for Arrow 3 program », Communiqué de presse, MBDA, 30 septembre 2023.

Filiale allemande de Rafael : Dynamit Nobel Defence	
Allemagne (janvier 2025)	Accord-cadre portant sur les modules de blindage réactif (ERA) destinés aux véhicules de combat d'infanterie Puma.
Croatie (septembre 2023)	Armes antichars RGW 90.
Hongrie (décembre 2022)	Création d'une JV avec N7 (Colt CZ Hungary Zrt.), prévoyant la production dans une usine à Kiskunfélegyhaza d'armes antichars pour le marché national et export (armes antichars RGW90 et RGW110).
Allemagne (juillet 2022)	Systèmes antichars Panzerfaust 3-IT DM72A1.
Belgique (février 2022)	Armes antichars RGW90.
Elbit systems	
Allemagne (février 2025)	Systèmes de lance-roquettes PULS, en partenariat avec KNDS Deutschland, en charge de l'intégration d'équipements spécifiques comme les C4I.
Roumanie (janvier 2025)	Système de lutte antidrones ReDrone.
Suède (août 2024)	Contrat avec BAE Systems Hägglunds pour la fourniture de systèmes de protection active Iron Fist sur les véhicules blindés CV90 (destiné à un opérateur européen).
Espagne (mai 2024)	Fourniture de systèmes <i>Crossbow Unmanned Turreted 120mm Soft Recoil Mortar Systems</i> à GDELS pour intégration sur des véhicules 6x6 Pandur d'un opérateur européen.
Client européen (mars 2024)	<i>C4ISR Artillery Suite</i> (dont Torch-X Fires + E-LynX Software Defined Radio – SDR).
Client européen (février 2024)	Systèmes de reconnaissance et de conduite de tir pour équiper 230 véhicules blindés d'un opérateur européen.
Espagne (décembre 2023)	Systèmes de lance-roquettes multiples PULS (Escribano en charge de la production des éléments mécaniques, hydrauliques et électroniques, Expal – des modules de lancement et des munitions, GMV – de l'intégration des lanceurs dans le système de commandement et de contrôle de l'armée espagnole).
Danemark (mars 2023)	Systèmes de lance-roquettes multiples PULS + canons automoteurs ATMOS ¹⁰¹ .
Pays-Bas (août 2023)	Système antidrones ReDrone C-UAS.
Roumanie (juin 2023)	Systèmes de drones Watchkeeper.
Pays-Bas (mai 2023)	Systèmes de lance-roquettes multiples PULS (sur camions Gryphus de Scania).
Espagne (janvier 2023)	E-LynX Software Defined Radio.
Finlande (octobre 2022)	Radios tactiques pour l'armée de Terre.
Israel Weapon Industries (IWI)	
Estonie (mars 2023)	Mitrailleuses Negev NG7.
Aeronautics	
Clients européens (août 2024)	Drones tactiques à voilure fixe Orbiter 3.
Grèce (avril 2023)	Drones tactiques à voilure fixe Orbiter 3.
Finlande (avril 2023)	Orbiter 2 modernisés.
Uvision + Rheinmetall	
Italie (septembre 2023)	Munitions rôdeuses HERO.
Hongrie (juillet 2023)	Munitions rôdeuses HERO.

¹⁰¹ En remplacement des 19 systèmes CAESAR donnés à l'Ukraine.

Plus généralement, pragmatisme en matière de transferts de technologies et de stratégies coopératives et implantations industrielles ont permis aux entreprises israéliennes de s'ancre durablement en Europe au cours des deux dernières décennies et de valoriser aujourd'hui leurs offres sur un marché en forte croissance. Elbit Systems dispose ainsi d'établissements industriels en Roumanie (son marché d'entrée historique), en Autriche (ESL AIT), en Belgique (Optronics Instruments & Products NV), en Allemagne et au Royaume-Uni, résultat d'opérations d'acquisitions et de prises de participations menées pour l'essentiel sur la période 1998-2007. Rafael est implanté en Allemagne, en Espagne (depuis le rachat de PAP Tecnos en 2010) et, plus récemment, au Royaume-Uni (acquisition de Pearson Engineering en octobre 2022 pour produire localement les systèmes de protection active Trophy sélectionnés par le MoD). Les demandes d'*offsets* se faisant plus pressantes et la concurrence plus intense, chacun cherche une empreinte locale. Contrairement à Elbit Systems, IAI ne détenait pas d'établissements en Europe jusqu'à la reprise du grec Intracom Defense, le 10 mai 2023 (reprise de 90,91 % du capital), dans le contexte de l'approfondissement de la coopération bilatérale de défense entre la Grèce et Israël. Pour IAI, cette première opération stratégique lui donne une base arrière industrielle (production et maintenance) en zone Europe, à même de faciliter l'export de ses offres clés sur les segments drones et systèmes de défense antiaérienne¹⁰². Soulignons que la cible choisie coïncide depuis de nombreuses années avec les groupes américains et allemands, ce qui est en ligne avec les relations de partenariat privilégiées par Israël et ses industriels, et s'avère très bien positionnée sur les projets du Fonds européen de la défense.

Quant aux industriels sud-coréens, ils ont mis un pied dans la porte européenne grâce à une stratégie commerciale particulièrement offensive (en matière de prix, de délais de livraison et de contenu local/chaînes d'assemblage et centres MCO), tout en cherchant désormais à répondre au souhait des États européens d'inscrire leurs achats dans des coopérations de défense plus larges. En mai 2023, le ministre coréen de la Défense soulignait : « *The Korean government is promoting military diplomacy and defence cooperation so that the relationship with the purchasing country can develop into various partnerships beyond just a seller-buyer relationship* »¹⁰³. L'Europe est ainsi devenue la première destination export de l'obusier automoteur chenillé de 155mm K9 Thunder du coréen Hanwha Defense. Ce dernier a engrangé ses premiers succès commerciaux entre 2014 et 2018 en Pologne (client historique¹⁰⁴, 2014 et 2022), puis la Finlande (48 en 2017 + dix en 2022), la Norvège (24 en 2017 et quatre en 2022) et l'Estonie (12 en 2018 + six en 2022 et six en 2024). L'expérience engrangée par les États utilisateurs nordiques (Finlande et Norvège) et l'effet sur la coopération régionale ont représenté des critères de sélection déterminants pour l'Estonie : « *The Finns' thorough analysis and the [test] firing conducted in Norway, where the artillery proved itself very dependable in conditions similar to or even more severe than those in Estonia, helped us make our decision. The use of the same weapons system in neighbouring countries will help integrate opportunities for maintenance and repair as well as joint orders for ammunition and spare parts* »¹⁰⁵. En sus des commandes supplémentaires notifiées par ses clients historiques depuis 2022, Hanwha a remporté en juillet 2024 un nouveau marché d'ampleur en Roumanie¹⁰⁶ (54 K9 et 36 véhicules de ravitaillement en munitions K10), trois mois après la signature d'un accord de partenariat stratégique entre les deux pays¹⁰⁷.

¹⁰² « Israel Aerospace buys Greek co Intracom Defense », *Globes*, 9 mai 2023.

¹⁰³ « Inside South Korea's race to become one of the world's biggest arms dealers », *Reuters*, 29 mai 2023.

¹⁰⁴ Premier pays européen à sélectionner le K9 avec une commande portant sur 120 pièces d'artillerie en 2014, dont 96 intégrées localement par l'entreprise polonaise HSW (programme KRAB).

¹⁰⁵ « Estonia, South Korea sign artillery purchase agreement », *ERR News*, 26 juin 2018.

¹⁰⁶ « Korea to export K9 howitzers worth \$920 mil. to Romania », *The Korea Times*, 19 juin 2024.

¹⁰⁷ « Joint Statement on Strengthening the Strategic Partnership between the Republic of Korea and Romania », *Press release, ROK Ministry of Defence*, 24 avril 2024.

L'ambition de la Pologne de devenir la première force terrestre en Europe va représenter un véritable tremplin pour les fournisseurs coréens, lesquels profitent des difficultés des groupes américains à livrer des systèmes en nombre suffisant à court terme (systèmes HIMARS¹⁰⁸ et chars Abrams¹⁰⁹ notamment). Pologne et Corée du Sud signent ainsi coup sur coup deux accords-cadres en août et octobre 2022, portant sur 980 chars lourds de combat K2¹¹⁰, 672 obusiers K9, 48 avions légers de combat et d'entraînement FA-50 ainsi que 290 lance-roquettes multiple K239 Chunmoo MLRS¹¹¹ (version polonaise Homar-K sur porteur 8x8 Jelcz produit par HSW). Non seulement Hanwha mais également Hyundai Rotem (après son échec en Norvège¹¹²) et KAI transforment l'essai sur le marché polonais, soutenus en cela par des autorités coréennes déterminées à hisser le pays dans le premier cercle des États producteurs et exportateurs d'armement au niveau mondial. 800 chars K2 seront produits et intégrés localement par PGZ dans le cadre d'un accord signé avec Hyundai Rotem en juillet 2024 (MCO assuré par WZM). Hanwha Aerospace établissait de son côté un arrangement avec WB Group pour produire les missiles CGR-080 mis en œuvre par le K239 Chunwoo (ToT, accord de licence et construction d'une usine). L'entreprise polonaise se voyait dans le même temps notifier un contrat de fourniture de munitions rôdeuses Warmate 3 destinées aux forces coréennes.

Pologne, Slovaquie et offre de chars K2PL produits sous licence

Dans le cadre d'un renforcement de leur coopération de défense, la Pologne et la Slovaquie ont signé, le 24 février 2025, un protocole d'accord¹¹³ (LoI) portant sur la coproduction de munitions d'artillerie de 155mm, un partenariat industriel relatif à une nouvelle variante export du VCI Rosomak¹¹⁴ (intégration de la tourelle téléopérée Turra 30 du slovaque EVPÚ) et l'acquisition potentielle par la Slovaquie (évaluation en cours) de systèmes de défense anti-aérienne Piorun et de chars K2PL produits sous licence, cette dernière opportunité représentant une véritable aubaine pour le coréen Hyundai Rotem et son partenaire PGZ.

La Corée du Sud entend faire de la Pologne et de la Roumanie deux *hubs* commerciaux et industriels en Europe à partir desquels rayonner. Le pays pousse ses pions sur les segments véhicules de combat d'infanterie (offre K21¹¹⁵) en Roumanie, en Italie et en Lettonie, avions légers de combat/FA-50 en Bulgarie et vers « *d'autres pays d'Europe centrale et orientale dotés de flottes d'avions de combat vieillissantes* »¹¹⁶ (comme solution intéri-

¹⁰⁸ Signature en septembre 2023 d'un accord-cadre avec Lockheed Martin portant sur 486 kits de modules lanceurs-chargeurs pour ses systèmes de lance-roquettes multiples HIMARS (dans le cadre du programme polonais Homar-A, qui prévoit l'intégration des systèmes sur la plateforme Jelcz 6x6). Mais face aux délais de livraison, le ministère polonais de la Défense a décidé de procéder par étapes, tout en se tournant vers l'offre coréenne (K239 Chunmoo MLRS).

¹⁰⁹ Acquisition par la Pologne de 250 chars Abrams M1A2 en juillet 2021 (General Dynamics), suivi un an plus tard de l'achat de 116 Abrams M1A1 d'occasion. En juin 2024, l'ensemble des chars M1A1 étaient livrés. La première tranche de M1A2 (28 véhicules) a été livrée en janvier 2025 (les suivantes d'ici 2026). Un centre régional de maintenance a été inauguré à Poznań en février 2024 (site PGZ/WZM), dédié aux chars Abrams polonais, mais également ouvert à ceux opérés par les troupes américaines stationnées en Europe et à ceux détenus par des États européens.

¹¹⁰ Après un premier échec du K2 Black Panther sur le marché polonais en 2021 (achats de chars américains Abrams).

¹¹¹ 218 initialement. Nouveau contrat obtenu en avril 2024 portant le nombre de systèmes à 290.

¹¹² La Norvège a initié en 2020 un appel d'offres portant sur l'acquisition de matériels de nouvelle génération. Sur les neuf offres déposées, deux ont été présélectionnées pour participer à une phase d'évaluation à compter de janvier 2022, le Leopard 2A7NO (64 t) et le K2NO (56 t) du sud-coréen Hyundai Rotem. C'est finalement l'offre allemande qui a été retenue en février 2023.

¹¹³ « Poland, Slovakia team up for ammunition, weapon purchases », Defense News, 25 février 2025.

¹¹⁴ Véhicule blindé produit sous licence par WZM (filiale de PGZ) suite à un accord signé avec le finlandais Patria en juillet 2003. Voir Hélène Masson, « Europe des véhicules blindés. Les maîtres d'œuvre industriels européens face aux stratégies nationales d'acquisition : entre concurrence et partenariat », *op. cit.*, p. 69.

¹¹⁵ VCI KF-21 Redback sélectionné par l'Australie en juillet 2023 face au KF-41 Lynx de Rheinmetall, dans le cadre du programme Land 400 Phase 3.

¹¹⁶ « Le sud-coréen KAI a proposé son chasseur léger F/A-50 Golden Eagle à la Bulgarie », Opex360, 7 août 2024.

maire), ainsi que, plus récemment, dans le domaine naval. En effet, la relance par la Pologne du programme ORKA relatif à l'acquisition de trois sous-marins conventionnels (des transferts de technologies attendus *a minima* sur les activités de MRO), avec de premières consultations préliminaires initiées en août 2023, donne l'occasion à la Corée du Sud de mettre en évidence les capacités et le savoir-faire de ses deux têtes de pont, Hyundai Heavy Industries (offre KSS-III PL, basée sur l'adaptation du *design* HDS-2300 *via* des travaux de R&D conjoints) et Hanwha Ocean (offre KSS-III doté d'un système AIP et de batteries Lithium-ion). Ce dernier a signé en septembre 2024 avec WB Group un protocole d'accord portant sur le MRO des futurs bâtiments¹¹⁷ (avec la mise en place d'un centre dédié), et rencontré en octobre 2024 les représentants d'Enamor, Hydromega et Famor¹¹⁸, à la suite d'un premier *Industry Day* organisé en mai 2024. Hanwha Ocean propose d'étendre ces partenariats au monde scientifique et de la recherche autour de travaux dans les domaines de l'énergie verte, la conception des navires et les solutions numériques. Dans le même temps, HHI visitait les chantiers de Gdynia (PGZ Stocznia Wojenna Sp. z o.o.) et Gdańsk (Remontowa Shipbuilding S.A.) afin d'en évaluer les capacités et d'identifier les potentielles futures coopérations (de la conception au MRO). Comme pour les autres segments de marché, le contenu local, le prix et les délais de livraison sont au cœur de cette nouvelle campagne export menée par la Corée du Sud et ses industriels¹¹⁹.

D'autres industriels originaires d'États tiers ont remporté de nouveaux marchés sur des segments de niche. Tel est le cas du brésilien Embraer et de son avion de transport tactique C-390, acheté par sept États européens entre 2019 et début 2025 (Portugal, Hongrie, République tchèque, Pays-Bas et Autriche en juillet 2024 dans le cadre d'un marché négocié conjointement, Suède et, plus récemment, Slovaquie¹²⁰). Les industriels turcs ont connu quant à eux quelques premiers succès sur les segments drones tactiques, véhicules blindés à roues et équipements électroniques, en Roumanie (drones tactiques Bayraktar TB-2 de Baykar Defence en avril 2023¹²¹ ; blindés Cobra II du groupe Otokar en octobre 2024¹²²), en Estonie (véhicules 4x4 NMS de Nurok Makina et 6x6 Arma d'Otokar, sélectionnés en octobre 2023¹²³) et en Pologne (accord de partenariat signé en juin 2024 entre Aselsan et le polonais AMZ, suivi d'un contrat en novembre 2024 relatif à l'intégration sur les blindés légers LOTR-Kleszcz de mâts de reconnaissance et de surveillance¹²⁴). Entreprise pivot de la filière droniste turque, Baykar Technologies cherche à s'établir durablement en Europe, eu égard aux perspectives de croissance du marché. Le rachat de l'italien Piaggio Aerospace¹²⁵ en janvier 2025, et, deux mois plus tard, l'accord de partenariat d'une durée de cinq ans passé avec Leonardo¹²⁶ en représentent deux parfaites illustrations. La relance de la relation italo-turque depuis 2022 aura facilité la concrétisation de ces deux opérations.

¹¹⁷ Ainsi qu'avec le britannique Babcock international en mars 2024. Opération élargie aux projets commerciaux et *offshore*.

¹¹⁸ « Hanwha Ocean strengthens cooperation with Polish industry », *Poland@Sea*, 7 novembre 2024.

¹¹⁹ « HD HHI Submarines in the Poland's ORKA Program », *Naval News*, 16 août 2024.

¹²⁰ « Slovakia to enter talks to buy three C-390 aircraft, Brazil's Embraer says », *Reuters*, 10 décembre 2024.

¹²¹ Également acheté par la Bosnie-Herzégovine en septembre 2024.

¹²² 1 059 blindés « Cobra II » (les 278 premiers produits en Turquie, les suivants assemblés par CN Romtehnica SA en Roumanie dans une usine dédiée).

¹²³ Mais perte du marché en Lettonie (face à l'ASCOD 2 de GDELS et le K-21 d'Hanwha).

¹²⁴ « Aselsan secures contract in Poland for advanced reconnaissance-surveillance mast systems », *Defence Industry Europe*, 3 décembre 2024.

¹²⁵ En redressement judiciaire depuis 2018. Voir « Baykar signe un contrat préliminaire pour le rachat de Piaggio Aerospace », *Le Journal de l'Aviation*, 27 janvier 2025.

¹²⁶ « Italy's Leonardo, Turkey's Baykar to set up drone joint venture », *Reuters*, 6 mars 2025.

2.3 Une offre européenne portée par les coopérations régionales, les partenariats stratégiques et les acquisitions conjointes

Entre pression américaine et concurrence étrangère, les industries de défense européennes évoluent dans un environnement toujours plus complexe. Mais au milieu de cette complexité, un mouvement de fond s'est engagé, celui d'une plus grande coopération entre États européens. En effet, constat peut être fait depuis deux ans d'une très nette intensification des relations bilatérales et multilatérales de défense, au niveau régional et du voisinage proche. Les déploiements militaires dans le cadre des missions de l'OTAN sur le flanc Est ainsi que les coalitions capacitaires participent de cette dynamique. Bien que ces coopérations de défense ne soient pas nouvelles, elles se sont approfondies et davantage structurées, plus particulièrement entre États d'Europe du Nord (Suède, Finlande et Norvège) et du Nord-Ouest (Danemark, Belgique, Pays-Bas ; Belgique/Luxembourg), États baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie), nordiques/baltiques, République tchèque/Slovaquie. Si ces États ont misé jusqu'ici sur la relation transatlantique comme garantie de leur sécurité, ils comptent également sur la coopération régionale et attendent davantage de *leadership* des grands pays européens, Allemagne, France, Royaume-Uni et, désormais, Pologne.

Ces coopérations, en matière opérationnelle et capacitaire, créent un contexte favorable à une approche commune de l'acquisition d'équipements. Au cours des décennies 2000 et 2010, les achats menés conjointement demeuraient limités et pour l'essentiel le fait des États baltes et des pays nordiques (radars, antichars, etc.). Or, depuis 2022, un nombre croissant d'États optent pour cette modalité d'acquisition en raison des avantages qu'elle offre, autant pour les clients (négociation des prix plus aisée, convergence des besoins utilisateurs, interopérabilité, échanges de bonnes pratiques, entraînement et soutien en commun) que pour les fournisseurs (volume de commandes/économies d'échelle, élargissement de la base commerciale).

En bilatéral, multilatéral, par l'intermédiaire de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NSPA) ou de l'Agence européenne de défense (AED), les achats conjoints se multiplient¹²⁷, en particulier dans les domaines terrestre (véhicules, munitions), missiles, naval dans une moindre mesure. Les États baltes sont les plus allants et à l'origine de plusieurs initiatives, de même que les États d'Europe du Nord et du Nord-Ouest. Comme le souligne un représentant de l'*Estonian Centre for Defence Investments* (ECDI) : « *Joint procurements with other countries and institutions give us the opportunity to consolidate the needs of different parties and achieve price savings. The jointly procured combat equipment also strengthens allied ties and enables cross-use and support for each other within the country* »¹²⁸. Véhicules blindés ou encore systèmes de défense aérienne, les Baltes cherchent désormais à moderniser leurs marines de manière conjointe (plan « *Naval Vision 2030+* »)¹²⁹.

¹²⁷ Enchâssés le cas échéant dans un accord cadre pluriannuel.

¹²⁸ « Estonia, Lithuania to jointly procure explosives for €200 million », ERR News, 29 juin 2023.

¹²⁹ « Pevkur in Lithuania: Estonia, Latvia, and Lithuania jointly propose an initiative for allied capability development », Press release, Estonian Ministry of Defense, 22 mai 2024.

Exemples d'acquisitions conjointes réalisées auprès de fournisseurs européens

Suède, Lettonie, Estonie (juin 2019), rejoints par la Lituanie (janvier 2022)	Systèmes antichars Carl Gustav M4 et ses munitions. (SAAB AB).
Norvège, Allemagne (juillet 2021)	Missiles antinavires Naval Strike Missile (NSM) Block 1A. (Kongsberg).
Suède, Royaume-Uni, rejoints par la Finlande en mai 2022	Missiles NLAW, systèmes antichars Carl Gustav et AT4 et leurs munitions (SAAB AB).
Pologne, Estonie (2022)	Systèmes de missiles sol-air très courte portée Piorun MAN-PAD (PGZ/Mesko).
Finlande, Suède (novembre 2022)	Systèmes d'artillerie navale (BAE System Bofors).
République tchèque, Slovaquie (décembre 2022)	Après avoir chacun établi un contrat GtoG avec la Suède en décembre 2022 relatif à l'acquisition de véhicules blindés chenillés CV-90 MkIV, entente sur une approche commune du soutien en opérations, entraînements, MCO et gestion des pièces détachées (BAE Systems Hägglunds + entreprises tchèques et slovaques).
Suède, Allemagne, Royaume-Uni (décembre 2022)	Véhicules haute mobilité BvS10-CATV (BAE Systems Hägglunds).
Finlande, Suède (mars 2023)	Fusils automatiques de calibre 5,56×45, 7,62×51, fusils de précision de calibre 7,62×51 et 8,6 Lapua Magnum (Sako Oy).
France, Belgique, Chypre, Estonie, Hongrie (juin 2023)	Missiles Mistral (MBDA).
Pays-Bas, Belgique (juin 2023)	Frégates de lutte anti-sous-marine ASW (Damen Naval).
Pays-Bas, Allemagne (juillet 2023)	Véhicules légers 4x4 Caracal (Rheinmetall, Mercedes-Benz AG, Armoured Car Systems GmbH).
Estonie, Lituanie (juillet 2023)	Explosifs, substances et charges explosives (11 fournisseurs).
Estonie, Lettonie (septembre 2023)	Systèmes de missiles IRIS-T SLM (Diehl Defence). Selon le ministre estonien de la Défense, il s'agit d'un accord historique : « <i>a joint project of historical proportions for our defense cooperation, the largest one to date</i> » ³³⁰ .
7 États membres de l'UE (octobre 2023) – via AED (et au profit de l'Ukraine)	Obus de 155mm destinés aux systèmes d'artillerie PzH 2000, Krab, Zuzana et CAESAR (neuf industriels européens).
Estonie, Lettonie (octobre 2023)	Véhicules logistiques et tactiques de différents modèles (Veho, Volvo Eesti, Scania Eesti).
Suède, Lituanie (janvier 2024)	Systèmes MSHORAD RBS 70 NG (SAAB AB). Et commandes supplémentaires de la Lituanie annoncées en novembre 2024.
France, Croatie, Estonie (juin 2024), Portugal (octobre 2024) ³³¹	Canons CAESAR (KNDS France).

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de voir un plus grand nombre d'acquisitions passer par des contrats en GtoG (de gouvernement à gouvernement) en lieu et place d'un marché directement notifié par l'État acheteur au fournisseur après une mise en concurrence. Pour les États demandeurs de ce type d'arrangement intergouvernemental (États

³³⁰ « Estonia, Latvia plan joint purchase of German medium-range IRIS-T air defense systems », AP News, 21 juin 2023.

³³¹ Et intérêt exprimé par la Bulgarie en mars 2025 (« La Bulgarie va acquérir des obusiers français CAESAR », Euractiv, 5 mars 2025).

baltes, Autriche, Belgique, Croatie, Slovaquie, République tchèque, Roumanie...), l'objectif est de sortir d'une relation client-fournisseur classique pour entrer dans une logique de partenariat long terme. La brique armement devient ainsi une composante d'une relation de coopération plus vaste dans le domaine de la défense. En outre, pour les pays acheteurs les moins matures sur le plan des procédures d'achat, c'est aussi le moyen d'accélérer le calendrier d'acquisition en enjambant la phase de mise en concurrence et en s'appuyant sur l'administration de l'État exportateur pour gérer le marché et la relation avec le fournisseur. Alors que les États-Unis disposent d'un outil rôdé (FMS), et que les Israéliens et les Coréens ont mis en place des dispositifs GtoG, les principaux États producteurs et exportateurs européens sont en cours d'adaptation de leur politique de soutien export (révision du cadre réglementaire, réorganisation de l'administration, amélioration du dialogue administration/entreprises/forces armées, etc.) afin de rester attractifs (en particulier l'Italie, la France, le Royaume-Uni et la Suède)³³².

Plusieurs projets d'acquisitions conjointes ont été soutenus financièrement par la Commission européenne dans le cadre de la mise en place d'un instrument court terme, EDIRPA (*European Defence Industry Reinforcement through common Procurement Act*)³³³. Doté d'un budget de 310 M€ pour la période 2023-2025 (sur fonds communautaires), cet instrument permet un remboursement partiel (20 %) accordé aux États membres quand les acquisitions conjointes font intervenir un consortium d'au moins trois pays. Une partie des coûts de la coopération se trouve ainsi financée. Les domaines concernés sont : les munitions (103,2 M€), la défense aérienne et antimissile (103,2 M€), les plateformes et le remplacement de systèmes existants (103,2 M€). Le 13 novembre 2024, cinq projets sur 12 proposés ont été sélectionnés (à la suite d'un appel à propositions lancé en mars 2024). Deux d'entre eux portent sur des systèmes de défense aérienne et antimissile : Mistral 3 et JAMIE. Mistral 3, du nom du missile de défense sol-air de très courte portée de MBDA, avait fait l'objet d'un premier arrangement de coopération en juin 2023 entre la France, la Belgique, Chypre, l'Estonie et la Hongrie. L'accord prévoit que la DGA assure cet achat conjoint auprès de MBDA au nom de l'ensemble des États signataires. La Roumanie, la Slovénie et le Danemark ont depuis rejoint cette initiative. Selon le ministère des Armées, le volume global devrait dépasser les 1 500 missiles. Initié par l'Allemagne, le projet JAMIE (« *Joint Air Missile Defence Initiative in Europe* ») rassemble les États ayant décidé d'acquérir des systèmes de missiles IRIS-T (produits par Diehl Defence) dans le cadre de l'initiative *European Sky Shield Initiative*, soit l'Estonie et la Lettonie (septembre 2023), l'Autriche (novembre 2023), la Slovénie (janvier 2024) et la Bulgarie (octobre 2024).

Le segment des munitions, en particulier de 155mm, a vu la notification de nombreux contrats en national, plurinational, *via* l'AED et la NSPA, dans le contexte de l'aide à l'Ukraine et de la reconstitution des stocks. Il n'est pas surprenant de retrouver dans cette première vague de projets EDIRPA deux dédiés aux munitions de 155mm : « CPoA 155mm » (Pays-Bas, Italie, Pologne, Lituanie, Danemark et Hongrie) et « HE 155mm » (Allemagne, Danemark, Pays-Bas et Estonie), qui devraient bénéficier au groupe allemand Rheinmetall et à ses filiales (hongroises notamment). Par ailleurs, la Commission européenne a fait le choix de soutenir un programme de véhicules blindés médians 6x6, *Common Armoured Vehicle System* (CAVS), initié en 2019 par la Finlande et la Lettonie³³⁴ (sur la base d'un démonstrateur développé par le finlandais Patria), rejointes depuis par la Suède (juin 2022) et par l'Allemagne³³⁵ (avril 2023). Le CAVS est entré en phase de production en août 2021, soutenu par un contrat d'acquisition de la Lettonie (200 véhicules, + 56 en configuration C2 en

³³² Hélène Masson, Kévin Martin, « Les contrats d'Etat à Etat (GtoG) sur le marché international de l'armement », *op. cit.*

³³³ *Regulation (EU) 2023/2418 on establishing an instrument for the reinforcement of the European defence industry through common procurement (EDIRPA)*, Council of the European Union, European Parliament, Official Journal of the European Union, 2023/2418, 26 octobre 2023.

³³⁴ Une usine de production d'une capacité de 30 véhicules par an a ouvert ses portes en Lettonie mi-2024 à Valmiera.

³³⁵ L'Allemagne a signé en 2022 une déclaration d'intention, puis a rejoint l'arrangement technique en 2023, et l'accord de R&D en 2024. Fin janvier 2025, une dernière étape a été franchie avec l'adhésion de l'Allemagne à l'accord-cadre (voir « Germany takes final step to full member of CAVS programme », Communiqué de presse, Patria, 30 janvier 2025).

novembre 2024), suivi de la Finlande (91 véhicules + 70 en option en juin 2023) et de la Suède (321 unités, mars 2024).

Si ces cinq projets impliquent 20 États membres, l'Allemagne, le Danemark et l'Estonie se détachent car ils sont présents chacun dans trois projets sélectionnés, de même que la Lettonie, les Pays-Bas et la Slovaquie, avec deux participations. La Commission européenne a souligné qu'elle gardait en réserve les projets non retenus, précisant : « *They have been added to a reserve list making them identifiable for potential future funding. For instance, the Member States involved in these proposals could seek to financially support them by transferring unused EU funds allocated to them under shared management* »¹³⁶. Bien que non sélectionnée à ce stade, la Pologne compte bien bénéficier d'un soutien européen pour le projet relatif à l'acquisition du système à courte portée Piorun MANPADS produit par PGZ/Mesko, lequel a fait l'objet d'une déclaration conjointe de la Pologne, de l'Estonie, de la Lituanie et de la Norvège le 18 novembre 2024 (achat conjoint piloté par l'agence polonaise d'acquisition)¹³⁷. Par ailleurs, en juin 2024, la France a mis en place un arrangement de coopération cadre pour l'acquisition commune de canons CAESAR avec la Croatie et l'Estonie¹³⁸ (une initiative éligible dans le cadre EDIRPA), rejointes par le Portugal¹³⁹ en octobre 2024 (et potentiellement par la Bulgarie¹⁴⁰). Quelques mois plus tôt, la France prenait la tête d'une coalition capacitaire « artillerie » afin de fournir des systèmes CAESAR à l'Ukraine en s'appuyant sur le cofinancement d'États européens participants.

Plus généralement, les propositions et initiatives de coopération de l'Allemagne rencontrent un écho favorable à l'Est et au Nord de l'Europe. Depuis le discours signalant un changement d'époque (« *Zeitenwende* ») fin février 2022, l'Allemagne a formalisé sa politique dans sa première *Stratégie de sécurité nationale*¹⁴¹ (NSS), parue le 14 juin 2023. Rappelant que la Russie constitue la première menace en Europe, le document indique que la Bundeswehr sera renforcée « *en tant que pierre angulaire de la défense conventionnelle en Europe* »¹⁴² et que le pays étendra et consolidera sa « *présence militaire dans la zone de l'alliance pour protéger nos alliés et également pour pouvoir servir de partenaire militaire à nos alliés* »¹⁴³, notamment les petits États de l'OTAN. En novembre 2023, les nouvelles lignes directrices en matière de politique de défense (*Verteidigungspolitische Richtlinien – VPR*)¹⁴⁴ soulignaient : « *The security of our Allies is the security of Germany [...] In future, forward presence will become the norm for Bundeswehr [...] Germany is an economic powerhouse at the heart of Europe and as such it is the backbone of collective defence in Europe* »¹⁴⁵. Présence militaire, formation, accompagnement dans le domaine des équipements, coopération armement fondent sa stratégie, laquelle va permettre aux industriels allemands de la défense, notamment de l'armement terrestre (Rheinmetall, KNDS Deutschland et Diehl Defence) et du secteur naval (TKMS, NVL), de consolider leur position commerciale et d'améliorer leur capacité à coopérer (donc leur attractivité). C'est notable aux Pays-Bas, en Lituanie, en Norvège, en Hongrie, et plus récemment au Royaume-Uni et en Italie.

¹³⁶ « EU boosts defence readiness with first ever financial support for common defence procurement », Press release, European Commission, 14 novembre 2024.

¹³⁷ « Multinational grouping orders Piorun MANPADS », *Shepard News*, 18 novembre 2024.

¹³⁸ « La France, la Croatie, et l'Estonie concrétisent leur projet d'acquisition commune de canons CAESAR », Communiqué de presse, Ministère des Armées, 19 juin 2024.

¹³⁹ « La France et le Portugal signent un projet d'acquisition commune de canons CAESAR (26 octobre 2024) », Communiqué de presse, Ambassade de France au Portugal, 31 octobre 2024.

¹⁴⁰ Intérêt exprimé par la Bulgarie en mars 2025 (voir « La Bulgarie va acquérir des obusiers français CAESAR », *Euractiv*, 5 mars 2025).

¹⁴¹ *NSS, op. cit.*

¹⁴² *Ibid.*, p. 13.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Verteidigungspolitische Richtlinien 2023 (VPR)*, BMVg, 10 novembre 2023.

¹⁴⁵ *Ibid.*, pp. 10-11.

Clubs utilisateurs

La pratique des clubs utilisateurs, par exemple pour les États clients de la gamme de chars Leopard 2¹⁴⁶ de KNDS Deutschland (Autriche, Danemark, Finlande, Grèce, Espagne, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Hongrie, Norvège, récemment rejoints par la République tchèque, la Lituanie, la Croatie) et du véhicule blindé à roues Boxer de la coentreprise ARTEC¹⁴⁷ (utilisateurs européens : Allemagne, Pays-Bas, Lituanie, Royaume-Uni, Slovaquie), facilite aujourd'hui la sélection du même équipement par les États d'une région ou par des partenaires défense. Le partage d'expériences, de connaissances et de savoir-faire en matière d'exploitation et de maintenance, de formation et d'entraînement, de tactiques d'emploi que ce type de clubs permet apparaît particulièrement pertinent aux yeux des États acquéreurs comme gage d'interopérabilité et de potentielles économies dans le domaine logistique et du MCO.

Soulignons qu'un club utilisateurs a également été mis en place par BAE Systems Hägglunds pour les opérateurs de son VCI chenillé CV90 (en Europe : Suède, Danemark, Estonie, Finlande, Pays-Bas, Norvège, Suisse, Slovaquie et République tchèque). KNDS France en établira un pour les États clients du canon CAESAR en novembre 2023¹⁴⁸, et le coréen Hanwha pour les opérateurs de son système d'artillerie K9 en février 2022¹⁴⁹.

Initiative « Ringtausch »

L'implication directe de l'État allemand, via l'initiative « Ringtausch » visant à compenser les dons de véhicules blindés de fabrication soviétique à l'Ukraine par la livraison de chars Leopard 2A4, permettra d'emporter la décision d'achat en République tchèque (77 Leopard 2A8 via un accord sur une acquisition conjointe avec l'Allemagne ; l'achat pourrait cependant être retardé pour des questions budgétaires), et d'influencer celle à venir en Slovaquie (intention d'acquérir une centaine de chars lourds pour équiper deux bataillons ; mais coût de l'offre allemande jugé problématique, d'où l'attention récente portée à une proposition polonaise de chars K2PL produits sous licence¹⁵⁰). En appliquant la même méthode, le cercle des États utilisateurs s'est encore agrandi avec l'annonce, en octobre 2024, de l'intention de la Croatie d'acquérir 50 Leopard 2A8, à un prix revu à la baisse en échange de la reprise par l'Allemagne de 30 M84 et 30 M80 pour les donner à l'Ukraine. Ces succès engrangés font dire à Frank Haun que « [l]e Leopard 2 s'est imposé comme le standard des chars de combat en Europe » et à Boris Pistorius que cela garantit des normes communes au sein de l'OTAN¹⁵¹.

- Aux Pays-Bas, la plupart des unités terrestres sont intégrées dans des forces conjointes avec l'Allemagne, un degré d'intégration unique en son genre selon le Chancelier Scholz¹⁵², et particulièrement favorable à l'acquisition d'équipements de défense allemands depuis plus d'une décennie (Boxer, Leopard 2A4 et 2A6 et désormais 2A8¹⁵³, véhicules blindés du génie, véhicules blindés médians, véhicules tout-

¹⁴⁶ Leopard 2A4 à 2A6, 2A7+ et sa dernière évolution 2A8.

¹⁴⁷ Détenu à 62 % par Rheinmetall et 36 % par KNDS Deutschland.

¹⁴⁸ Un club utilisateurs a été créé en novembre 2023 par KNDS France avec une charte fondatrice signée par sept pays clients (France, Thaïlande, Indonésie, Arabie saoudite, République tchèque, Lituanie, Belgique), rejoints par l'Estonie (12 commandés en juin 2024 + 19 en option), l'Arménie (36 en juin 2024), le Portugal (36 en octobre 2024) et, à terme, la Croatie (12) et la Slovaquie (101 signée en juillet 2024).

¹⁴⁹ Au cours de sa troisième réunion en janvier 2024, 50 militaires venus de Corée, Finlande, Norvège, Estonie et Australie étaient présents ainsi qu'une représentation américaine (en tant qu'observateur).

¹⁵⁰ « La Slovaquie envisage l'achat de chars sud-coréens K-2 'Black Panther', fabriqués sous licence en Pologne », *Opex360*, 27 février 2025.

¹⁵¹ « La Croatie a trouvé un accord avec l'Allemagne pour se procurer 50 chars Leopard 2A8 », *Opex360*, 29 octobre 2024.

¹⁵² NSS, *op. cit.*, pp. 10-11.

¹⁵³ Perspectives d'achat de chars Leopard 2A8 suite à la parution du Livre blanc de la défense 2024 appelant à reconstituer un bataillon de chars (parc réduit à la portion congrue). Mi-octobre, annonce de l'acquisition de 46 Leopard 2A8 (livraison d'ici 2027, bataillon complet opérationnel d'ici 2030).

terrain aéroportés, systèmes d'artillerie, munitions d'artillerie et marchés de modernisation, etc.). Bien que moins intégrée, la coopération germano-néerlandaise dans le domaine naval a créé un environnement favorable à une approche commune des besoins, en particulier sur le segment des navires de surface. Cette relation de confiance a bénéficié au groupe naval néerlandais Damen, sélectionné en 2020 par la Bundeswehr pour la fourniture de quatre frégates F126 (commande de deux unités supplémentaires en juin 2024), via un partenariat renforcé avec les industriels allemands (NVL Group, et sous-traitants Rheinmetall, Man Energy, Renk, etc.¹⁵⁴). Damen, associé au suédois Saab AB, n'aura toutefois pas transformé l'essai sur le segment sous-marins, en dépit de ses protestations, la Marine néerlandaise lui préférant l'offre portée par Naval Group pour son programme de remplacement des sous-marins de la classe Walrus (signature d'un mémorandum d'entente cadre entre la France et les Pays-Bas, puis d'un accord de coopération industrielle entre Naval Group et le ministère néerlandais des Affaires économiques¹⁵⁵, suivi du contrat de livraison fin septembre 2024).

- L'installation permanente d'ici 2027 d'une brigade allemande en Lituanie (deux bataillons de chars de combat, un bataillon de combat de l'OTAN, sous commandement allemand) représente, selon Nils Hilmer, Secrétaire d'État au ministère fédéral de la Défense, l'un des projets les plus importants entrepris par les forces armées allemandes actuellement¹⁵⁶. Pour la Lituanie, cette présence allemande (depuis 2015 via l'OTAN) est indispensable tout comme celle de maintenir le bataillon américain après 2025 (demande réitérée en mai 2024)¹⁵⁷. Bien que le centre de gravité de la stratégie d'acquisition penche vers les États-Unis sur la période la plus récente, ce qu'encouragent les aides FMF¹⁵⁸, les industriels allemands résistent (PzH 2000, commandes additionnelles de Boxer, fusils d'assaut G36, camions utilitaires Arocs et Zetros de Daimler¹⁵⁹). L'annonce, en octobre 2024, d'une prochaine acquisition de 54 Leopard 2A8 (en plusieurs phases et en vue de former un nouveau bataillon de chars¹⁶⁰) l'a montré. Après avoir rejoint l'initiative ESSI, la Lituanie envisage désormais d'acheter des systèmes de défense aérienne de moyenne portée IRIS-T de l'allemand Diehl Defence, comme l'ont fait ses voisins baltes, tous deux signataires d'un accord d'achat conjoint en mai 2023¹⁶¹. Sur le plan industriel, Rheinmetall et KNDS Deutschland ont établi, en juin 2022, une JV, Lithuania Defense Services¹⁶², destinée à assurer le soutien logistique des véhicules militaires des forces armées du pays et de ceux d'autres pays de l'OTAN stationnés dans les États baltes (Boxer, Puma, Buffalo, Leopard dans ses différentes configurations, PzH 2000)¹⁶³, avec pour prochaine étape la production d'éléments sur place¹⁶⁴. En juin 2024, sur le segment des munitions de 155mm, les autorités signaient également un MoU avec Rheinmetall¹⁶⁵ afin de construire une usine de production (avec à terme plus de 150 employés). En Estonie, les industriels allemands avancent leurs pions, avec l'entrée de KNDS au capital du producteur d'UGV Milrem Robotics¹⁶⁶ en mai 2021 à hauteur

¹⁵⁴ Ainsi que Thales, Leonardo Germany et Kongsberg Maritime.

¹⁵⁵ « Industrial Cooperation Agreement signed between The Netherlands and Naval Group », *Naval News*, 11 septembre 2024. Implications de Royal IHC, Verebus, Optics11, RH Marine, Bolidt, notamment.

¹⁵⁶ « Lithuania is getting ready for Day X, but former Army chief raises questions », *Baltic News Network*, 24 octobre 2024.

¹⁵⁷ « US battalion to stay in Lithuania indefinitely – MoD », *LRT News*, 2 mai 2024.

¹⁵⁸ Acquisitions concernées : HIMARS, capacités de surveillance aérienne, armes antichars Javelin, drones Switchblade 600, véhicules légers JLTV.

¹⁵⁹ « Daimler to Provide Over 300 Utility Trucks for Lithuanian Army », *The Defense Post*, 10 mai 2023.

¹⁶⁰ « Lithuania confirms purchase of Leopard 2A8 main battle tanks from Germany », *Defence Industry Europe*, 22 octobre 2024.

¹⁶¹ « Ministers of Defence from Estonia, Latvia and Germany at Diehl Defence », Communiqué de presse, Diehl Defence, 11 septembre 2023.

¹⁶² Site de Jonava, près de Rukla, la plus grande base militaire de Lituanie et siège du groupement tactique de l'OTAN.

¹⁶³ « Rheinmetall and KMW set up joint venture for servicing NATO vehicles in the Baltic States », Communiqué de presse, Rheinmetall, 8 juin 2022.

¹⁶⁴ « Military vehicle service facility opens in Jonava », Ministry of National Defence of Lithuania Press, 29 juin 2022.

¹⁶⁵ Présent avec une filiale commerciale, Rheinmetall Defense Lietuva, depuis 2018.

¹⁶⁶ *Spin off* de Milrem AS en 2017, cette PME a réussi à se faire une place sur le marché robotique terrestre en Europe et au-delà grâce à sa gamme d'UGV (TheMIS, Multiscope, et version armée type X). L'UGV TheMIS a été acheté par 16 États.

de 24,9 %¹⁶⁷, et l'annonce par Helsing, en juillet 2024, de la création d'une filiale locale et d'un investissement de 70 M€ dans l'industrie de la défense balte au cours des trois prochaines années¹⁶⁸.

- En Norvège, la coopération capacitaire et industrielle est bien plus poussée encore. C'est ainsi qu'en juin 2017, le pays a interrompu un processus de mise en concurrence relatif à l'acquisition d'une nouvelle génération de sous-marins pour accepter la proposition de l'Allemagne de passer par un arrangement en GtoG « *for the joint development, procurement, operation and maintenance of submarines and marine ordnance* »¹⁶⁹ et un achat groupé (4 sous-marins type 212 Common Design pour la Marine royale norvégienne¹⁷⁰ + deux unités pour la Deutsche Marine ; contrat signé avec TKMS en mars 2021). Une JV a été créée entre le norvégien Kongsberg et Atlas Elektronik (filiale de TKMS), KTA naval systems, pour la conception, la production et la maintenance du système de management de combat et d'un certain nombre d'équipements¹⁷¹. Un port dédié à la maintenance des sous-marins devrait voir le jour d'ici 2029 sur la base navale de Haakonsværn. En septembre 2023, une nouvelle déclaration bilatérale signalait une volonté partagée d'approfondir ce partenariat¹⁷². L'année 2024 sera d'ailleurs riche d'initiatives et de propositions : partenariat entre Kongsberg, Diehl Defence et MBDA Deutschland pour le développement d'un nouveau missile germano-norvégien (Supersonic Strike Missile (3SM) Tyrfing, un armement complémentaire du NSM)¹⁷³, par ailleurs choisi pour équiper les corvettes K130 de la Marine allemande ; proposition allemande de rejoindre le projet de futures frégates de défense aérienne F127¹⁷⁴ ; annonce d'une potentielle commande d'un cinquième sous-marin ; approche conjointe du Canada afin de lui proposer de rallier le projet U212CD (contexte du remplacement de quatre sous-marins de la classe Victoria). En outre, le domaine terrestre a vu la sélection en février 2023 de l'offre Leopard 2A8 portée par KNDS Deutschland (même configuration que les chars acquis par l'Allemagne), face au K2 du sud-coréen Hyundai Rotem, en remplacement de son parc de Leopard 2A4¹⁷⁵. Pour le premier ministre norvégien, Jonas Gahr Støre, les considérations de coopération régionale ont pesé dans ce choix d'équipement, ses voisins finlandais et suédois¹⁷⁶ étant également opérateurs de chars allemands : « *In today's security situation, close defense cooperation in Europe is becoming increasingly important. By purchasing German tanks, we ensure that Norway has the same type of tanks as our Nordic neighbors and close allies. We are also forging closer security policy ties with Germany* »¹⁷⁷.
- En Hongrie, au Royaume-Uni et en Italie, l'Allemagne peut compter sur son deuxième chef de file de l'armement terrestre, Rheinmetall. Cette entreprise s'est toujours démarquée de son partenaire et non moins concurrent KNDS Deutschland grâce à une stratégie commerciale d'une agilité sans pareille et participant d'une

¹⁶⁷ 24,9 % dans le capital de l'entreprise estonienne de drones terrestres Milrem Robotics en mai 2021 (et 26,9 % dans le contexte de l'entrée au capital de l'émirati EDGE Group à hauteur de 55 % en février 2023).

¹⁶⁸ « Helsing crée Helsing Estonia pour soutenir la Défense des pays baltes et s'engage à investir 70 millions d'euros dans la région », Communiqué de presse, Helsing, 11 juillet 2024.

¹⁶⁹ « Kongsberg and Thyssenkrupp form new JV kta Naval Systems », *Naval Technology*, 2 novembre 2017.

¹⁷⁰ Pays déjà équipé de sous-marins Type 210.

¹⁷¹ « Norway and German mark production start of world leading submarine design », Press release, Ministry of Defence of Norway, 12 novembre 2023.

¹⁷² « Germany and Norway enhance defence and security cooperation », Press release, Ministry of Defence of Norway, 14 novembre 2023.

¹⁷³ Contribution allemande de 650 M€ pour une phase de développement finalisée en 2033 et un missile opérationnel en 2035.

¹⁷⁴ « L'Allemagne propose à la Norvège de coopérer sur le projet de future frégate de défense aérienne F127 », *Zone militaire*, 8 mars 2024. La Norvège entend remplacer ses quatre frégates type Fridtjof Nansen par six nouveaux bâtiments. Dans ce contexte, TKMS et NVL ont signé un accord de coopération portant sur la création d'une JV et une offre commune basée sur le concept de frégate MEKO-A400.

¹⁷⁵ 37 unités devraient être assemblées sur le sol norvégien, à Levanger, dans le cadre d'un partenariat entre KNDS Deutschland et RITEK.

¹⁷⁶ Notification en novembre et décembre 2024 par le FMV de contrats d'acquisition portant sur un total de 44 chars Leopard 2A8 (dix chars Leopard 2 avaient été livrés à l'Ukraine). 110 unités de son parc existant de chars Leopard 2 seront également modernisées (voir « New LEOPARD 2 A8 fleet for Sweden », Communiqué, KNDS, 9 janvier 2025).

¹⁷⁷ « Norway Strengthens the Armed Forces through the Purchase of New Tanks », Press release, Ministry of Defence of Norway, 2 janvier 2023.

forte internationalisation de ses activités. Depuis 2022, Rheinmetall fait feu de tout bois, sur le segment munitions d'artillerie et véhicules blindés, étirant toujours plus sa toile en Europe : ouverture en Roumanie d'un centre de maintenance destiné à réparer les matériels transférés aux forces ukrainiennes¹⁷⁸ (dont reprise de 72,5 % du capital du producteur de véhicules Automecanica Mediaş en février 2024) en plus du *hub* logistique lituanien, création d'une JV (MCO et à terme production d'équipements) sur le territoire ukrainien après la signature d'un accord de coopération avec UkrOboronProm en mai 2023¹⁷⁹, à quoi s'ajoutent trois coups de maître – en Hongrie, au Royaume-Uni et en Italie.

L'entreprise a en effet réussi à s'imposer comme partenaire stratégique d'une Hongrie (certes déjà acquise aux matériels allemands) tendue vers l'objectif de gagner en autonomie et en influence grâce au développement de capacités industrielles nationales dans le secteur terrestre (véhicules blindés, armes et munitions). Premier client export du VCI Lynx, 172 véhicules blindés sur les 209 commandés en août 2020 seront produits et réparés sur place par la filiale Rheinmetall Hungary Zrt (usine à Zalaegerszeg). Depuis décembre 2023, la Hongrie participe financièrement au développement du Panther KF-51 EVO¹⁸⁰ et à celui d'un véhicule Lynx équipé d'une tourelle Skyranger 30mm¹⁸¹. Une usine spécialisée dans la production d'explosifs, de munitions militaires de gros calibre et de grenades¹⁸², et opérée par une JV codétenue par Rheinmetall Hungary Zrt et l'entreprise publique N7 Holding, est en cours de construction à Varpalota. Enfin, après avoir établi une filiale dans le domaine électronique de défense, l'entreprise allemande a signé un accord de partenariat stratégique avec la société informatique hongroise 4iG¹⁸³ en vue de renforcer son portefeuille de solutions dans les domaines du cloud sécurisé, C4ISTAR, IT, robotique et IA.

- Le Royaume-Uni est aussi devenu le terrain de prédilection de Rheinmetall depuis que le MoD a décidé de réintégrer le programme Boxer en mars 2018 (528 véhicules Boxer en cinq variantes). Le fait que Rheinmetall et KNDS Deutschland¹⁸⁴ (associés dans la JV ARTEC) soient implantés au Royaume-Uni depuis la fin des années 2000 a représenté un avantage certain pour s'afficher comme un acteur historique de la BITD britannique à même de s'appuyer sur un réseau local de sous-traitants. La production est réalisée par WFEL (filiale britannique de KNDS) et par Rheinmetall BAE Systems Land Ltd (RBSL), une JV créée en 2019 et codétenue par Rheinmetall (55 %) et BAE Systems (45 %). RBSL a intégré les dernières activités de BAE Systems sur le segment des véhicules blindés¹⁸⁵. Elle a engrangé une commande supplémentaire de 100 véhicules Boxer (avril 2022) tout en menant le programme de modernisation des 148 Chars Challenger 2 au standard 3. Ces derniers seront dotés du nouveau canon Rh120/L55A1CR3 120mm de Rheinmetall (également installé sur les chars Leopard 2A7V en service en Allemagne et les futurs 2A8) et du système de protection active Trophy APS de Rafael. Cet ancrage commercial et industriel outre-Manche a contribué à une relance de la coopération germano-britannique, avec le lancement de deux programmes conjoints, le premier, en avril 2023, relatif

¹⁷⁸ « Rheinmetall to Open Maintenance Hub in Romania for Ukraine Weapons », AFP, 3 mai 2023.

¹⁷⁹ « Rheinmetall founds JV to make and repair tanks in Ukraine », AFP, 12 mai 2023.

¹⁸⁰ « Hungary signs deal with Rheinmetall to develop Panther KF51 MBT », *ES&D*, 15 décembre 2023.

¹⁸¹ « Development contract from Hungary for the Lynx Skyranger », Communiqué de presse, Rheinmetall, 20 décembre 2023.

¹⁸² « Hungary to extend cooperation with German defence industry giant Rheinmetall », Press release, Cabinet Office of the Prime Minister, 18 mai 2021.

¹⁸³ Entreprise cotée, 6 900 personnes. Cet accord a vu l'entrée de Rheinmetall au capital de 4iG à hauteur de 25,1 % et la création, en novembre 2022, d'une JV, Rheinmetall 4iG Digital Services LLC (R4), détenue à 51 % par le partenaire allemand, 39 % par 4iG et les 10 % restants par l'entreprise publique HM Electronics, Logistics and Property Management (HM EI), un électronicien de défense et prestataire de services des forces armées hongroises.

¹⁸⁴ KNDS Deutschland a racheté en mai 2012 l'entreprise WFEL Ltd, spécialisée dans la production de ponts militaires déployables.

¹⁸⁵ Soit 450 salariés basés dans plusieurs établissements (Telford dans le West Midlands, Newcastle, Bristol, et dans le Dorset).

au développement de munitions de 120mm Enhanced Kinetic Energy-EKE¹⁸⁶, le second, en avril 2024, portant sur l'acquisition de la tourelle pour canon RCH-155¹⁸⁷ de KNDS Deutschland. La signature, le 23 octobre 2024, d'un accord de défense (*Trinity House*) entre les deux pays représente un tournant majeur¹⁸⁸, facilitée par l'arrivée au pouvoir des Travailleurs. Coopérations opérationnelles (entraînements et exercices conjoints en zone Baltique), capacitaires (avions allemands P8 mis en œuvre à partir de la base écossaise de Lossiemouth ; R&D sur les technologies d'armes de précision à longue portée et capacités de drones navals) et industrielles (création d'une usine de canons d'artillerie opérée par Rheinmetall à partir de 2027 ; lancement des travaux portant sur les nouvelles variantes de Boxer ; coopération industrielle sur le segment drones terrestres) sont désormais inscrites à l'agenda de la coopération envisagée par les ministres de la Défense John Healey et Boris Pistorius.

- L'axe de coopération germano-italien apparaît lui aussi en pleine effervescence, et Rheinmetall n'y est pas étranger non plus... En juin 2024, après l'échec de KNDS Deutschland à trouver un compromis avec la partie italienne sur les transferts de technologies et le contenu local pour son Leopard 2A8¹⁸⁹, Rheinmetall, déjà bien implanté en Italie (1 500 employés sur cinq sites¹⁹⁰) se faufile dans la brèche, appliquant toujours les mêmes méthodes commerciales éprouvées : offre portant sur le Lynx (1 050 véhicules en 16 variantes) et le KF51 (132 chars ; premiers prototypes d'ici deux à trois ans contre cinq pour l'offre KNDS), création d'une JV à parts égales avec Leonardo, Leonardo Rheinmetall Military Vehicles (LRMV)¹⁹¹, et négociation de 60 % de contenu local (systèmes de mission, suite électronique, intégration des armements). Ce marché est d'autant plus important pour l'Italie qu'il pourrait être le prélude à une consolidation nationale (potentielle reprise par Leonardo de son partenaire historique sur le segment des véhicules blindés, Iveco Defence Vehicles¹⁹², afin de créer un nouvel ensemble avec les activités d'Oto Melara¹⁹³). Ces récents développements dans le domaine des véhicules blindés viennent approfondir des relations de coopération armement germano-italiennes déjà solides, et rappelées dans le cadre du sommet bilatéral du 27 novembre 2023 (sous-marins, missiles et munitions, avions de combat et drones, hélicoptères, projets FED)¹⁹⁴. Le programme de sous-marins U212 NFS (*Near Future Submarine*) sous maîtrise d'œuvre de Fincantieri via un accord de licence négocié avec TKMS¹⁹⁵ en est une bonne illustration. L'allemand Diehl et l'italien Oto Melara sont quant à eux partenaires depuis plus de dix ans sur le segment des munitions guidées de précision

¹⁸⁶ « UK and Germany mark next phase in joint tank ammunition programme », Ministry of Defence Press, 27 avril 2023. Mises en œuvre à partir des tourelles L55A1 des Challenger 3 britanniques et des Leopard 2A7V et 2A8 allemands. Selon les termes de cet accord, l'Allemagne et le Royaume-Uni se montrent ouverts à l'entrée d'autres pays dans ce programme mené en coopération, tout en poursuivant les discussions sur une collaboration potentielle pour d'autres types de munitions de 120mm.

¹⁸⁷ Ces derniers seront montés sur des Boxer, ce après une solution intérimaire consistant en l'achat en urgence de 14 systèmes suédois Archer de BAE Systems Bofors, en remplacement des AS-90 donnés à l'Ukraine. De son côté, l'Allemagne devrait faire l'acquisition de 160 RCH-155.

¹⁸⁸ « Le Royaume-Uni et l'Allemagne vont signer un accord de défense 'historique' », *Le Monde*, 23 octobre 2024.

¹⁸⁹ Dans le contexte de la modernisation des blindés de l'armée de Terre italienne (remplacement des chars Ariete et des chars légers Dardo et M113/programme AICS). Le 21 février 2024, la commission de la Défense du Parlement italien avait approuvé l'acquisition de 132 chars Leopard en version 2A8 (+ 140 engins du génie et de soutien).

¹⁹⁰ En outre, Rheinmetall dispose d'une présence industrielle substantielle sur le territoire italien, suite à des opérations de rachat, principalement sur le segment munitions : reprise du suisse Oerlikon Contraves en 1999, qui disposait alors de plusieurs établissements dans le pays (renommé Rheinmetall

Italia S.p.A.), rachat de l'entreprise italienne Società Esplosivi Industriali en 2010 (rebaptisée RWM ITALIA S.p.A. : deux établissements à Ghedi et Domusnovas), rachat de l'espagnol Expal en 2023, qui compte une filiale en Italie, UEE ITALIA.

¹⁹¹ « LRMV details the Italian Army MBT and AIFV programmes », *European Defence Review*, 3 février 2025.

¹⁹² IDV a exprimé son souhait de participer à la production des véhicules (15 à 17 % de la charge).

¹⁹³ « Leonardo torna a pensare all'acquisizione di Iveco Defence Vehicles », *Agenzia nova*, 5 juillet 2024.

¹⁹⁴ « Ecco cosa prevede il Piano d'azione tra Italia e Germania », *Agenzia nova*, 23 novembre 2023.

¹⁹⁵ Première tranche notifiée en mars 2021. Le programme consolide la coopération historique avec l'allemand TKMS (accord industriel signé en 2018 et contrat formalisé en décembre 2020). En ce qui concerne le secteur naval, il faut rappeler que le programme de sous-marins U212A, réalisé en coopération par Fincantieri et Thyssenkrupp Marine Systems (TKMS) à partir de 1996, a vu la production de quatre unités pour la Marine italienne et de six pour la Marine allemande. Cette coopération a été prolongée par le programme U212 NFS (*Near Future Submarine*), géré par l'OCCAR, qui prévoit l'intégration en Italie de systèmes fournis par l'Allemagne.

(Vulcano 127/155mm). Liés dans le cadre du programme d'avions de combat Eurofighter, Leonardo est depuis début 2022 un actionnaire de référence de l'allemand Hensoldt (détenion de 22,8 % du capital¹⁹⁶).

Côté français, la coopération mise en place avec la Belgique serait un « modèle à suivre », pour reprendre les propos du général Schill : « [le partenariat FR-BE est le] modèle à suivre pour nos futures coopérations européennes, à l'heure où s'affirme le besoin de partenariats capables de produire des effets sur le terrain [...]. Ce partenariat a déjà un effet d'entraînement dans le domaine opérationnel et ce avant même que les nouvelles capacités soient déployées concrètement »¹⁹⁷. En effet, à la suite d'une Déclaration d'intention ministérielle visant à créer un partenariat stratégique dans le domaine terrestre au titre du programme CaMo (Capacité Motorisée) en juin 2017, France et Belgique établissaient un an plus tard un accord intergouvernemental cadre (AIG) comprenant un volet sur la coopération opérationnelle (doctrine d'emploi, formation, entraînement) et un autre sur la coopération armement. Un premier « FMS à la française »¹⁹⁸ ou « contrat de partenariat gouvernemental » portant sur la fourniture de 60 véhicules EBRC Jaguar et 382 VBMR Griffon est établi à la suite. Depuis lors, cette relation s'est consolidée et élargie à d'autres équipements, tout en ouvrant de nouvelles opportunités commerciales et de rapprochements industriels dans le domaine terrestre (des véhicules aux munitions) :

- notification de nouvelles commandes : 24 Griffon MEPAC 120mm (Mortier embarqué pour l'appui au contact), neuf + 19 systèmes d'artillerie CAESAR NG.
- participation de la Belgique à la phase de préconception du « Véhicule blindé d'aide à l'engagement » (VBAE, successeur du VBL) en décembre 2023, et signature d'un objectif d'état-major pour l'acquisition commune de l'Engin du Génie de Combat¹⁹⁹ (EGC ; « Moyen d'appui au combat » du programme SCORPION) en juin 2024.
- sur le plan industriel :
 - établissement d'un partenariat industriel entre KNDS France et le groupe belge Mol pour la production des Griffon. Un site d'assemblage a été inauguré en avril 2024, à Staden²⁰⁰.
 - reprise en juillet 2024 du français Arquus (cédé par Volvo Group) par le belge John Cockerill (avec une participation étatique au capital de 10 % pour les deux États), donnant naissance à une ETI de 2 000 salariés (objectif d'un CA 2026 d'1 Md€). John Cockerill, via Arquus, mène depuis lors le contrat de préconception du VBAE (KNDS France en sous-traitant)²⁰¹.
- au niveau régional, il est question que le Luxembourg achète des véhicules EBRC Jaguar, VBMR Griffon et VBMR Légers Serval, voire VBAE, afin de renforcer l'interopérabilité avec ses voisins français et, surtout, belge (accord en juin 2023 pour la création d'un bataillon binational de reconnaissance et de combat d'ici 2030, fort de 700 soldats²⁰²).
- MBDA bénéficie de ces relations bilatérales favorables, avec la vente de missiles antichars moyenne portée Akeron (MMP ; pour équiper les véhicules Jaguar) en septembre 2023 puis de Mistral 3 en juin 2024. De son côté, la filiale belge de Thales,

¹⁹⁶ Aux côtés de la Banque publique d'investissement KfW (qui agit au nom du gouvernement fédéral), détentrice d'une part de 25,1 % depuis mars 2021.

¹⁹⁷ « Général Schill : Le partenariat franco-belge CaMo est le 'modèle à suivre' pour les futures coopérations européennes », *Opex360*, 1^{er} avril 2024.

¹⁹⁸ Pour la première fois, le ministère français de la Défense mettait en œuvre un « schéma mandant (État client) / mandataire (État français), adossé à un marché public passé, selon les règles nationales françaises, entre l'État français (agissant au nom et pour le compte de l'État client belge) et un fournisseur industriel (KNDS France) » (+ Thales et Arquus).

¹⁹⁹ CNIM Systèmes industriels s'est associé à Texelis et, plus récemment, à KNDS France, pour proposer l'Auroch, un véhicule d'aménagement du terrain de type 8x8.

²⁰⁰ Fabricant de matériel de transport et sous-traitant spécialisé dans diverses constructions métalliques.

²⁰¹ Groupement momentané d'entreprises (GME) formé par Arquus (racheté par le belge John Cockerill) et KNDS France.

²⁰² « Belgium and Luxembourg Create Joint Reconnaissance Battalion », *European Security & Defence*, 17 juin 2023. En 2001, la Belgique et le Luxembourg ont signé un accord bilatéral pour l'achat conjoint d'avions de transport Airbus A400M (7 + 1 ; et mise en place d'une unité binationale de transport aérien belgo-luxembourgeoise exploitant la flotte).

Thales Belgium, spécialisée dans la production de systèmes de roquettes de 70mm, a inauguré une nouvelle chaîne d'assemblage afin de quintupler la production d'ici 2025²⁰³.

Bien que non enchâssé dans une coopération capacitaire « structurelle » de type CaMo, le domaine naval est également le lieu d'initiatives stimulantes de coopération régionale, ce depuis la sélection, en mars 2019, pour le marché de remplacement des chasseurs de mines belges et néerlandais de l'offre du consortium Belgium Naval Robotics, fruit du partenariat entre les français Naval Group et ECA Robotics (désormais EXAIL, depuis son rapprochement avec IXBlue). Pour ce programme *replacement of Mine Countermeasures* (rMCM), la Belgique agit ainsi au nom de son voisin néerlandais pour la fourniture de six unités par pays. Sur le plan industriel, Naval Group est responsable de la conception des navires, de l'intégration globale, des essais et de la mise en service du système de mission. La maîtrise d'œuvre des 12 navires est assurée par Kership, co-entreprise de Naval Group et du chantier français Piriou (assemblés à Concarneau). En charge du système de mission dronisé, le co-contractant Exail a ouvert en juin 2022 un site de production à Ostende dédié à la production et à la maintenance des drones de guerre des mines (AUV et USV). De plus, à travers sa filiale Naval Group Belgium, le groupe naval français a établi deux laboratoires de recherche dans les domaines de la lutte contre les mines (MCM Lab²⁰⁴) et de la cybersécurité (Cyber Lab). En septembre 2023, la France signait un MoU avec la Belgique et les Pays-Bas afin d'utiliser le *design* des bâtiments pour ses propres besoins mais avec des différences notables s'agissant des systèmes de drones, armement et capteurs.

Si la France est présente militairement, au titre de l'OTAN, en Roumanie (mission Aigle, en tant que nation cadre) et en Estonie (mission LYNX, contribution au dispositif de présence avancée renforcée, avec le Royaume-Uni pour nation cadre), cela ne s'est pas traduit par le développement de coopérations capacitaires et industrielles substantielles. En revanche, des propositions sont initiées en multilatéral sur des segments spécifiques²⁰⁵ mis en valeur par le conflit en Ukraine, comme celui de la frappe à longue portée, autour de l'initiative ELSA (*European Long Range Strike Approach*). Cette dernière a vu la signature, mi-juillet 2024, en marge du sommet de l'OTAN, d'une Lol par la France, l'Allemagne, la Pologne et l'Italie, concernant le développement d'un système de missiles sol-sol (de 1 000 à 2 000 km de portée), rejointes depuis par le Royaume-Uni et la Suède en octobre 2024. Alors que les États-Unis vont déployer courant 2026 sur le territoire allemand des systèmes de missiles SM-6 et Tomahawk, sauf remise en cause par l'administration Trump, le projet ELSA pourrait valoriser le projet de MBDA de variante terrestre du missile de croisière naval MdCN ainsi que d'autres briques technologiques d'industriels européens.

Côté britannique, l'accord *Trinity House* et cette participation au projet ELSA illustrent l'ambition du nouveau gouvernement travailliste de resserrer les liens avec les principaux États européens, en bilatéral, dans le cadre OTAN et désormais, potentiellement, UE (souhait de négocier un accord de défense). Au-delà de donner la priorité aux deux axes de coopération transatlantique et Indopacifique (portés par le partenariat AUKUS), en particulier depuis le Brexit, le Royaume-Uni a infléchi sa stratégie de coopération et d'exportation à destination de l'Europe depuis la guerre en Ukraine. Si les documents de stratégie de 2021 et 2023 rappellent que la France demeure un partenaire de premier plan (avec des coopérations dans les domaines systèmes de missiles, nucléaire, guerre des mines navales), c'est avec l'Allemagne et l'Italie que les coopérations armement se sont le plus développées, dans les domaines aéronautique, terrestre et défense aérienne pour le premier

²⁰³ De 1 000 à 5 000 d'ici 2025. Avec le soutien de la Région Wallonne et du programme ASAP de la Commission européenne.

²⁰⁴ Le MCM Lab voit la collaboration de Naval Group, Naval Group Belgium, Exail/ECA Robotics, Exail/ECA Robotics Belgium, ABC (Anglo Belgian Corporation), BATS (Belgian Advanced Technology Systems), DotOcean, Space

Applications Services, Université de Ghent, Université Libre de Bruxelles et le Flanders Marine Institute (VLIZ).

²⁰⁵ « Capacités de frappe à longue portée : la France s'associe à trois partenaires de l'Alliance », Communiqué de presse, Ministère des Armées, 12 juillet 2024.

(modernisation Typhoon, véhicules blindés et systèmes d'artillerie, participation britannique à l'ESSI), avions de combat pour le second (partenaire du programme d'avion de combat GCAP, associant également le Japon).

Par ailleurs, le Royaume-Uni se distingue par son activisme en matière de coopération défense vis-à-vis des États baltes²⁰⁶ et de la Roumanie²⁰⁷, et plus généralement des pays de l'Est et du Nord par le biais du *Northern Group*²⁰⁸ et de la *Joint Expeditionary Force (JEF)*²⁰⁹. La relation avec la Suède est considérée comme stratégique. Depuis de nombreuses années, les deux pays organisent des activités communes dans le domaine naval. Le *Programme of Defence Cooperation* de 2016, l'*UK-Sweden Mutual Solidarity Agreement* de mai 2022, et l'accord de partenariat stratégique signé en octobre 2023²¹⁰ reflètent leur volonté de fortifier leur coopération. Le dernier accord prévoit des travaux communs de R&D dans les domaines spatial, technologies sous-marines, cyber et sécurité²¹¹. Sur les marchés export, il est également envisagé d'assurer de manière conjointe la promotion du Gripen E et de son armement ainsi que des missiles de MBDA²¹². Les industriels des deux pays se connaissent bien. En effet, le groupe britannique BAE Systems est un acteur incontournable de la BITD suédoise depuis sa reprise de Bofors (spécialisé dans les systèmes d'artillerie terrestre/navale, les munitions de moyen calibre et obus) et d'Hägglunds²¹³ (producteur du VCI chenillé CV90 et du véhicule à Haute Mobilité BvS10 et futur CATV), tout comme le britannique GKN suite au rachat du suédois Volvo Aero²¹⁴. Le groupe Saab AB²¹⁵ est très bien implanté sur le marché britannique²¹⁶. L'adhésion de la Suède à l'OTAN devrait accentuer cette dynamique de coopération intergouvernementale et interentreprises avec le Royaume-Uni, qui a dans le même temps signé de nouveaux accords bilatéraux avec la Finlande (*UK-Finland Framework Arrangement on Enhanced Defence Co-operation*, juin 2022) et la Norvège (*Statement of Intent* portant sur la coopération dans les domaines de la protection des infrastructures énergétiques sous-marines et de la lutte anti-sous-marin, mai 2023).

A l'Est, la Pologne fait également l'objet de toutes les attentions de la part du Royaume-Uni. La coopération opérationnelle, via l'OTAN, s'est renforcée depuis 2022 avec la présence d'une centaine de personnels militaires et le déploiement de systèmes de défense aérienne de moyenne portée Sky Sabre. Sur le segment navires de surface, la Pologne a sélectionné l'offre de Babcock pour son programme de frégates Miecznik en mars 2022. Ce dernier intervient comme *designer* de la plateforme quand le consortium mené par PGZ est responsable de la production des frégates via un accord de licence²¹⁷. Partenaire de

²⁰⁶ La déclaration conjointe du *Defence Secretary* et du ministre estonien de la Défense, en juillet 2023, est synonyme d'approfondissement de la coopération bilatérale mais également régionale, laquelle passe actuellement par le déploiement de troupes britanniques dans le cadre de l'*enhanced Forward Presence* (eFP) de l'OTAN (nation cadre depuis 2017 ; 900 personnels déployés par rotation de six mois) et par l'organisation d'exercices et d'entraînements conjoints. En revanche, pas ou peu de collaborations dans le domaine des équipements de défense.

²⁰⁷ Signature d'un *Joint Statement on the Romanian-British Strategic Partnership* en mars 2023, détachement de forces aériennes britanniques dans le cadre des missions de police de l'air sous commandement OTAN depuis 2017, cession de deux chasseurs de mines en octobre 2023.

²⁰⁸ Établi en 2010. Il rassemble 12 États du Nord et de l'Est de l'Europe (Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Pologne, Danemark, Finlande, Norvège, Suède, Estonie, Lettonie, Lituanie).

²⁰⁹ Établie en 2014 à destination des États d'Europe du Nord et des Baltes (Pays-Bas, Danemark, Norvège, Suède, Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie).

²¹⁰ *Strategic Partnership between the United Kingdom and Sweden*, 13 octobre 2023.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² « UK-Sweden Gripen E fighter collaboration to focus on Meteor », *Shepard Media*, 3 novembre 2023.

²¹³ Dans le cadre de la reprise en 2005 de son concurrent britannique Alvis Plc et de l'américain United Defense Industries (UDI), deux entreprises ayant auparavant procédé à l'acquisition d'acteurs suédois : Land Systems Hägglunds par Alvis Plc en 1996, Bofors Weapons Systems (producteur de l'obusier automoteur à roues de 155mm Archer, de systèmes d'artillerie navale et munitions de moyen calibre et obus) par UDI en 1999 (cédé par Saab, qui conservera toutefois la branche de Bofors spécialisée dans les systèmes de missiles). En 2007, BAE Systems renforcera ses activités simulation et formation avec la reprise de la PME Pitch Technologies AB, qui opérera aux côtés de BAE Systems C-ITS AB (simulateur ATC), ex-filiale d'UDI.

²¹⁴ Aérostructures et composants moteurs ; plus de 2 000 salariés sur son site suédois de Trollhättan.

²¹⁵ Dans le cadre de l'introduction en bourse du groupe SAAB en 1998, entrée au capital de BAE Systems à hauteur de 35 % (contexte de leur coopération depuis 1995 via une JV destinée à la commercialisation export du Gripen), mais une part réduite à 20,5 % en 2006, puis 10 % en 2010, suivi d'un désengagement total.

²¹⁶ Huit établissements employant plus de 500 salariés (systèmes autonomes navals autour de l'offre de Saab SeaEye Ltd, simulation et entraînement, radars, centre de R&D Saab UK Innovation Network à l'Imperial College/II-Hub, etc.).

²¹⁷ Construction locale des bâtiments par PGZ Stocznia Wojenna et Remontowa Shipbuilding.

Babcock sur le marché naval coréen et à l'export, HD Hyundai Heavy Industries (HHI) prolonge cette collaboration en Pologne dans la perspective du programme de sous-marins ORKA, adjoignant à son offre le système de manipulation et de lancement d'armes WHLS du britannique. De plus, en novembre 2023, MBDA UK obtenait un contrat majeur et historique de 4 Mds£ pour la fourniture de 1 000 missiles CAMM-ER et 100 systèmes de lancement dans le cadre du programme de défense aérienne NAREW, avec là aussi la négociation de transferts de technologies (entre MBDA UK et PGZ) et la signature d'un *Air Defence Complex Weapon Agreement*²¹⁸. Ces transactions font suite à un précédent accord conclu en 2021 entre Londres et Varsovie pour coopérer sur la future défense aérienne du pays.

Depuis sa nomination au poste de Premier ministre après la victoire de sa coalition centriste aux élections législatives en décembre 2023, le pro-européen Donald Tusk (ancien président du Conseil européen) est soucieux de consolider la relation de défense avec le Royaume-Uni mais également avec l'Allemagne ainsi que les États baltes et les pays nordiques. Une rencontre bilatérale organisée en juillet 2024 donnera l'occasion au Premier ministre polonais de tenir des propos forts sur l'Allemagne, qui doit selon lui « *jouer un rôle de leader en matière de sécurité européenne et polonaise* »²¹⁹. Le plan d'action met l'accent sur l'interopérabilité et la standardisation des capacités militaires avec l'idée de faire de la Pologne et de l'Allemagne les moteurs du renforcement du « pilier européen de l'OTAN ». Donald Tusk s'est montré prêt à rallier l'initiative ESSI (en dépit de l'opposition du président polonais Duda) et ouvert aux coopérations dans le secteur naval (sous-marins, guerre des mines)²²⁰. Son ministre de la Défense a par ailleurs souligné, lors d'une rencontre du Triangle de Weimar, le souhait de son pays d'entrer dans les programmes MGCS et SCAF²²¹. Plus généralement, la Pologne entend intensifier la coopération avec les États qui partagent « *its vision of geopolitics and the situation in Ukraine. [...] No one seeks to escalate the conflict, but no one wants to see Ukraine weakened or capitulate. That would pose a fundamental threat to Poland and its interests* »²²², en particulier le Royaume-Uni, les pays nordiques (signature d'un accord de partenariat stratégique de défense avec la Suède le 29 novembre 2024) et les États baltes²²³. Le Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a mis en exergue le rôle clé de la Pologne « *en tant que pourvoyeur de sécurité sur le flanc oriental de l'Alliance* »²²⁴, louant ses efforts budgétaires en matière de défense et son soutien à l'Ukraine. Le pays a clairement gagné en crédibilité. Cet élan polonais se ressent à Bruxelles, le pays succédant en janvier 2025 à la Hongrie à la présidence du Conseil de l'UE avec un programme incisif intitulé « *Security, Europe!* » : « *For Europe, this is the time of trial and decision. The European Union must protect itself and its citizens and take care of its immediate neighbourhood. [...] We need concerted and ambitious action on European defence, complementing the efforts of NATO. There is a need to boost defence readiness based on increased military spending, a stronger defence industry and addressing defence capability gaps* »²²⁵.

Cette dynamique de partenariats en bilatéral et multilatéral dans le domaine de la défense resurgit sur le plan des capacités et des équipements, avec plus de convergence des be-

²¹⁸ « MBDA and PGZ sign £4bn air defence contract, largest UK-Poland deal ever », *Army Technology*, 7 novembre 2023.

²¹⁹ « L'Allemagne devrait renforcer son rôle dans la défense européenne, selon le Premier ministre polonais Donald Tusk », *Euractiv*, 3 juillet 2024.

²²⁰ « Germany, Poland vow to enhance defence cooperation », *AA*, 2 juillet 2024.

²²¹ « Polish defence minister hints at joining Franco-German fighter jet, tank projects », *Euractiv*, 24 juin 2024.

²²² « Poland gears up for EU leader role after Trump win, instability in Europe », *Euractiv*, 11 novembre 2024.

²²³ « Poland seeks British help to protect Ukraine after Trump win », *The Times*, 11 novembre 2024. En outre, la Pologne et les États baltes ont décidé de s'associer dans le cadre d'un projet de ligne de défense terrestre baptisé « *East Shield* », destiné à renforcer la sécurité de la frontière européenne (avec des infrastructures de défense déployées le long des 700 km de frontière de l'UE avec la Russie et la Biélorussie).

²²⁴ « En visite à Varsovie, le Secrétaire général de l'OTAN loue la Pologne pour ses dépenses de défense et le soutien qu'elle fournit à l'Ukraine », *Communiqué OTAN*, 14 novembre 2024.

²²⁵ *Programme of the Polish presidency of the Council of the European Union*, January 1 - June 30, 2025, pp. 3-4.

soins capacitaires et une hausse des acquisitions conjointes. Pour les principaux États producteurs et exportateurs européens, cela suppose d'être en mesure, plus qu'auparavant, de proposer un « paquet global » intégrant partenariat stratégique, coopération militaire (voire présence militaire) et capacitaire, offres d'équipements accompagnées de coopérations industrielles et technologiques (dont *offsets* négociés), et accompagnement financier (crédits et/ou aides). Si la concurrence en provenance d'entreprises originaires d'États tiers (États-Unis, Israël, Corée du Sud, Brésil, Turquie) s'est renforcée sur le marché européen de la défense, cette dynamique de coopération défense/armement entre États européens ouvre de nouvelles perspectives sur le plan des équipements à moyen et long terme, terreau d'un renforcement de l'industrie européenne de défense.

3. Europe de l'armement : passer de la parole aux actes

3.1 Montée en puissance des filières munitionnaires et missilières

Aide à l'Ukraine, reconstitution des stocks, réponse aux besoins nationaux... : cette croissance de la demande intervient dans un contexte sécuritaire particulier marqué par l'urgence opérationnelle. Dès lors, montée en cadence de production et réduction des délais de livraison deviennent un *leitmotiv* des autorités nationales en Europe. La rapidité devient un facteur clé. Cette mise sous pression survient au sortir de la crise sanitaire et en pleine reprise du marché aéronautique civil. Elle nécessite une adaptation à marche forcée des industriels et de leur *supply chain* dans une période de tensions sur le marché mondial des matières premières, de renchérissement du coût de l'énergie, et de difficultés à recruter, soit une convergence de facteurs qui affectent les trésoreries et la capacité de production des fournisseurs.

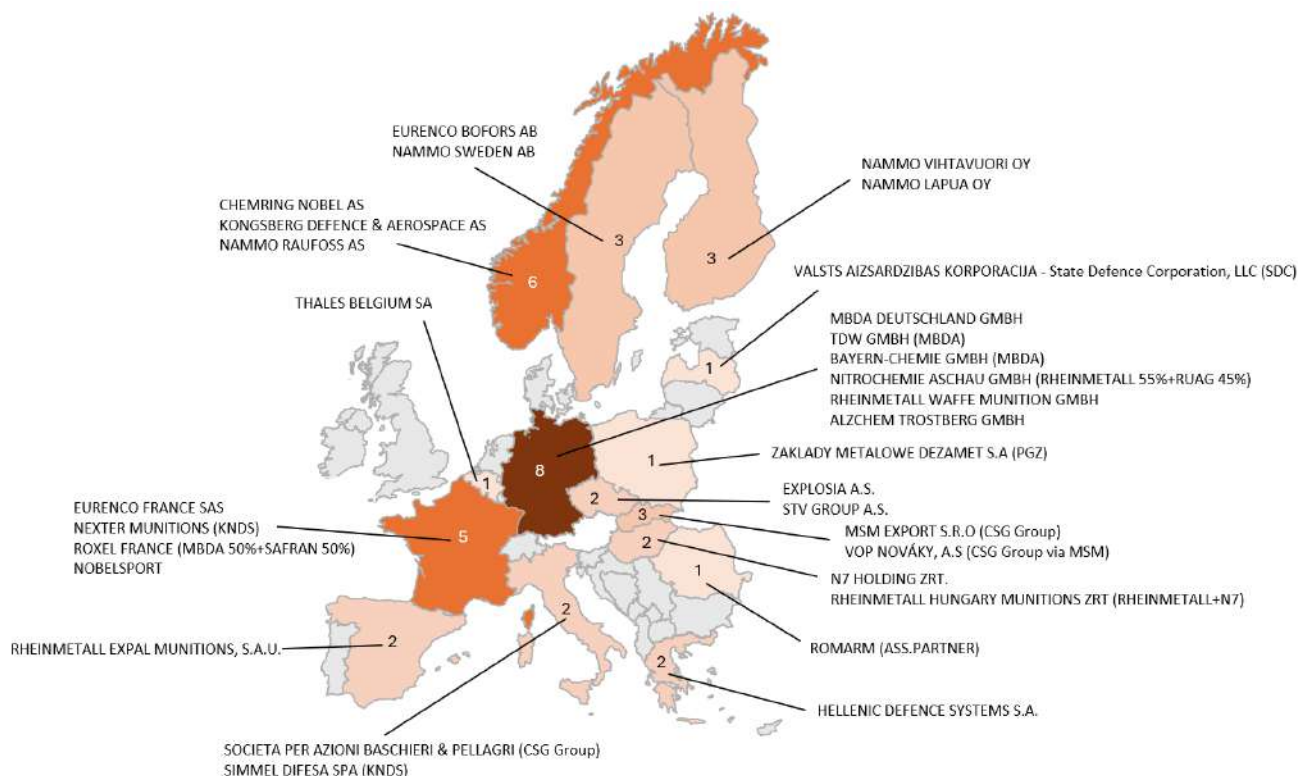
Portées par la demande européenne, les industries missilières et munitionnaires (moyen et gros calibre ; munitions, poudres et explosifs) ainsi que les producteurs de systèmes d'artillerie investissent et se réorganisent dans l'objectif affiché de doubler leurs capacités de production d'ici 2025-2026, à travers les actions suivantes :

- adaptation de l'outil industriel (nouvelle ligne d'assemblage, modernisation des infrastructures et des machines-outils).
- nouvelles modalités de fonctionnement (dans certains cas, réorganisation des plages horaires en 3x8 et 24/7).
- campagnes de recrutement.
- révision de la politique d'achat en vue de sécuriser les approvisionnements (fin du principe du juste à temps pour privilégier la constitution de stocks de pièces, composants électroniques et matières premières ; signature d'accords de partenariat stratégique avec les fournisseurs critiques ; soutien des fournisseurs en difficultés ; validation de nouveaux fournisseurs).
- opérations de croissance externe.
- relocalisation de sites de production.

Cette adaptation est soutenue par des investissements sur fonds propres, des fonds publics et/ou des subventions européennes *via* l'instrument ASAP (*Regulation on supporting Ammunition Production*) mis en place par la Commission européenne sur la période 2023-

2025. Doté de 513 M€ (fonds communautaires), ASAP a vu 31 projets sélectionnés²²⁶ en mars 2024 (financement jusqu'à 45 %), tous destinés à soutenir la production et les compétences sur les segments explosifs (124 M€), poudres (248 M€), obus (90 M€), missiles (50 M€) et certification des essais (2 M€).

ASAP : nombre de participations par pays et entités bénéficiaires pour les 31 projets sélectionnés



Source : Hélène Masson, « ASAP – Results and beneficiaries following the first calls for proposals », *Revue Défense & Industries*, FRS, n° 19, septembre 2024

Parmi les exemples les plus emblématiques, citons l'allemand Rheinmetall. Afin de gagner en capacités de production de munitions d'artillerie et d'explosifs, le groupe a investi dans ses établissements de Waffe Munitions d'Unterlöss et Nitrochemie en Allemagne, ainsi que dans ses filiales en Italie, en Australie (Rheinmetall Nioa) et en Afrique du Sud (Rheinmetall Denel Munitions ZAF), tout en construisant de nouveaux sites de production de munitions en Hongrie (en partenariat avec la holding publique N7²²⁷), et en Roumanie (grâce à une aide ASAP de 47 M€). Le groupe allemand a rapatrié en Allemagne la production de munitions de 35mm (dédiées au Gepard) réalisée jusqu'ici en Suisse, conséquence du refus des autorités de les exporter vers l'Ukraine. Afin de renforcer ses capacités de production en Europe, Rheinmetall a également racheté la PME espagnole Expal en novembre 2022 (renommé Rheinmetall Expal Munitions – REM)²²⁸, spécialisée dans les munitions d'artillerie, les obus de mortier et de moyen calibre et les systèmes de propulsion pour roquettes²²⁹.

Au Nord de l'Europe, le munitionnaire Nammo, codétenu par l'État norvégien et le finlandais Patria, a précisé qu'il allait doubler sa production en obus d'artillerie de 155mm et obus

²²⁶ ASAP Results Factsheet, European Commission, 15 mars 2024.

²²⁷ Munitions de 30mm, 120mm et 155mm et usine de production d'explosifs.

²²⁸ « Rheinmetall takes over Spain's Expal Systems », Communiqué de presse, Rheinmetall, 14 novembre 2022.

²²⁹ En 2021, cette entreprise comptait 124 salariés (localisés à Trubia, Burgos, Navalmaral, El Gordo, Albacete et Murcia), avec deux petites filiales en Europe, en Bulgarie et en Italie) pour un chiffre d'affaires de 151 M€.

de mortier de 81mm et 120mm d'ici quatre ans en investissant dans ses établissements norvégiens, américains, suédois et finlandais (Nammo Lapua Oy et Nammo Vihtavuori Oy, soutenu en cela par le gouvernement finlandais²³⁰). Le missilier Kongsberg concentre quant à lui son effort sur la production du missile antinavire NSM²³¹. Le groupe suédois Saab AB prévoit pour sa part un doublement de sa production d'ici 2025 pour ses systèmes antichars Carl Gustaf, AT4 et NLAW (impliquant Thales Belfast) et leurs munitions. En Belgique, comme nous avons pu le voir précédemment, Thales Belgium a inauguré une nouvelle chaîne d'assemblage afin de quintupler la production de systèmes de roquettes de 70mm d'ici 2025 quand FN Herstal montait en puissance sur les munitions de petits calibres. Sur ce même segment, au Royaume-Uni, la mobilisation est aussi de mise du côté de BAE Systems et du fournisseur d'explosifs Chemring (sites britanniques et filiale nové-gienne, Chemring Nobel, avec l'aide du gouvernement norvégien). En France, KNDS apparaît en première ligne, doublant sa cadence de production du canon CAESAR (passé de six à 12 par mois ; impliquant Arquus pour les châssis) et ambitionnant de passer de 50 000 à 400 000 charges modulaires produites annuellement d'ici trois ans (sites français, italien et belge de son pôle munitionnaire). Même dessein pour les sites français, suédois et belge du spécialiste français des matériaux énergétiques Eurengo (production de poudres explosives x 10, de charges modulaires x 2 d'ici 2026, de chargement de munitions et d'explosifs x 2 d'ici 2025²³²). Quant au missilier MBDA, les efforts sont portés par ses branches française, britannique, italienne et allemande²³³, via notamment une réduction des cycles de production : missiles Aster (augmentation de 50 % des cadences d'ici 2026), Mistral 3 (x 2 d'ici 2025), Akeron MP (x 2,5 d'ici 2025)²³⁴, CAMM-ER (x 3 d'ici 2026) et Enforcer (produit en série depuis 2023)²³⁵.

Les entreprises d'Europe de l'Est se mobilisent tout en cherchant à atteindre une certaine taille critique et à s'implanter à l'international. En République tchèque, Colt CZ Group a ainsi racheté Sellier & Bellot, fin décembre 2023²³⁶. Le groupe CSG²³⁷ a repris quant à lui les entreprises italiennes Fiocchi Munizioni (70 %) en novembre 2022 et Armi Perazzi (80 %) en décembre 2023. Deux ans plus tôt, la branche munitionnaire slovaque de CSG, MSM Group (moyen et gros calibre²³⁸) s'implantait en Espagne suite à l'acquisition, en juin 2020, de Fábrica de Municiones de Granada²³⁹ (FMG ; cédé par GD-ELS ; calibres de 60 à 155mm) et limitait sa dépendance en reprenant, en octobre 2024²⁴⁰, un établissement allemand de production de nitrocellulose (cédé par l'américain IFF).

Parmi les « petits » acteurs industriels européens, dont certains ont d'ailleurs bénéficié de financements européens via l'instrument ASAP²⁴¹, on retrouve les fournisseurs de poudres tchèque Explosia²⁴² et français NobelSport, les producteurs de munitions tchèque STV (petit calibre) et polonais Dezamet (filiale de PGZ, munitions moyens et gros calibres).

²³⁰ Investissement de 120 M€ (État, entreprises, soutien ASAP) d'ici 2027 pour doubler la production de munitions d'artillerie de 81mm, 120mm et 155mm.

²³¹ « Kongsberg investing in increased missile production capacity », Communiqué de presse, Kongsberg, 15 mars 2024.

²³² 500 M€ vers les sites de Sorgues (Vaucluse), Bergerac (Dordogne), Karlskoga (Suède) et Clermont (Belgique).

²³³ Une nouvelle entité relative au missile Patriot est par ailleurs en construction côté allemand au profit de COMLOG, coentreprise formée avec le concurrent américain Raytheon.

²³⁴ Stéphane Reb « Missiles : faire plus et plus vite ! Des engagements en liaison avec le ministère des armées », *Revue de la CAIA*, 18 juin 2024.

²³⁵ « La production du missile Enforcer de MBDA retenue pour financement par la Commission européenne », Communiqué, MBDA, 21 mars 2024.

²³⁶ Après avoir racheté l'entreprise américaine Colt en mai 2021.

²³⁷ Aux États-Unis, Vista Outdoor en octobre 2023 et The Kinetic Group en juillet 2024.

²³⁸ Sites de Snina, Dubnica nad Váhom, Nováky.

²³⁹ L'usine est spécialisée dans la production de munitions pour armes de gros calibre de 105mm et 155mm, de poudres à canon pour armes de moyen calibre, de missiles et de composants de missiles. À l'heure actuelle, toute la production est destinée à l'exportation.

²⁴⁰ « CSG Acquires Nitrocellulose Production in Germany from IFF », Communiqué de presse, CSG Group, 24 octobre 2023.

²⁴¹ Voir Hélène Masson, « ASAP – Results and beneficiaries following the first calls for proposals », *Revue Défense & Industries*, FRS, n° 19, septembre 2024.

²⁴² Dont accord stratégique avec Synthesia, fabricant de nitrocellulose en juillet 2024.

Tirant les leçons de la guerre en Ukraine, plusieurs États cherchent désormais à développer des compétences nationales dans le domaine des munitions afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de fournisseurs étrangers. Tel est le cas du Danemark²⁴³, qui a lancé un appel à propositions en août 2024 ouvert aux industriels danois et scandinaves²⁴⁴. Plus à l'Est, la Lituanie avance sur la même voie, avec un MoU établi avec Rheinmetall²⁴⁵ en juin 2024 afin de construire sur son territoire une usine de production de munitions de 155mm. Quelques mois plus tard, en septembre 2024, un second MoU était signé avec l'américain Northrop Grumman relatif à l'installation d'une usine de production de munitions de calibre 30mm, potentiellement sur le site de l'entreprise publique Giraitė Armaments Factory (GGG) d'ici 2026 (avec la création d'une JV)²⁴⁶. Un plan d'investissement de 36 M€ était lancé en parallèle par le ministre lituanien des Finances afin de doubler d'ici 2027 la capacité de production de munitions de petit calibre de GGG²⁴⁷. Comme son voisin, l'Estonie est en quête d'un industriel étranger pour monter une usine de production de munitions sur la base militaire d'Amäri, opérationnelle courant 2025, par l'intermédiaire d'un appel à propositions lancé début octobre 2024²⁴⁸. En Italie, le ministère de la Défense (*via* l'Agencia Industrie Difesa-AID) a signé un accord avec Baschieri & Pellagri, filiale de Fiocchi Munizioni (groupe tchèque CSG), en vue de relancer la production de poudres sphériques (destinées aux munitions de petits calibres) sur le site militaire de Fontana Liri (production suspendue en 2017).

Commandes pluriannuelles

Afin de donner plus de visibilité à leurs fournisseurs (tout en leur permettant de mieux anticiper et organiser leurs achats auprès de la *supply chain*, dans un contexte de tensions internationales sur les matériaux et composants), un certain nombre d'États européens, comme l'Allemagne, la Belgique et les États baltes, optent pour la notification de commandes pluriannuelles dans le domaine des munitions. Parmi les bénéficiaires, nous retrouvons Rheinmetall et FN Herstal. Rappelons qu'aux États-Unis, les *Mutiyear Procurement (MYP) contracts* permettent au DoD de notifier un contrat de deux à cinq ans pour un équipement donné. Ce type de contrat est privilégié depuis deux ans pour les domaines missiles²⁴⁹ et munitions.

²⁴³ Projectiles d'artillerie de calibre 155mm et obus de mortier de 120mm (y compris leur remplissage avec des explosifs), cartouches pour armes légères de calibres 5,56mm, 7,62mm, 9mm et 12,7mm.

²⁴⁴ « Short Noticed Call for Ammunition Production Back in Denmark », Horten, 19 février 2024.

²⁴⁵ Présent avec une filiale commerciale, Rheinmetall Defense Lietuva, depuis 2018. Pour ce projet d'usine de munitions, une JV a été créée en décembre 2024, associant Rheinmetall (51 %) et les entités lituaniennes Epso-G Invest (48 %) et GGG (1 %). Le périmètre de la coopération pourrait également s'étendre au domaine des énergies renouvelables et au stockage de l'énergie.

²⁴⁶ « Northrop Grumman and Lithuania to Collaborate on Allied Defense Industrial Cooperation », Communiqué de presse, Northrop Grumman, 23 novembre 2024.

²⁴⁷ « Lithuanian govt to inject €36m into ammo factory expansion », LRT News, 10 octobre 2024.

²⁴⁸ « Invitation to consultations on defence industry park in Estonia », Press release, Estonian Ministry of Defence, 1^{er} octobre 2024.

²⁴⁹ Programmes éligibles dans le cadre du budget Défense FY2023 : *Naval Strike Missile, Guided Multiple Launch Rocket System, PATRIOT Advanced Capability-3, Long-Range Anti-Ship Missile, Joint Air-to-Surface Standoff Missile*. Éligibles en FY2024 : *Tomahawk Cruise Missiles, Precision Strike Missiles, Mark 48 Torpedoes, Evolved Sea Sparrow Missiles, Rolling Air Frame Missiles, Small Diameter Bombs*.

3.2 Nouvelles armes et technologies : États et entreprises au défi

En parallèle de la montée en puissance des filières missilières et munitionnaires, des domaines capacitaires connaissent une effervescence technologique nouvelle suite aux premières leçons tirées de la guerre en Ukraine. Si l'intérêt de certaines de ces capacités avait déjà été mis en exergue sur des théâtres plus lointains (Syrie, Libye, Haut-Karabagh), la proximité géographique de ce conflit et son envergure ont eu un effet catalytique. Les drones (aériens et navals, dans une moindre mesure terrestre) et les munitions téléopérées ainsi que la lutte antidrones en représentent de bonnes illustrations.

Dans le domaine des systèmes autonomes, l'heure est au rattrapage en mode accéléré. En effet, alors que l'industrie européenne comptait toutes les compétences et briques technologiques nécessaires à l'émergence de véritables filières, l'immaturité de la demande (dans la défense mais également dans le secteur civil, avec de faibles volumes de commandes) et une quasi-absence de politiques industrielles au cours des décennies 2000 et 2010 ont fragilisé cet édifice en construction.

Sur le segment des drones aériens, les errements passés ont *de facto* laissé le champ libre aux concurrents non européens, avec des achats réalisés majoritairement sur étagère (avec indigénisation / adaptation des systèmes, le cas échéant) auprès des américains General Atomics (drones MALE MQ-9 Reaper/Predator B et son successeur MQ-9B), Boeing (Scaneagle), AeroVironment (mini-drones Puma et Raven), Teledyne Flir (micro-drone Black Hornet), et des israéliens Elbit Systems (gammes de drones tactiques Skylark I, I LE, II ; MALE Hermes 90, 450, 900), IAI (drones tactiques Searcher et Searcher MK II, gamme de drone MALE Heron), Aeronautics Defense Systems (Orbiter 2 et 3), et plus récemment auprès des entreprises turques Baykar (drone tactique Bayraktar) et TAI (drone MALE Anka). Sur le haut du segment (drone MALE), le parcours chaotique du programme Eurodrone est symptomatique de ces errements européens²⁵⁰.

²⁵⁰ Proposition industrielle Airbus/Dassault/Leonardo datant de 2013, contrat de développement et de production signé en 2022 d'un montant de 7 Md€ pour 20 systèmes, pour de premières livraisons en 2028.

Industriels européens présents sur le segment des drones aériens : rappel historique

Les principaux avionneurs et systémiers/équipementiers européens présents historiquement dans le domaine des drones tactiques sont les suivants :

- Safran (drone MALE léger développé sur fonds propres Sperwer et sa version modernisée MkII, puis drone de la classe 1 tonne Patroller²⁵¹).
- Airbus (segment MALE/HALE, drones tactiques à voilure fixe et tournante).
- Thales²⁵² (micro-drone Spy Arrow, VTOL Drogen en partenariat avec la PME Infotron, mini-drone Fulmar avec la PME espagnole Aerovisión, drone MALE Hermes 450/Watchkeeper en partenariat avec l'israélien Elbit Systems²⁵³).
- Rheinmetall (mini-drones pour la détection de cibles KZO, drones de reconnaissance longue portée SAATEG via un *leasing* de drones Heron de l'israélien IAI)²⁵⁴.
- BAE Systems (démonstrateurs technologiques MALE ISTAR Mantis et UCAV Taranis, programmes autofinancés de drones tactiques).
- Leonardo (drones MALE/UCAV Sky-Y et Sky-X, drones tactiques à voilure fixe Falco et Falco EVO, mini-drone VTOL ASIO et micro-drone à voilure fixe Crex-B suite au rachat de la société italienne UTRI²⁵⁵ en 2012).
- Indra (drones tactiques VTOL Pelicano et mini-drone Mantis).
- Saab AB (drones VTOL Skeldar V-100 et V-200 via sa filiale UMS Skeldar).

Au cours des décennies 2000 et 2010, quelques PME avaient réussi à se détacher sur le segment mini-drones avec, par exemple, les français Survey Coper²⁵⁶ (drones VTOL 10->30 kg, mini-drones à voilure fixe ~10 kg), l'un des premiers dronistes sélectionnés dans le cadre d'un contrat militaire en 2003 (drone de reconnaissance au contact DRAC pour équiper l'armée de Terre), et Infotron (drones VTOL segment 15-25kg), ou encore l'allemand EMT (drones à voilure fixe Aladin, Luna et Luna NG, opérés par la Bundeswehr et quelques clients export). En difficultés, Survey Copter a été racheté par Airbus en 2011 avec l'objectif de constituer un pôle dédié sur le segment mini-drones (gamme de drones étendue du petit tactique 5-25 kg au drone de 150 kg, voire à plus long terme une tonne). Infotron sera repris par ECA en 2014, et EMT par Rheinmetall en 2021. Parmi les PME rescapées de cette période figure l'autrichienne Schiebel, productrice du drone VTOL Camcopter S-100, pour des applications terrestres mais surtout maritimes (acheté par de nombreuses Marines à travers le monde, dont la France).

Aujourd'hui, la demande commence enfin à se structurer et à prendre corps dans des commandes, notamment de drones tactiques aériens à voilure fixe ou tournante (micro, mini, taille médiane d'une MTOW < 150 kg), offrant de nouvelles perspectives aux acteurs industriels européens historiques (grands groupes comme PME) et à de nouveaux acteurs. Les retex ukrainiens influencent les besoins exprimés par les forces armées vers plus de rusticité, de « masse » et d'intégration au juste niveau de briques technologiques (liaison

²⁵¹ Premier de série livré en mai 2024 à l'armée de Terre française.

²⁵² Thales n'a pas à l'origine cherché à développer et à produire en interne un système de drones tactiques complet. Son entrée sur le marché des drones tactiques passe par ses compétences sur les briques technologiques du système, hors véhicule aérien, avec un double positionnement de maître d'œuvre de systèmes (capacités d'architecte/intégrateur) et de fournisseur d'équipements/composants à forte valeur ajoutée, notamment liaisons de données, équipements radar SAR/GMTI, optiques EO/IR et électromagnétiques, et systèmes automatiques d'aide au décollage et à l'atterrissage (ATOL). Ce sont ses métiers liés aux senseurs, caméras, capteurs, algorithmes et calculateurs qui sont ici mobilisés, marquant un positionnement haut de gamme sur les charges utiles et composants insérés sur tous les types de drones.

²⁵³ Au Royaume-Uni, profitant de sa forte présence sur le marché britannique via sa filiale Thales UK, le groupe a remporté en juillet 2005 le plus important contrat de drones tactiques en Europe, le contrat Watchkeeper (54 exemplaires, montant 840 M£). L'offre est basée sur une plateforme dérivée du drone Hermes 450 de l'israélien Elbit Systems, rebaptisé WK-450. Les deux industriels ont établi pour ce faire une JV à Leicester (Elbit 51 %, Thales UK 49 %) : UAV Tactical SYSTEMS Ltd (U-TacS, 100 employés).

²⁵⁴ Activités drones tactiques portées par Rheinmetall Technical Publications.

²⁵⁵ Unmanned Technologies Research Institute.

²⁵⁶ Dont filiale suisse weControl, en charge des autopilotes.

robuste permettant une navigation sans GPS, sécurité des données, capacité de charge utiles, etc.). Du côté de l'offre, les partenariats industriels, technologiques et commerciaux se multiplient ainsi que les rachats de PME par les maîtres d'œuvre industriels et intégrateurs. Le tableau ci-dessous en donne quelques exemples.

Exemples de rachats et partenariats	
Airbus (FR/DE/ES)	Rachat de la PME française Survey Copter en 2011. La nouvelle filiale droniste du groupe Airbus a remporté en 2020 le programme SMDM de la Marine nationale ²⁵⁷ avec son mini-drone à voilure fixe Aliaca. Deux ans plus tard, en mars 2023, Survey Copter présentait un nouveau concept de drone tactique léger modulaire, le CAPA-X ²⁵⁸ , visant une production en série à partir de 2025 ²⁵⁹ . Le groupe est également présent sur le segment des drones tactiques à voilure tournante avec son VSR 700 dérivé de l'hélicoptère biplaces Cabri G2 de Guimbal (mission ISR, voire ASM).
Thales (FR)	Après avoir remporté en 2016 le marché SDMR pour l'armée de Terre (successeur du DRAC), en partenariat avec les PME Aviation Design et Merio, Thales a développé sa gamme Spy Ranger. Le groupe continue de s'appuyer sur des <i>start-ups</i> et des PME pour construire une offre dédiée aux applications terrestres et navales : partenariat stratégique (<i>via</i> Thales UK) avec l'autrichien Schiebel pour répondre aux besoins de la Royal Navy (programme Peregrine) et promouvoir le Camcopter à l'international, rachat de la PME Aeromapper en avril 2024 (drones à voilure fixe AVEM et Noctua ; fondée en 2012), partenariats avec une quinzaine de dronistes et équipementiers sur le segment des drones de contact (Aerix Systems, Aviation Design, Cloudskyes, Elistair, EOS Technologie, Hexadrone, Hionos, Lynred, Merio, Milton, Novadem, Squadron System, Parrot, CKS, Scalian).
Safran (FR)	Partenariat avec l'américain Edge Autonomy afin de proposer la configuration Lanner en vue du programme français système de drone tactique léger-SDTL (drone Penguin et expertise système de Safran en optronique, PNT, navigabilité et systèmes de mission) ²⁶⁰ .
Rheinmetall (DE)	Rachat en 2021 du droniste allemand EMT (drones à voilure fixe Aladin, Luna et Luna NG), et partenariat établi en août 2023 avec l'américain AeroVironment dans le cadre d'un projet OTAN (<i>small UAS intended for special operations and infantry applications</i> ; PumaTM 3 AE).
SAAB (SE)	Reprise, en août 2023, du britannique Bluebear (essaims de drones dotés d'IA).
BAE Systems (UK)	Rachat de la PME britannique Malloy Aeronautics, en février 2024, partenaire de BAE Systems sur un programme de développement d'un drone aérien lourd entièrement électrique T-650 de 300 kg ²⁶¹ .
Patria (FI)	Reprise de la PME finlandaise Nordic Drones en juin 2024 (drone quadcopter).
Lacroix (FR)	Reprise de la PME française Milton en février 2024 (drones aériens pour les forces spéciales ; fondée en 2017). Le français Lacroix Defense, spécialiste des systèmes de leurrage, travaille avec Milton sur des drones aériens pour des applications navales ²⁶² (lancement en mars 2025 du micro-drone Sky Watcher pour des besoins de reconnaissance, surveillance, acquisition de cibles et appui-feu ; développement de stations sol universelles).

²⁵⁷ Systèmes de mini-drones pour la Marine : 18 systèmes + 15 supplémentaires commandés en février 2024.

²⁵⁸ Composants adaptés aux missions dans les environnements terrestres, côtiers, maritimes ; propulsion VTOL ou HTOL.

²⁵⁹ 30 systèmes dans le cadre du programme français SDTL/MAME et export.

²⁶⁰ « Safran et Edge Autonomy présentent Lanner, une nouvelle configuration du système de drone tactique léger Penguin », Communiqué de presse Safran et Edge Autonomy, 19 juin 2024.

²⁶¹ « BAE Systems acquies British technology business Malloy Aeronautics », Communiqué de presse, BAE Systems, 2 février 2024.

²⁶² Pour des missions de surveillance et de renseignement, mais aussi pour de la lutte antimissile et antidrones, ou encore de l'hydrographie côtière et l'entraînement.

La France et le Royaume-Uni ne cachent pas leurs ambitions nationales dans le domaine. La DGA lançait ainsi lors du salon Eurosatory 2024 un « Pacte Drones » aux côtés d'une cinquantaine de dronistes, avec pour objectif d'apporter « *un nouveau cadre de travail col-laboratif entre les acteurs du ministère des Armées et les industriels pour renforcer notre filière souveraine* »²⁶³. Quelques mois plus tôt, le Royaume-Uni publiait une stratégie nationale dédiée, *Defence Drone Strategy* (février 2024)²⁶⁴, prévoyant 4,6 Mds€ d'investissements au cours des dix prochaines années²⁶⁵, le co-pilotage avec la Lettonie d'une coalition capaci-taire drones²⁶⁶, et un package d'aide à l'Ukraine pour fournir 10 000 drones²⁶⁷.

Certaines PME tirent leur épingle du jeu, comme la PME française Delair, qui a vu ses ventes multipliées par trois en 2024 (offre de drones DT26 et UX11) grâce aux commandes françaises destinées à l'Ukraine²⁶⁸. Rentable depuis trois ans, l'objectif de Delair est de ga-gner en taille critique (300 à 500 salariés) et de compléter sa gamme de drones, d'où l'ac-quisition début 2023 de la PME marseillaise Notilo (drones sous-marins) puis, en octobre 2024, de la société Squadrone System (essaims de drones et inspection industrielle), toutes deux en redressement. Nous pouvons aussi citer les PME française EOS Technology (mini-drones de renseignement à voilure fixe Strix 300 et Strix 400, drones tactiques En-durance 900 et 1200), britannique Evolve Dynamics (drones tactiques VTOL Sky Mantis), portugaise Tekever (drones tactiques à voilure fixe AR3, AR4, AR5, ARX et interface Atlas) et allemandes Opto Precision (VTOL ROCHEN VT-4), Germandrones (Songbird 150) et Quantum Systems²⁶⁹ (mini-drones de reconnaissance eVTOL et suite logiciel QBase avec IA intégrée).

Soutenus par les ventes domestiques et l'aide à l'Ukraine, les petits dronistes baltes con-solident leurs offres produits principalement sur le segment mini-drones aériens : les let-tons Belss, Edge Autonomy Riga²⁷⁰ et Atlas Aerospace, les lituaniens Deftools, Granta Autonomy²⁷¹ et Unmanned Defense Systems ou encore l'estonien Threed Systems. En Li-tuanie, les autorités cherchent à créer un « *ecosystem with production, testing and innova-tion in Lithuania* »²⁷². La *Defence Materiel Agency* a ainsi prévu de dépenser 200 M€ dans l'achat de drones de tous types d'ici 2030²⁷³. En novembre 2024, la Lituanie et l'Ukraine ont signé un MoU portant sur la production conjointe de drones (dont composants, munitions, capteurs avancés, etc.).

Nous retrouvons une partie des dronistes européens (Delair, EOS Technologies, No-vadem, Fly-R, Granta Autonomy, Unmanned Defense Systems, WB Group²⁷⁴, Donaus-tahl²⁷⁵, etc.)²⁷⁶ sur le segment des munitions téléopérées ou drones kamikazes avec

²⁶³ « Signature du Pacte drones : un dialogue accru avec les industriels », Communiqué, Ministère des Armées, 20 juin 2024.

²⁶⁴ *Defence Drone Strategy. The UK's Approach to Defence Uncrewed Systems*, Ministry of Defence, février 2024.

²⁶⁵ Quatre types de drones sont concernés : « Naval mine clearance, one-way attack, heavy lift, ISR ».

²⁶⁶ Participants : Lettonie, Royaume-Uni, Australie, République tchèque, Da-nemark, France, Estonie, Italie, Nouvelle-Zélande, Canada, Lituanie, Luxem-bourg, Pays-Bas, Pologne, Ukraine, Allemagne et Suède.

²⁶⁷ *Defence Drone Strategy, op. cit.*, p. 4.

²⁶⁸ Deux commandes en un an (chacune portant sur 150 drones d'observation et de reconnaissance).

²⁶⁹ Son modèle Vector a été acheté par la Roumanie en juin 2024 (18 M€). Outre-Rhin, depuis juillet 2023, Quantum Systems est impliqué dans l'étude KITU 2 (*Künstliche Intelligenz für taktische UAS*), pilotée par Airbus Defence & Space, et avec pour autre partenaire l'éditeur de logiciels Spleenlab. Cette étude a pour objectif d'évaluer le potentiel de l'intelligence artificielle pour « *coordonner des essaims mixtes de drones aux capacités différentes* » dans des scénarios de brouillage électronique. De plus, l'armée allemande a com-mandé à Quantum Systems 14 drones Falke, destinés aux Forces spéciales.

²⁷⁰ Producteur de mini-drones de reconnaissance. Anciennement UAV Fac-tory, racheté par l'américain Edge Autonomy en 2021. En 2019, UAV Factory a reçu le *Baltic Innovation Award*. Deux ans plus tard, en 2021, son drone Pen-guin C Mk 2 VTOL remportait le *Latvian-American Innovation Award*.

²⁷¹ Fondée en 2009 en tant que société de développement de logiciels, Granta s'est ensuite diversifiée dans l'ingénierie mécanique et électronique et a commencé à développer des produits à usage militaire après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014.

²⁷² « Lithuania to develop drone capability by 2027 – State Defence Council », LRT News, 25 mars 2024.

²⁷³ « Lithuanian MoD to buy drones worth €36m », LRT News, 4 juillet 2024.

²⁷⁴ MTO Warmate. Également producteur des drones FT-5 et Gladius, FlyEye.

²⁷⁵ Gamme MAUS sur la base du quadcopter DS-M-V1A1; premier client : Ukraine.

²⁷⁶ Thales a développé sur fonds propres la MTO courte portée Toutatis, en coopération avec Aeromapper. Le droniste Fly-R s'est associé avec MBDA avec la R2-120 RAIJIN (lancée depuis un véhicule, une plateforme navale ou un hélicoptère).

comme partenaires des munitionnaires et missiliers pour la charge à fragmentation et les effets contrôlés (KNDS France, MBDA, etc.). Lancement de programmes de démonstrateurs, comme en France²⁷⁷ et au Royaume-Uni²⁷⁸, et premiers marchés d'acquisition (aides à l'Ukraine et besoins nationaux à combler d'ici 2027-2028) permettent l'émergence d'une offre produits dans des délais relativement courts. Comme pour les drones, les quelques États européens acquéreurs de ce type de munitions se fournissaient auprès d'entreprises israéliennes et américaines (Harop, Harpy et Rotem d'IAI²⁷⁹; SkyStriker d'Elbit Systyems; Switchblade²⁸⁰ d'Aerovironment), aidées pour les premières dans leur conquête export par des entreprises allemandes (MBDA Deutschland partenaire d'IAI et Rheinmetall d'UVision²⁸¹). Cette offre concurrente s'étoffe d'ailleurs rapidement avec la Rogue 1 de Teledyne Flir, l'ALTIUS 600M-V d'Anduril²⁸², ou encore l'Orbiter 2 LM d'Aeronautics.

Aux côtés des drones aériens, l'intérêt des Marines pour les drones de surface (USV) et sous-marins (UUV) s'est affermi, avec là aussi le retex ukrainien comme accélérateur. En septembre 2024, REPMUS 2024 (*Robotic Experimentation and Prototyping augmented by Maritime Unmanned Systems*), organisé par l'OTAN au Portugal, a été le lieu d'un des plus vastes exercices d'expérimentation de systèmes maritimes sans pilote axés sur leur emploi dans des opérations multimilieus, la lutte anti-sous-marine, la guerre des mines et la protection des infrastructures sous-marines critiques (soit 37 drones aériens, 20 USV et 26 UUV). Pour Michael Stewart, président du *NATO Naval Armaments Group*, « [u]nquestionably, [the war in Ukraine] has been a wake-up call for NATO and the associated navies. [...] The ability of relatively small, agile, cost-effective drones to influence naval engagements has accelerated NATO's interest in bolstering its maritime unmanned capabilities »²⁸³.

Le domaine de la guerre des mines (détection et neutralisation) a été le théâtre du lancement en 2016 du programme franco-britannique MMCM (*Maritime Mines Counter-Measures*)²⁸⁴ confié à Thales²⁸⁵ (avec comme partenaire ECA devenu EXAIL pour le drone sous-marin, L3Harris pour les USV, et Saab AB pour les robots téléopérés), et passé en phase de production en 2020²⁸⁶. Comme abordé précédemment, la Belgique et les Pays-Bas ont initié un programme équivalent en 2019, rMCM²⁸⁷, sous la maîtrise d'œuvre de Belgium Naval Robotics (Naval Group, Exail). Par ailleurs, les Pays-Bas entendent développer un système USV destiné aux missions de lutte anti-sous-marine, en complément des nouvelles frégates de lutte anti-sous-marine (accord en juillet 2024 sur la phase de conception, impliquant le consortium Naval Design, piloté par Damen Naval).

Au Nord de l'Europe, le suédois Saab AB et le norvégien Kongsberg sont des acteurs historiques sur le marché des véhicules sous-marins téléopérés (ROV). Le premier bénéficie de son expérience dans les systèmes sous-marins automatisés²⁸⁸ ainsi que les torpilles,

²⁷⁷ En France, deux programmes de démonstrateurs (développés en moins d'un an) ont été initiés en 2022 par l'AID, sélectionnant en mars 2023 quatre consortiums : *Colibri* (portée de 5 km; KNDS France + drone UX-11 de Delair; MBDA + Novadem sur station sol et la cellule aéropropulsive), *Larinae* (portée de 50 km; KNDS France / EOS Technologie vecteur Veloce 330/TRAAK; MBDA + Delair). En février 2024, Sébastien Lecornu a annoncé commander à Delair 2000 MTO pour répondre aux besoins français et ukrainiens.

²⁷⁸ Après l'arrêt du programme Fire Shadow, le Royaume-Uni recherche un système de frappe de précision à moyenne portée (60 km), capable de rester en vol pendant au moins 40 minutes, le tout pour une valeur potentielle de 120 M€. Le MoD prévoit d'acheter un minimum de 200 munitions, les premières livraisons étant prévues d'ici 2027.

²⁷⁹ Achetés par quatre États membres de l'OTAN, dont l'Estonie.

²⁸⁰ Royaume-Uni comme premier client export en 2019, suivi par la France, la Lituanie, la Roumanie, la Suède et la Grèce via une aide FMF.

²⁸¹ « UVision Air Secured a contract to supply its Hero-220 Loitering Munition System to a European Country », *EDR Magazine*, 13 septembre 2023. Accord en 2021 relatif à la commercialisation de la gamme HERO; achetée par la Hongrie puis l'Italie en 2023.

²⁸² John Healy, Secrétaire britannique à la Défense, a ainsi annoncé, après une rencontre avec son homologue américain Pete Hegseth, le 6 mars 2025, la notification à Anduril d'un contrat portant sur la fourniture de drones kamikazes Altius 600M et 700M destinés à l'Ukraine (financés par le biais de l'*International Fund for Ukraine*). Voir « Advanced attack drones for Ukraine in new deal struck by UK government and Anduril UK », Press Release, Ministry of Defence, 6 mars 2025.

²⁸³ « REPMUS 2024: Swedish and Ukrainian USVs operate as 'Red Forces' », *Jane's*, 27 septembre 2024.

²⁸⁴ « Le futur de la guerre des mines », *Revue de la CAIA*, 27 mars 2022.

²⁸⁵ Le sonar remorqué TSAM est doté d'une antenne SAMDIS de Thales.

²⁸⁶ Quatre systèmes par pays. Premières livraisons en 2024-2025.

²⁸⁷ Livraison à partir de 2025.

²⁸⁸ ROV, AUV, hybride Double Eagle SAROV, drones dédiés à la guerre des mines SAM-3.

pour développer de nouveaux systèmes (système de positionnement et système C2 type *Autonomous Ocean Core*) et une gamme d'USV et UUV mis en œuvre depuis un navire de surface ou un sous-marin. Acteur historique sur le segment des robots sous-marins autonomes (AUV), Kongsberg Maritime étoffe actuellement sa gamme HUGIN. Comme Saab AB, le norvégien participe à plusieurs programmes financés par le DoD, *via* sa filiale américaine Kongsberg Discovery²⁸⁹.

Autre acteur pivot en Europe né du rapprochement entre ECA Group et IXblue en 2022, l'ETI française Exail (1 800 salariés pour un CA 2023 de 323 M€) est spécialisée dans les systèmes de robotique maritime (ROV, AUV, USV) et de navigation. En mars 2024, Exail a ainsi dévoilé le drone de surface Drix O-16 aux capacités transocéaniques (haut du segment de sa gamme Drix, lancée en 2017), développé sur fonds propres. Ciblant le marché hydrographique (énergies renouvelables et câbles sous-marins), certaines applications devraient intéresser également la défense, d'autant qu'il devrait être en capacité de mettre en œuvre un robot téléopéré, un petit AUV et un sonar tracté²⁹⁰. Quelques mois plus tard, en octobre 2024, l'entreprise obtenait une commande du ministère des Armées (plan d'investissement France 2030 et programme « maîtrise des fonds marins » (MFM) du ministère) relative à une première capacité grands fonds marins, reposant sur un AUV (A6K-M d'Exail) et un ROV (ROV-DeepSea de LD Travocean, une filiale du groupe Louis Dreyfus Armateurs, spécialisée dans la pose et la maintenance de câbles sous-marins). L'objectif est de protéger des sabotages les infrastructures critiques, garantir la liberté d'action des forces navales et prévenir le pillage des ressources naturelles. Ajoutons que le petit droniste Marine tech a également retenu l'attention des autorités françaises, sélectionnant ce dernier pour développer un drone plongeant à 3 000 m²⁹¹, lequel devrait intégrer le système ADC de Naval Group. Le système de détection sous-marine développé par la *startup* Elwave a quant à lui été testé par l'US Navy et l'USMC, et a bénéficié de financements européens et de l'OTAN (*via* le fonds DIANA).

Aux côtés d'ETI et de PME spécialisées, les groupes navals européens²⁹², au premier rang desquels Naval Group et Fincantieri, entendent jouer leurs cartes. Après avoir créé une direction dédiée « Drones, Systèmes autonomes et Armes sous-marines » (DSA) début 2023, Naval Group ambitionne d'élaborer une offre complète de drones sous-marins et de surface, intégrant ses systèmes développés sur fonds propres, dont ceux de sa filiale Sirehna²⁹³ tout en s'appuyant sur des partenaires extérieurs. C'est ainsi qu'en avril 2024, Sirehna a établi un partenariat avec l'entreprise française Couach, spécialisée dans les navires de surface de faible tonnage et les drones de surface (Magellan), pour la production de coques de son Seaquest-S²⁹⁴. Sur le segment des UUV, après avoir financé sur fonds propres depuis 2016 un démonstrateur de grand drone sous-marin XL-UUV, Naval Group s'est vu notifier courant 2023 par la DGA un contrat et un accord portant sur le développement d'un démonstrateur de sous-marin de combat sans équipage (UCUV – *Unmanned Combat Underwater Vehicle*) et de l'Autonomie Décisionnelle Contrôlée (ADC).

En Italie, c'est par une stratégie de croissance externe et de partenariats que le groupe naval Fincantieri cherche à pénétrer de manière accélérée le segment des drones de sur-

²⁸⁹ Sélectionnée en février 2024 par la *Defence Innovation Unit* pour le prototype de l'USN, *Large Displacement Unmanned Underwater Vehicle* (LDUUV).

²⁹⁰ « Exail conducts first sea trials and demonstration of its new transoceanic Uncrewed Surface Vessel Drix O-16 », Communiqué de presse, Exail, 5 juin 2024.

²⁹¹ « Marine tech, le petit droniste qui fascine les grands », *Le Marin*, 13 juin 2024.

²⁹² Au Sud de l'Europe, Navantia développe sur fonds propres un projet R&D d'USV multimitation Vendaval *via* un partenariat avec l'espagnol AISTER (producteur de petits monocoques de 10m en aluminium) et intégrant ses

systèmes CMS SCOMBA et C2 NAIAD (USV testé sur l'OPV *Meteoro* en juillet 2022), tout en s'alliant en mai 2023 avec SAES et Perseo Techworks pour développer une nouvelle ligne d'UUV (également partenaires sur le projet E-PARK+ piloté par Navantia, relatif à l'exploitation et la maintenance des parcs éoliens *offshore* à l'aide de véhicules sans pilote, avec Abance Ingeniería y Servicios, Arisnova et Eolos Floating Lidar Solutions).

²⁹³ Petit USV Seaquest-S pour des missions ISR, conçu pour être embarqué sur des navires de surface de faible tonnage ; petit USV Remora ; systèmes de téléopérations.

²⁹⁴ « Naval Group dévoile sa nouvelle gamme de drones de surface de 6 à plus de 50 mètres », *Mer et Marine*, 26 septembre 2024.

face. En effet, sa filiale Fincantieri NexTech, entité regroupant les activités IT, cyber, électronique et systèmes avancés, a racheté en 2021 la société d'ingénierie IDS (Ingegneria dei Sistemi), spécialisée dans l'ingénierie électromagnétique, les Satcom, les radars, les systèmes autonomes et robotiques, absorbant par la même occasion l'un de ses projets phares d'USV multimitation SAND (*Surface Advanced Naval Drone*)²⁹⁵. Les filiales NexTech (ligne d'activité « *Unmanned Management Systems & Underwater* ») et IDS portent aujourd'hui les compétences du groupe italien sur ce segment, avec l'USV SAND et, pour les fonctions autonomes, le système UMS (*Unmanned Management System*), tous deux présentés lors des exercices REPMUS de l'OTAN en 2023 et 2024. Cette stratégie reflète l'ambition grandissante de Fincantieri, et de l'Italie, dans le domaine sous-marin (des sous-marins aux drones et d'autres applications militaires et civiles). Pour son PDG, Pierroberto Folgiero, « *[u]nderwater will be what was space 40 years ago [...] We are very serious about growing underwater capabilities because we believe that our country [Italy] will have to take care of the Mediterranean Sea. [...] there will be more and more congestion [...] for immigration, for Russian submarines, for cables, for sea beds, for mining of sea beds* »²⁹⁶. Et d'anticiper un marché de 400 Mds\$ d'ici 2030, dont un quart pour la défense à court terme, le reste relevant à moyen terme des marchés de l'industrie pétrolière, gazière et de l'énergie. Prioritaire, cette montée en compétences passe par une stratégie de croissance interne et externe, comme le rappelle le tableau ci-après.

Fincantieri et systèmes autonomes : entre partenariats et acquisitions

08.2023	C.A.B.I. Cattaneo	Partenariat	Fourniture et intégration de véhicules sous-marins sur les navires de surface et sous-marins.
10.2023	Leonardo	Partenariat	Domaine sous-marin.
11.2023	Wsense	Partenariat	Systèmes de surveillance et de communication sous-marine (<i>Underwater Internet of Things – UIoT</i>).
02.2024	Remazel	Acquisition	Systèmes de manutention et de levage, systèmes de lancement et de récupération pour véhicules sous-marins.
03.2024	Saipem	Partenariat	Robotique sous-marine. Programme de drone Hydrone de Saipem (centre Sonsub), et intégration sur plateformes Fincantieri.
05.2024	WASS (Whitehead Alenia Sistemi Subacquei ²⁹⁷)	Acquisition (cédé par Leonardo)	Torpilles, contre-mesures et sonars ²⁹⁸ .
06.2024	Igenius active	Partenariat	Développement d'applications d'IA pour la défense.
09.2024	GEM Elettronica	65 % du capital	Radars et senseurs pour applications navales et côtières.

Ces opérations stratégiques interviennent dans le contexte de la création par l'État italien d'un pôle national pour les technologies sous-marines, *Polo nazionale della Subacquea* (PNS), inauguré par le ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, en décembre 2023 à La Spezia²⁹⁹, et qui met l'accent sur la coopération entre entités privées, universités, ac-

²⁹⁵ Initié en 2019 avec les entreprises espagnoles Effebi et Meccano Engineering.

²⁹⁶ « Fincantieri CEO looks to tap growing undersea market », *Breaking Defense*, 5 avril 2024.

²⁹⁷ En 2016, WASS fut consolidé dans la *business line* « Underwater Armaments Systems » de Leonardo.

²⁹⁸ Torpilles lourdes A184 et Black Shark, ainsi que la torpille légère A244, participation dans le consortium Eurotorp (50 %; torpille légère MU90), leurres anti-torpille, acoustique sous-marine.

²⁹⁹ Où se trouvent localisés le Centre de soutien et d'expérimentation navale (CSSN) de la Marine et le Centre de recherche et d'expérimentation maritimes (CMRE) de l'OTAN.

teurs gouvernementaux et militaires. Ce pôle doit, selon le ministre, consolider le « *leadership italien dans ce domaine* »³⁰⁰. Le document de planification pluriannuelle DPP (*Documento Programmatico Pluriennale*) 2024-2026 fait d'ailleurs état du lancement d'études exploratoires sur le segment des UUV et de travaux sur une gamme de systèmes de grande taille (LDAUV³⁰¹) dotés de capacités anti-sous-marines, notamment. Évolution des sous-marins U212A construits sous licence TKMS³⁰² (quatre bâtiments de la classe Todaro), le programme U212 *New Future Submarine* (NFS) de la Marine italienne (4 unités³⁰³) doit quant à lui participer à la consolidation des capacités industrielles et technologiques nationales dans les domaines mécanique, énergie, senseurs et énergie (batteries lithium-ion³⁰⁴, piles à hydrogène).

Quand l'italien Fincantieri lorgne sur l'allemand TKMS

Après l'échec de la reprise par le fonds américain Carlyle de l'allemand TKMS (en cours de cession par le conglomérat ThyssenKrupp), les autorités nationales, très attentives à l'avenir du *leader* du secteur dans le contexte d'une demande en forte croissance, pourraient privilégier un rapprochement avec Naval Vessels Lürssen (NVL) ; un scénario d'ailleurs poussé par ce dernier (qui y associerait dans un second temps German Naval Yards). Quelle que soit l'option retenue, l'État fédéral (via la banque publique KfW) devrait prendre une part au capital (un minimum de 25 % comme ce fut le cas pour l'électronicien de défense Hensoldt). Fincantieri n'a jamais caché son intérêt pour TKMS, son partenaire historique sur le segment sous-marin, une alliance qui viendrait concrétiser plus rapidement les ambitions technologiques et industrielles affichées par le gouvernement italien dans le domaine maritime (sous-marins en particulier). La partie allemande semble pour l'heure exclure cette proposition, sans fermer la porte à une participation capitaliste, sur l'exemple de Leonardo, qui est présent à hauteur de 22,8 % dans le capital de l'électronicien de défense allemand Hensoldt. Pour l'heure, l'Italie fourbit ses armes et privilégie une concentration des capacités nationales, avec la reprise par Fincantieri de la branche *Underwater Armaments Systems* (anciennement WASS) de Leonardo. Toujours pragmatique, le pays ménage dans le même temps l'axe franco-italien, via la JV Naviris établie en 2019 avec Naval Group³⁰⁵, ce en dépit des traces laissées par l'échec de sa reprise des Chantiers de l'Atlantique.

Au-delà des systèmes autonomes et de la robotique, c'est un virage serré que les industriels européens de la défense doivent prendre pour rester dans la course aux nouvelles armes et technologies dites « disruptives » : lutte antidrones, munitions téléopérées, IA et traitement de données de masse, cyber, connectivité du champ de bataille, armes hypersoniques, armes à énergie dirigée, « seabed warfare »... L'effort à fournir sur le plan financier et des compétences est majeur, mettant au défi États comme entreprises. Si ces dernières multiplient acquisitions, prises de participation et partenariats technologiques et commerciaux pour adapter leur portefeuille d'activités et atteindre une certaine taille critique (par exemple, rapprochement ECA/IXblue, rachat d'ESG par Hensoldt, de Bluebear et CrowdAI par SAAB AB, de Preligens³⁰⁶ par Safran, etc.), la fragmentation de la demande en Europe représente une véritable entrave sur le chemin de leur croissance et pour l'émergence de nouvelles filières. Mario Draghi a déploré cette situation dans son rapport sur la

³⁰⁰ « Inaugurato il polo nazionale della dimensione subacquea a La Spezia », *Communiqué de la Marine italienne*, 13 décembre 2023.

³⁰¹ *Large Displacement Autonomous Underwater Vehicles*.

³⁰² Suite à un accord signé en 1996.

³⁰³ Commande de la quatrième unité en septembre 2024 (trois actuellement en construction).

³⁰⁴ Ouverture d'un site de production en juillet 2024.

³⁰⁵ Activités de R&D, programme de refonte à mi-vie des frégates italiennes et françaises, pilotage du programme de futures corvettes *European Patrol Corvette* soutenu par le FED.

³⁰⁶ Spécialiste des solutions basées sur l'IA pour analyser les images à haute résolution, les vidéos FMV et les signaux acoustiques.

compétitivité, publié en septembre 2024, jugeant que cette fragmentation de la demande conduisait à celle de l'offre, et se répercutait inévitablement sur l'innovation. Le différentiel avec les États-Unis est ici significatif, les entreprises américaines bénéficiant de l'effet de taille de leur marché domestique et d'un niveau de soutien public à la R&D et à l'innovation au plus haut.

Extrait du rapport Draghi : « *The EU is collectively the world's second largest military spender, but it is not reflected in the strength of our defence industrial capacity. The defence industry is too fragmented, hindering its ability to produce at scale, and it suffers from a lack of standardisation and interoperability of equipment, weakening Europe's ability to act as a cohesive power. [...] European collaborative procurement accounted for less than a fifth of spending on defence equipment procurement in 2022. [...] we do not collaborate enough on innovation. [...] Aggregate EU defence spending is currently one third of US levels and the European defence industry is suffering from decades of underinvestment and depleted stocks. [...] Complex next-generation defence systems in all strategic domains will require massive R&D investment that exceeds the capacity of single EU Member States* »³⁰⁷.

Outre-Atlantique, les investissements en matière de défense sont massifs, avec une requête budgétaire 2025 à 849 Mds\$ (+ 4,2 %), dont 167 Mds\$ en *Procurement* et 143 Mds\$ en RDT&E³⁰⁸ (17 Mds\$ en S&T), sauf remise en cause par l'actuelle revue des dépenses publiques initiée par l'administration Trump. Les investissements se focalisent sur 14 domaines technologiques considérés stratégiques (« *Microelec., Integrated Sensing&Cyber, Integrated network systems of systems, AI & Autonomy, hypersonics, biotech., Quantum, Future Generation (FutureG) wireless technology, advanced materials, space technology, renewable energy generation & storage, advanced computing & software, human-machine interfaces, directed energy* ») et cinq secteurs dits « critiques » (microélectronique, métallurgie, batteries, systèmes cinétiques, minerais rares). Dans un contexte d'accélération du rythme de l'innovation, le DoD adapte ses process internes afin d'être plus réactif et au plus près des technologies venues du civil. L'accent est mis sur les campagnes d'expérimentation et de tests (programme *Rapid Defense Experimentation Reserve* lancé en 2022, création d'un *Disruptive Capability Office* par l'US Navy comprenant une *Task Force Unmanned*, par exemple). Établie en 2015 avec pour mission « *to rapidly prototype and field dual-use capabilities that solve operational challenges at speed and scale* »³⁰⁹, la *Defense Innovation Unit* est au cœur du programme *Replicator*. Lancé en août 2023, ce dernier vise le déploiement rapide de milliers de drones *low-cost* d'ici août 2025 (« *The Department of Defense must be able to employ low-cost precision effects at extended ranges* »³¹⁰), en s'appuyant le cas échéant sur des acteurs non traditionnels de la défense comme Anduril. Confiants en l'avenir grâce aux premiers contrats du DoD, les investisseurs privés sont au rendez-vous pour soutenir à marche forcée le développement de cette entreprise au *business model* « disruptif » (voir encadré ci-après).

³⁰⁷ *The future of European competitiveness*, septembre 2024.

³⁰⁸ Recherche, Développement, Tests & Essais.

³⁰⁹ Présentation sur le site web de la *Defense Innovation Unit*.

³¹⁰ « Pentagon Wants to Fastrack Buy of Cheap One-Way Drones », *Air & Space Forces Magazine*, 2 octobre 2024.

Anduril... dans les pas d'Apple, Tesla et SpaceX

Fondée en 2017 par Palmer Luckey (créateur d'Oculus VR), Anduril s'est spécialisée dans les systèmes autonomes, avec l'objectif de produire massivement des produits *low-cost* grâce à un process manufacturier optimisé. Son état d'esprit est celui de la Silicon Valley, « *move fast and break things* ». Pour son jeune PDG, les logiciels, l'IA et les données seront les facteurs décisifs dans les guerres futures. La supériorité sera du côté de l'État, qui pourra le mieux exploiter la puissance de l'IA et de l'automatisation, dans l'ensemble des milieux (air, terre, mer, espace, cyberspace). En automatisant la détection des menaces et en fournissant une analyse en temps réel sans intervention humaine *via* sa plateforme logicielle Lattice AI, Anduril se présente comme l'avenir de la surveillance par l'IA face à des concurrents bien établis tels que Palantir et Microsoft. Palmer Luckey s'inscrit dans les pas d'Apple, Tesla et SpaceX, quand il affirme que 90 % de ses solutions peuvent être développées à partir de composants et matériaux disponibles dans le commerce³¹¹.

Principaux contrats obtenus auprès du DoD depuis 2021

Contrat de cinq ans (99 M\$) de la DIU sur les technologies antidrones (2021), après un passage du prototype à la production en 18 mois.

Contrat de dix ans (1 Md\$) de l'USOCOM pour fournir du matériel et des logiciels de lutte contre les drones (janvier 2022).

Test par la DIU en 2023 (prototypes de LDUUV) de sa plateforme Dive-LD, suivi en février 2024 d'un contrat permettant aux unités de commencer à tester, acheter et exploiter son véhicule sous-marin autonome (dont la coque est imprimée en 3D ; UUV concurrent de l'*Echo Voyager* de Boeing et l'*Orca AUV* de Lockheed).

Sélection par l'USAF pour la livraison des 1 000 premiers drones en soutien des avions de combat (programme *Collaborative Combat Aircraft* – CCA), aux côtés de General Atomics, tous deux sortis vainqueurs face à Boeing, Lockheed Martin et Northrop Grumman (avril 2024).

Contrat avec l'USMC (*Organic Precision Fires-L*) portant sur la munition téléopérée Bolt-M (dérivée du drone quadcopter ISR Bolt ; en coopération avec Kraken Kinetics) (avril 2024), aux côtés des offres d'AeroVironment et Teledyne FLIR.

Essais de son drone ISR&T/kamikaze ALTIUS 600 et 700 par l'Army en 2023-2024 (pour guider une décision de mise en service rapide en 2025).

Acquisition par le DoD de 500 drones réutilisables Roadrunner et de son système de guerre électronique Pulsar (250 M\$, octobre 2024).

C'est par acquisition que l'entreprise étoffe son offre produits Défense : reprise d'Area-1 (systèmes ALE/Air Launched Effects) et Copious (senseurs passifs) en 2021, de Dive Technologies en 2022 (véhicules sous-marins autonomes), puis de Blue Force Technologies (systèmes de drones aériens, notamment de combat Fury) et Adranos (moteurs-fusées à propergol solide) en 2023. Entre sa création en 2017 et début 2024, Anduril a levé plus de 2,3 Mds\$ auprès d'investisseurs privés et capitaux risqués. Ses deux dernières levées de fonds ont atteint 1,5 Md\$³¹² en août 2024, et 2,5 Mds\$ en février 2025. L'entreprise est désormais valorisée à 28 Mds\$ contre 8 Mds\$ il y a trois ans. Ses représentants précisent que ces financements lui permettront entre autres de construire une nouvelle usine Arsenal-1 en mesure de produire en masse, tout en agrandissant ses établissements spécialisés dans la production de moteurs-fusées et de drones ISR&T/frappe (Altius-700M). Il est également question d'ouvrir un site de production d'AUV à Rhode Island (200/an) et de monter en gamme : « *[The company aims to build] not just [...] shorter-range systems that are so commonplace in Ukraine, but longer-range, larger-payload sort of more survivable autonomous systems and weapons that are going to be more appropriate for INDO-PACOM contingencies* »³¹³.

³¹¹ « Anduril lève 1,5 milliard de dollars pour ouvrir une usine d'armes autonomes », *L'Usine digitale*, 8 août 2024.

³¹² Tours de table pilotés par le fonds de Peter Thiel.

³¹³ « Anduril Unveils Plans for Huge 'Arsenal' Factory to Build Autonomous Weapons Like CCA », *Air & Space Forces Magazine*, 2 octobre 2024.

L'émergence d'entreprises comme Anduril représente autant une source d'inspiration qu'une menace pour les acteurs américains historiques de la défense (Lockheed, Northrop, Boeing, Raytheon, Aerovironment...) mais aussi pour les industriels européens, qui ne jouent pas à armes égales sur le plan du soutien public à la R&D, du volume de commandes et de l'accompagnement financier par des investisseurs privés. L'effet déstabilisateur pourrait ressembler à celui de SpaceX pour le spatial...

Sur le Vieux Continent, bien que les administrations nationales fassent aujourd'hui davantage confiance aux PME en leur notifiant des contrats en direct, les marchés obtenus relèvent toujours de la petite série, un manque de volumes et de visibilité qui les rend bien peu attractives aux yeux des fonds et autres investisseurs européens déjà peu connaisseurs du monde de la défense et sous pression des critères ESG. La guerre en Ukraine n'a, de ce point de vue, pas fondamentalement changé la donne. En revanche, et c'est la quadrature du cercle, les fonds d'investissements américains (*Private Equity* en particulier), rompus aux spécificités des marchés Défense, sont à l'affût en Europe, avec comme cibles privilégiées le Royaume-Uni et l'Allemagne. Advent international a ainsi repris les britanniques Cobham puis Ultra Electronics. Peter Thiel a investi dans la dernière levée de fonds de Quantum Systems (total de 100 M€), déclarant à cette occasion : « *L'avenir des UAS n'est ni dans le software ni matériel seul, mais dans la synthèse intelligente des deux* »³¹⁴. General Catalyst a été à la manœuvre lors des deux levées de fonds du spécialiste allemand de l'IA militaire Helsing³¹⁵. Plus récemment, Carlyle a jeté son dévolu sur TKMS, en cours de cession par sa maison-mère ThyssenKrupp, avant de retirer son offre en octobre 2024 faute d'accord avec les autorités allemandes (celles-ci escomptant une présence au capital sur dix ans au lieu des trois-cinq ans ainsi qu'envisagé par Carlyle). Cette tendance n'est pas nouvelle. Fonds d'investissement et industriels américains sont particulièrement actifs sur le territoire européen depuis de nombreuses années, reprenant des acteurs établis en quête d'un nouveau souffle ou des PME innovantes/*start-ups*, non seulement au Royaume-Uni et en Allemagne, mais également en Espagne, en Italie, et dans les pays de l'Est³¹⁶, profitant d'un environnement des affaires favorable aux investisseurs étrangers (sur le marché national civil comme défense).

En sens inverse, les perspectives de volumes de commandes sur le marché américain attirent *de facto* des industriels européens très orientés à l'export faute d'un marché domestique d'ampleur. Nombre d'entre eux s'y sont implantés avec plus ou moins de succès, comme BAE Systems, Rheinmetall, Thales, Airbus, Leonardo, Fincantieri, Kongsberg, Saab AB, etc., ainsi que des PME et ETI innovantes en recherche d'investisseurs et de perspectives d'avenir. Campagnes d'expérimentations et de tests (menés sur le territoire américain ou à l'étranger) permettent aux forces américaines d'approcher les entreprises étrangères porteuses d'une technologie d'intérêt pour la défense. Mais ce marché, certes attractif, est fondamentalement captif. Le passage à la contractualisation est conditionné à l'américanisation de l'offre (établissement local, gouvernance américaine, partenariat avec des entreprises américaines, accord de licence, co-production, mise en place de *fire-wall* avec le siège européen pour des questions sécurité...), laquelle peut se traduire par un basculement du centre de gravité de l'entreprise outre-Atlantique ; une fois l'équipement adapté aux besoins des forces américaines, ce dernier est « itarisé ». En effet, la conception extensive de l'*International Traffic in Arms Regulations* (ITAR) a pour conséquence de

³¹⁴ « Fabricant allemand de drones Quantum-Systems lève des fonds auprès de Peter Thiel, Project A, autres », *SiliconCanals*, 17 octobre 2022.

³¹⁵ Le groupe suédois SAAB AB est monté au capital d'Helsing à hauteur de 5 % (coopération sur les capacités de guerre électronique et de surveillance pour les avions de chasse, capteurs et applications C2 dans tous les domaines).

³¹⁶ Citons, par exemple, l'espagnol Santa Barbara Sistemas racheté par General Dynamics, l'espagnol ITP Aero par Bain Capital (cédé par le britannique Rolls Royce), l'italien Avio Aero par General Electric, le tchèque Meopta par Carlyle, le slovène Pipistron par Textron, la montée au capital de KKR dans l'allemand Rocket Factory Augsburg AG, etc.

voir le contrôle américain s'étendre aux biens et services intégrant une composante achetée aux États-Unis. Ce cadre réglementaire vise avant tout à renforcer la base industrielle et technologique américaine tout en « tenant » les partenaires industriels étrangers. Cette logique devrait perdurer et surtout s'accroître avec la stratégie « *America First* » de la nouvelle administration Trump. À l'heure de la loi du plus fort, rendant très hypothétique toute installation d'un concept de réciprocité, le défi pour les industriels européens est de réduire leur exposition aux risques ITAR en européenisant leur chaîne d'approvisionnement. Cet affranchissement européen ne pourra passer que par des investissements d'ampleur dans les composants et technologies afin de soutenir des filières industrielles robustes et pérennes. Il ne trouvera sa réalité qu'à travers une plus grande convergence des politiques industrielles et de soutien à la R&D et des investissements d'ampleur à l'échelle nationale et européenne. Et le risque désormais bien réel « *d'un découplage de la sécurité européenne et américaine* », pour reprendre les termes forts employés par Olaf Scholz à l'occasion de la 61^{ème} Conférence de Munich sur la sécurité³¹⁷, ne fait que confirmer l'intérêt de poursuivre des trajectoires industrielles et technologiques plus indépendantes.

3.3 La coopération, facteur déterminant de la consolidation industrielle

Nous avons pu constater dans la deuxième partie l'existence d'une véritable dynamique de coopérations et de partenariats intergouvernementaux en matière de défense, tirée par les États européens se sentant les plus menacés (en bilatéral, multilatéral, dans la sphère régionale). Basées sur des relations de confiance, ces coopérations de défense ont vu les différentes parties prenantes engager un dialogue sur des besoins capacitaires communs, avec à la clé des acquisitions conjointes synonymes, pour les fournisseurs européens concernés, de volumes de commandes plus importants et d'un élargissement de leur base commerciale en Europe.

Une autre évolution notable concerne la renaissance de l'industrie de défense est-européenne. Même si les États de la région ont fait la part belle aux achats de solutions non-européennes, notamment américaines, coréennes et israéliennes, pour des questions de garanties de sécurité et face à l'urgence de combler les *gaps* capacitaires, cette réalité ne doit pas occulter leur ambition de détenir des capacités industrielles et technologiques nationales. Sont plus particulièrement ciblés les secteurs terrestre (véhicules blindés, armes et munitions, drones tactiques) et électronique de défense. L'expérience ukrainienne aura de ce point de vue contribué à faire prendre conscience aux pays les moins vigilants des conséquences opérationnelles d'une dépendance trop forte des forces armées aux équipements en provenance d'États étrangers (même alliés), notamment en cas de retournement d'alliances. De nouveaux pôles régionaux de production d'armement émergent ainsi à l'Est. Avec cette densification du tissu industriel européen, les États devraient être davantage en mesure d'affronter les défis industriels d'une guerre de haute intensité (production, réparation, adaptation).

Tout l'enjeu est de capitaliser sur ces dynamiques, leur donner une direction afin d'éviter une dispersion des efforts et des moyens, au moment où les États européens convergent sur l'importance d'augmenter leurs dépenses de défense et semblent prêts à envisager un emprunt en commun (pourtant tabou il y a peu).

³¹⁷ Discours du chancelier à l'occasion de la 61^e Conférence de Munich sur la sécurité : « *Cela doit être l'heure de l'Europe* », Missions allemandes en France, 15 février 2025.

L'OTAN ayant pour colonne vertébrale la relation transatlantique, la construction d'un pilier européen au sein de l'Alliance interroge aujourd'hui au regard de la réorientation radicale de la politique étrangère et de défense américaine à l'ère Trump (avec une OTAN jugée « obsolète » dès son premier mandat³¹⁸). Présence militaire, exercices et entraînements conjoints, aides financières destinées à soutenir la modernisation des équipements des forces armées et des infrastructures militaires... : l'administration Trump semble vouloir détricoter ces différents leviers d'action qui donnaient jusqu'ici toute sa crédibilité et son attractivité à l'OTAN et au partenaire américain. Cette réalité jette une lumière crue sur les faiblesses originelles de l'Union européenne en matière de défense, le refus des États fondateurs de toute intégration dans ce domaine ayant empêché la mise en place de mécanismes de solidarité et d'interdépendance. Si l'intérêt de bâtir une défense européenne, de donner corps à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) revient souvent à l'agenda, les discours politiques et les déclarations d'intention n'ont jamais été suivis d'effets. La France, l'Allemagne, la Pologne, voire le Royaume-Uni en cas de nouvel accord avec l'UE sur la défense³¹⁹ impulseront-ils une nouvelle dynamique, particulièrement attendue par les pays d'Europe centrale et les États baltes ? Dans l'attente, les regards se tournent vers la Commission européenne.

En effet, par une politique des petits pas depuis la fin des années 1990 puis des plus grands pas à compter de 2016, et *via* une stratégie juridique bien calibrée³²⁰, la Commission européenne a réussi à s'ancre dans le paysage institutionnel européen de la défense et de l'armement. Les défaillances de la coopération intergouvernementale et les défauts de naissance de l'Agence européenne de défense (pas de pouvoir de décision ni de capacités d'investissements) lui ont laissé le champ libre. Recherche en matière de sécurité (Programme européen de recherche en sécurité, PESR³²¹), approche marchés avec les directives « Transferts » (TIC)³²² et « Marchés publics de défense et de sécurité » (MPDS)³²³, puis Fonds européen de défense (FED), la Commission européenne a persévéré dans l'approfondissement de son action à destination du secteur industriel de la défense et de la sécurité, considérant que les politiques et les instruments de l'UE pouvaient permettre d'améliorer la compétitivité, le fonctionnement et la capacité d'innovation de l'industrie européenne de défense. Intervenu le 10 décembre 2020 après plusieurs rounds de négociations, l'accord politique sur le FED³²⁴ (portant sur la période 2021-2027) représente de ce point de vue une étape majeure, puisqu'il ouvre la voie à un financement sur fonds communautaires (7,3 Mds€ sur sept ans)³²⁵ de projets de R&D de défense, de la recherche (jusqu'à 100 % des coûts éligibles) au développement de prototype (jusqu'à 20 %) jusqu'à

³¹⁸ Olivier Zajec, « La présidence Trump et l'OTAN. Paradoxes et évolutions de la défense collective du continent européen à l'heure de l'Amérique d'abord », *Annuaire français de relations internationales*, 2018, pp. 797-816.

³¹⁹ « Défense et sécurité : premières discussions en vue d'un rapprochement entre le Royaume-Uni et l'Union européenne », *Le Monde*, 2 février 2025.

³²⁰ Fondement juridique de son action : articles 173 (conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de l'Union) et 182 (mise en place d'un programme-cadre pluriannuel de R&D) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

³²¹ Les résultats de l'action préparatoire PASR (2004-2006, 45 M€ répartis entre 39 projets) ont fondé une décision du Parlement européen et du Conseil portant sur le lancement en 2007 du Programme européen de recherche en sécurité (PESR). Au sein du 7^{ème} PCRD 2007-2013, le PESR a été intégré au programme « Coopération » (budget annuel de 200 M€, soit 1,4 Md€ sur la période). Au sein du 8^{ème} PCRD 2014-2020, également nommé Horizon 2020 (H2020), le PESR a relevé du programme « *Secure Society* » avec un budget de 1,69 Md€ sur la période. Désormais dans le cadre d'Horizon Europe 2021-2027, il relève du Cluster 3 « Sécurité civile pour la société » (avec 1,6 Md€) au sein du pilier 2 « Problématiques mondiales et compétitivité industrielle européenne ». Les principales thématiques abordées sont : la gestion des risques de catastrophes et le soutien aux politiques sur la sécurité de l'Union

(protection des frontières extérieures, protection des espaces publics, sécurité et résilience des infrastructures, sécurité maritime, lutte contre le crime et le terrorisme, cybersécurité).

³²² Directive « Transferts » (TIC) portant sur la simplification des régimes nationaux d'octroi de licence pour les transferts intracommunautaires, 2009/43/CE, JOUE, 10 juin 2009.

³²³ Directive « Marchés publics de défense et de sécurité » (MPDS) portant sur la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, 2009/81/CE, JOUE, 20 août 2009.

³²⁴ Ce nouveau fonds dédié défense met en œuvre un ensemble de procédures, financières et juridiques, élaborées sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de deux programmes précurseurs, l'« Action préparatoire concernant la recherche en matière de défense » (PADR, 90 M€ sur trois ans, 2017-2019) et le « Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense » (EDIDP, 500 M€ sur deux ans, 2019-2020).

³²⁵ Dont 2,4 Mds€ pour le volet recherche et 4,9 Mds€ pour le volet développement. 600 M€ utilisés pour financer les instruments court terme EDIRPA et ASAP.

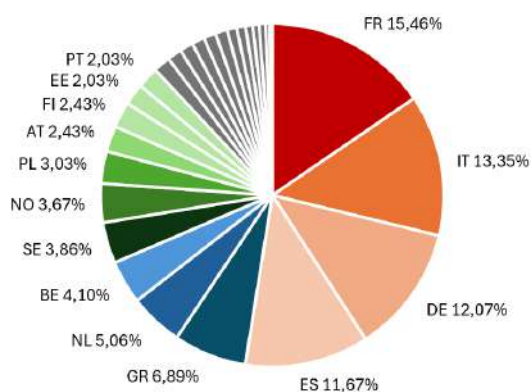
la certification (jusqu'à 80 %) ³²⁶. Seuls les projets collaboratifs impliquant au moins trois intervenants issus de trois États membres ou États associés sont éligibles ³²⁷. La participation transfrontalière des PME et des ETI est encouragée par des taux de financement plus élevés (« bonus PME »), et en favorisant les projets menés par des consortiums intégrant des PME. Un bonus (10 %) est également accordé si l'action est en lien avec un projet mis en œuvre dans le cadre de la coopération structurée permanente en matière de défense ³²⁸ (72 projets PESCO adoptés par le Conseil de l'UE en cinq vagues depuis 2018, et dont le contenu est orienté par le plan de développement capacitaire ³²⁹). Depuis son lancement effectif en janvier 2021, quatre appels à propositions ont été initiés par la Commission européenne (le quatrième est actuellement en phase de sélection). À ce jour, 160 projets ont été retenus relevant de 17 domaines thématiques : « *naval combat, space, air & missile defence, information superiority, underwater warfare, open sme calls, sensors, air combat, cyber, materials and components, ground combat, digital transformation, force protection and mobility, disruptive technologies, medical response and CBRN, energy and environment, simulation and training* ».

Bilan du FED après trois appels à projets

	FED 2021	FED 2022	FED 2023
Propositions reçues	142	134	236
Projets sélectionnés	60	41	61
Financement UE	1,16 Md€	832 M€	1,15 Md€
Entités légales uniques (bénéficiaires + entités affiliées + sous-traitants)	692	550	670
Participations moyennes par projet	18	22	17
Part de PME sélectionnées	43 %	39 %	42 %
Part des financements à destination des PME	18 %	20 %	18 %

Source : DG DEFIS, 2024

Participations par pays (%) pour les projets FED 2021-2022 et 2023



³²⁶ Règlement (UE) 2021/697 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 établissant le Fonds européen de la défense, L170/149, JOUE, 12 mai 2021.

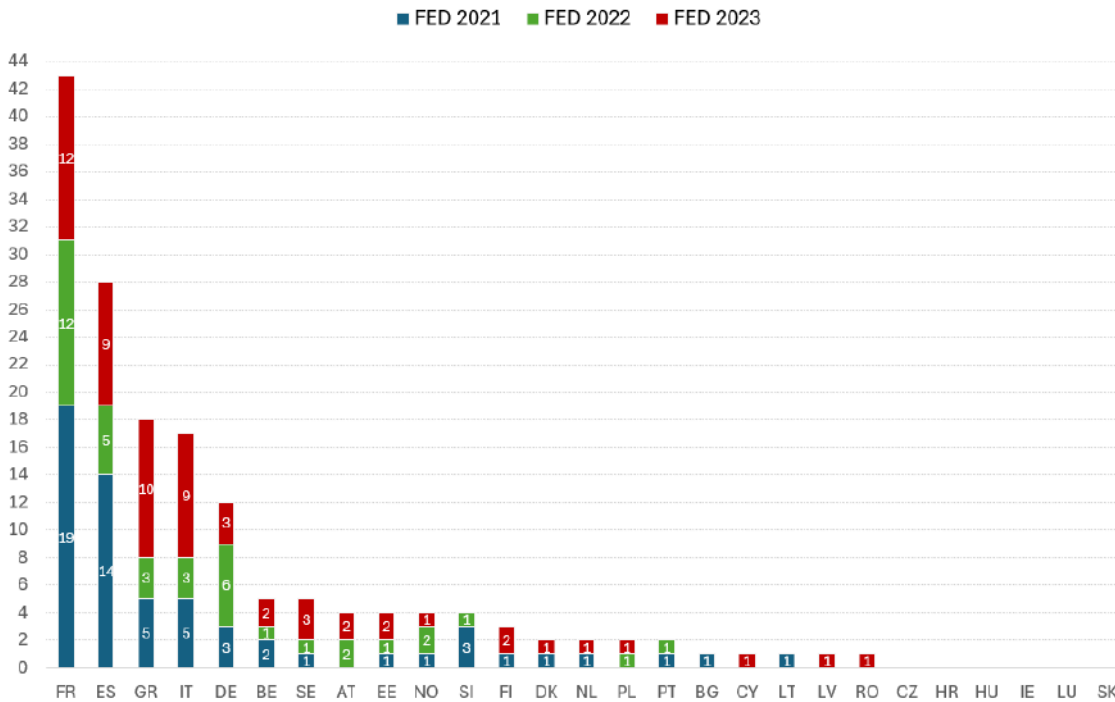
³²⁷ Article 10. Actions éligibles : « [...] 4. L'action est réalisée par des entités juridiques coopérant au sein d'un consortium composé d'au moins trois entités juridiques éligibles qui sont établies dans au moins trois États membres ou pays associés différents. Au moins trois de ces entités juridiques éligibles établies dans au moins deux États membres ou pays associés différents ne sont pas,

pendant toute la durée de réalisation de l'action, contrôlées, de manière directe ou indirecte, par la même entité juridique et ne se contrôlent pas mutuellement. » (voir Règlement (UE) 2021/697, *op. cit.*).

³²⁸ Décision (PESC) 2017/2315 établissant une coopération structurée permanente (CSP) et fixant la liste des États membres participants.

³²⁹ Domaines couverts : entraînement, terrestre, maritime, air, cyber, « Strategic Enablers & Force Multipliers ».

Nombre de projets pilotés, par pays et par an



Source : FRS, 2025

En dépit d'un niveau de participations très variable selon les États³³⁰, il est un fait indéniable : la contribution du FED à une relance de la dynamique de coopération dans le domaine de l'armement. Administrations et entreprises (notamment principaux MOI et systèmes-équipementiers d'Europe de l'Ouest et du Sud) se sont progressivement approprié ce nouvel outil de financement européen. Des stratégies coopératives interétatiques et interindustrielles se mettent en place sur des briques technologiques intéressant la défense. Bien que d'approche complexe, le FED pousse les États à dialoguer autour de thèmes d'intérêt commun et incite les entreprises à penser le développement de nouvelles technologies et leur entrée sur de nouveaux marchés sous l'angle des collaborations interindustrielles. Au fil des projets et des habitudes de coopération, des trajectoires d'internationalisation des activités (notamment pour les ETI et PME) et/ou de consolidation sont susceptibles d'émerger. Rappelons que lors de la création du groupe Airbus et du missilier MBDA au tournant de la décennie 2000, les entités nationales fusionnées menaient alors plus de 60 % de leurs activités en commun. Depuis, le parcours d'Airbus montre que plus les liens de coopération entre les États fondateurs se distendent, plus les bases des activités industrielles de défense du groupe s'en trouvent sapées. Les difficultés de l'alliance KNDS dans l'armement terrestre résultent en grande partie de l'absence d'historique de coopérations entre KMW et Nexter, ajoutée à l'ambition de *leadership* de la branche allemande (portée il est vrai par le succès non démenti de sa gamme Leopard 2 en Europe).

Mais le FED doit désormais être bien plus qu'un « incitatif » à la coopération. Pour que l'Europe soit en mesure de rattraper son retard dans des domaines critiques comme les drones, le cyber, le quantique ou encore les technologies hypersoniques, et ne pas décro-

³³⁰ Hélène Masson, « EUROPEAN DEFENCE FUND - Assessment after three calls for proposals », *Revue Défense & Industries*, FRS, n° 19, septembre 2024.

cher face aux États-Unis et à la Chine (lancés dans une véritable course à l'hégémonie technologique), les financements européens dédiés à la R&D (civile comme défense) devront franchir un nouveau palier.

Comme nous l'avons abordé précédemment, dans le contexte de la guerre en Ukraine, le périmètre d'action de la Commission européenne s'est étendu à d'autres domaines, avec le lancement en 2023 de deux instruments d'urgence de court terme (2023-2025) : EDIRPA, destiné à soutenir les achats conjoints, et ASAP, centré sur la production de munitions. L'objectif est désormais de proroger ces actions, et surtout de passer à la vitesse supérieure.

<p style="text-align: center;">EDIRPA <i>European Defence Industry Reinforcement through common Procurement Act</i> 310 M€ ; 2023-2025</p> <p>Action : une partie des coûts de coopération financée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Munitions (103.2 M€) • Missiles et défense aérienne (103.2 M€) • Plateformes et remplacement des systèmes existants (103.2 M€) <p>Remboursement partiel (20 %) sur le budget de l'UE accordé aux États lorsque les acquisitions conjointes font intervenir un consortium d'au moins 3 États membres de l'UE.</p> <p>Dépôt des propositions : 25.07.2024 États membres, AED, OI</p> <p>Novembre 2024 : 5 projets sélectionnés</p>	<p style="text-align: center;">ASAP <i>Regulation on supporting Ammunition Production</i> 513 M€ ; 2023-2025</p> <p>Objectif : 2 millions de munitions/an d'ici 2025</p> <p>Exemples d'action : extension ou modernisation ou création de lignes de production, sécurisation de la chaîne de fournisseurs, réduction des déficits de compétences.</p> <p>5 appels à propositions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Explosifs : 124 M€ • Poudres : 248 M€ • Obus : 90 M€ • Missiles : 50 M€ • Tests : 2 M€ <p>Financement jusqu'à 35 % des coûts éligibles (missiles, munitions), 40 % (composants, matières premières).</p> <p>Mars 2024 : 31 projets sélectionnés</p>
---	--

Le 5 mars 2024, la Commission européenne et le Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont ainsi présenté un nouveau « Paquet Défense », constitué de la première stratégie industrielle de défense européenne au niveau de l'UE (EDIS)³³¹, d'une proposition législative relative à l'établissement d'un programme européen pour l'industrie de la défense (EDIP)³³² et d'un nouveau train de mesures « destinées à soutenir la compétitivité et la préparation de l'industrie de la défense européenne ». Les États membres sont invités à atteindre les objectifs suivants :

- acquérir au moins 40 % des équipements de défense de manière collaborative d'ici à 2030 ;
- faire en sorte que, d'ici à 2030, la valeur des échanges commerciaux intra-UE liés à la défense représente au moins 35 % de la valeur du marché de la défense de l'Union ;
- augmenter régulièrement leurs achats d'équipements de défense au sein de l'Union pour qu'au moins 50 % du budget qui y sont consacrés soient dépensés dans l'Union à l'horizon 2030 et 60 % à l'horizon 2035³³³.

Le programme EDIP³³⁴ sera doté d'un budget de 1,5 Md€ sur la période 2025-2027 (615 M€ en 2026, 872 M€ en 2027) avec la possibilité de ressources additionnelles (en provenance

³³¹ EDIS Joint Communication, *A new European Defence Industrial Strategy: Achieving EU readiness through a responsive and resilient European Defence Industry*, JOIN(2024) 10 final, 5 mars 2024.

³³² *Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing the European Defence Industry Programme and a framework of measures to ensure the timely availability and supply of defence products ('EDIP')*, COM(2024) 150 final 2024/0061 (COD), 5 mars 2024.

³³³ « Améliorer la préparation et la sécurité de l'Europe grâce à la toute première stratégie industrielle de défense et à un nouveau programme pour l'industrie de la défense », Communiqué de presse, Commission européenne, 5 mars 2024.

³³⁴ Fondement juridique : articles 114 (marché intérieur), 173 (conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de l'Union) et 212 (coopération économique, financière et technique avec les pays tiers) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

des États, des institutions de l'UE, d'organisations internationales et d'institutions financières). Ces financements doivent permettre d'étendre la logique d'intervention d'EDIRPA et d'ASAP, de soutenir l'industrialisation des produits issus des projets financés par le FED (répondant ainsi à une demande forte exprimée par les entreprises participantes). Parmi les propositions inédites présentées dans le programme EDIP, citons un nouveau cadre juridique de coopération, « *Structure for European Armament Programme* » (SEAP), un régime de sécurité de l'approvisionnement, le lancement de projets dits « d'intérêt européen commun » (EDPCI, avec deux priorités : la défense aérienne et la cybersécurité)³³⁵ susceptibles de bénéficier d'un soutien financier de l'UE (375 M€ maximum d'ici 2027), ainsi qu'une structure de gouvernance, « *Defence Industrial Readiness Board* »³³⁶, destinée à assurer une cohérence d'ensemble (associant représentants des États membres et pays associés, Haut représentant, Commission européenne et AED).

C'est un mur de négociations qui se dresse devant le nouveau Commissaire européen à la Défense et à l'Espace, le Lituanien Andrius Kubilius, d'autant que certains États membres ne goûtent pas ce nouvel approfondissement de l'action de la Commission européenne, considérant qu'elle s'affranchit de l'esprit des traités en s'emparant de sujets qui sont au cœur des prérogatives étatiques (donc du pilier intergouvernemental). Il est vrai qu'en l'espace de quatre ans, le domaine s'est institutionnalisé à vitesse accélérée avec la mise en place en janvier 2020 de la nouvelle Direction générale DEFIS (*Defence industries and Space*), la création d'un poste de Commissaire à la Défense et à l'Espace au sein de la nouvelle Commission (équipe dévoilée en septembre 2024 par Ursula von der Leyen), et, côté Parlement européen, une sous-commission « Sécurité et défense » (établie en 1994) transformée en commission parlementaire permanente à compter de décembre 2024.

Dans la lettre de mission adressée à Andrius Kubilius, la présidente de la Commission européenne a tenu à rappeler la valeur ajoutée de l'UE dans la création d'une « Union européenne de la défense » tout en semblant vouloir rassurer les États membres : « *Defending Europe is a European task, with Member States and EU institutions working closely together. [...] Member States will always be responsible for their armed forces – from doctrine to deployment. This is the absolute foundation for every European nation. But there is a lot that Europe can do to support – in terms of investment, industry, procurement, research, innovation and much more. At the heart of this work must be one simple principle: Europe must spend more, spend better, spend European. I would like you to bring all of this work together under a true European Defence Union, working closely with the High Representative/Vice-President. You will also be responsible for the space portfolio, reflecting the increasingly contested nature of space and the links with our overall security and defence* »³³⁷. Par ailleurs, le fait de préciser « *spend European* » dans son discours n'est pas anodin, car il s'agit là d'une véritable pierre d'achoppement, avec une ligne de fracture entre les États membres défendant historiquement une logique de « préférence européenne », au premier rang desquels la France, et ceux, majoritaires et marqués par un fort tropisme atlantiste³³⁸, souhaitant rendre éligibles aux programmes européens les entreprises originaires d'États tiers (ce qui est le cas pour le FED³³⁹) et les systèmes intégrant des composants non-européens

³³⁵ Lesquels projets pourraient porter sur les domaines suivants : « *Air Defence Shield, European Cyber Shield, North-East Border Shield, Maritime Domain Awareness, Space Domain Awareness, Munition & Missiles stockpiling, Military Mobility, CBRN* ».

³³⁶ Et son pendant, formé d'industriels, l'*European Defence Industry Group*.

³³⁷ Ursula von der Leyen, President of the European Union, *Mission Letter. Andrius Kubilius, Commissioner-designate for Defence and Space*, European Commission, 17 septembre 2024.

³³⁸ Acheteurs de systèmes américains et accueillant sur leur territoire des filiales d'entreprises américaines (une présence généralement liée au rachat d'une entreprise locale), comme la Pologne, la Roumanie, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne...

³³⁹ Dans l'article 9 du règlement FED sur les conditions d'éligibilité, on peut lire que les destinataires et sous-traitants participant à un projet FED sont établis dans l'Union ou dans un pays associé (Norvège), ainsi que leurs infrastructures, installations, biens et ressources mobilisés pour le projet. Les destinataires et sous-traitants ne doivent pas être contrôlés par un pays tiers non associé ou par une entité de pays tiers non associé. Mais les paragraphes suivants 4-5 et 6 formalisent des règles dérogatoires en permettant à une entité juridique établie dans l'Union ou dans un pays associé mais contrôlée par un pays tiers ou une entité de pays tiers de participer à un projet FED. Des garanties approuvées par l'État membre ou le pays associé dans lequel elle est établie doivent alors être mises à la disposition de la Commission.

(35 % à 40 % en valeur), voire des produits fabriqués sous licence étrangère (négociations en cours pour le programme EDIP). Les premiers coups de boutoir de l'administration Trump contre l'Europe conduiront-ils les représentants des États membres qui se font depuis des années le relais des positions américaines au sein des institutions européennes (accès sans entraves au marché européen de la défense et aux projets sur financement communautaire) à se montrer plus en ligne avec l'objectif d'un renforcement des capacités industrielles et technologiques européennes ? Il est en effet paradoxal de voir des programmes européens offrir de nouvelles opportunités technologiques et/ou commerciales et/ou financières aux concurrents des entreprises européennes (une situation déjà visible sur des projets FED), notamment en l'absence de réciprocité.

Les nouvelles marges de manœuvre financières proposées par la Commission européenne dans son plan *ReArm Europe*, lequel a été largement soutenu par les 27 lors d'un Conseil européen extraordinaire organisé à Bruxelles le 6 mars 2025, sont censées donner aux États membres les moyens de « *dépenser mieux et ensemble* »³⁴⁰, de mutualiser leurs besoins et de procéder à des achats communs. Les domaines capacitaires à privilégier sont listés ainsi dans les conclusions du Conseil européen : « *air and missile defence; artillery systems, including deep precision strike capabilities; missiles and ammunition; drones and anti-drone systems; strategic enablers, including in relation to space and critical infrastructure protection; military mobility; cyber; artificial intelligence and electronic warfare* »³⁴¹. La mise en œuvre du plan *ReArm Europe* sera un véritable test de la volonté des États membres de s'affranchir des États-Unis pour leur défense et l'armement de leurs forces armées. L'Allemagne, la France et la Pologne ont un rôle déterminant à jouer dans l'ouverture de cette voie européenne.

À très court terme, le commissaire à la Défense et à l'Espace s'est vu attribuer la difficile tâche de rédiger, dans les cent jours, conjointement avec la Haute représentante Kaja Kallas, un « Livre blanc sur le futur de la défense européenne », avec l'objectif suivant : « *It should frame a new approach to defence and identify investment needs to deliver full-spectrum European defence capabilities based on joint investments, readying the EU and Member States for the most extreme military contingencies* »³⁴². Il s'agira de donner une véritable boussole aux États et à leurs forces armées, ainsi qu'aux entreprises, permettant de dépasser les divergences de priorités stratégiques et industrielles. L'enjeu majeur est d'assurer une plus grande cohérence entre les planifications capacitaires conduites au niveau national, OTAN et UE, et de mener une réflexion capacitaire par domaine traduite en feuilles de route ou plans d'action industriels et technologiques. À défaut, la politique industrielle de défense en cours d'édification au niveau européen court le risque d'apparaître comme un corps sans tête. L'industrie européenne de défense se trouve aujourd'hui au cœur de forces à la fois centripètes et centrifuges, une situation périlleuse qui rend d'autant plus urgent cet alignement des États européens sur des objectifs communs en matière d'équipement et d'ambitions industrielles sous peine de voir les futures opérations de consolidation obéir à des logiques purement nationales ou se trouver influencées par des facteurs externes à l'Europe.

Ces garanties sont censées attester de l'absence de restrictions sur les infrastructures, biens, ressources, propriété intellectuelle nécessaires au projet ainsi que du nonaccès par des pays tiers aux informations sensibles liées à un projet. Elles doivent fournir des assurances selon lesquelles la participation à une action d'une telle entité juridique ne serait contraire ni aux intérêts de l'Union et de ses États membres en matière de sécurité et de défense ni aux objectifs énoncés à l'article 3 du règlement FED (renforcer la compétitivité, l'efficacité et la capacité d'innovation de la BITDE).

³⁴⁰ « Press statement by President von der Leyen on the defence package », *op. cit.*

³⁴¹ *European Council Conclusions*, Brussels, 6 mars 2025.

³⁴² Ursula von der Leyen, President of the European Union, *Mission Letter. Andrius Kubilius, Commissioner-designate for Defence and Space*, *op. cit.*